

ALGÉRIE-KOWEÏT

Le Président Tebboune achève sa visite d'Etat au Qatar

P. 24

ALGÉRIE-KOWEÏT

Tebboune en visite officielle au Koweït pour renforcer les relations et consolider la coopération bilatérale

P. 24

SAHARA OCCIDENTAL

Le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui plaide pour l'autodétermination

P. 14

6^E SOMMET DU FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DU GAZ À DOHA

Tebboune : «L'Algérie un fournisseur de gaz fiable»



INDUSTRIE

Installation de la commission interministérielle de suivi de l'Indice mondial de l'innovation

P. 6

AFFAIRES RELIGIEUSES

Belmahdi : «Les mosquées et les écoles coraniques contribuent à la préservation de l'identité nationale»

P. 3

COVID-19

Benbouzid appelle à une reprise progressive des activités hospitalières

P. 10

SANTÉ

CANCER DU CÔLON

Le dépistage dès 45 ans

Pp 12-13

F O O T B A L L

LIGUE 1 FRANÇAISE (STADE BRESTOIS 29)

La FAF apporte son soutien à Belaïli, victime de propos xénophobes

P. 21



TECHNOLOGIE

La Chine, principal déposant de demandes internationales de brevets en 2021

P. 17

TRANSPORT AÉRIEN

Exonération de la TVA pour les billets vers 10 aéroports du Sud du pays

P. 2

TRANSPORT AÉRIEN

Exonération de la TVA pour les billets vers 10 aéroports du Sud du pays



Le ministère des Transports a annoncé, lundi dans un communiqué, l'exonération des billets du transport aérien des voyageurs, en provenance ou à destination de 10 aéroports du grand Sud, de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), et ce, dans le cadre de la mise en œuvre des dispositions de l'article 90 de la loi de finances 2022.

Cette mesure concerne les vols de et vers les aéroports d'Adrar, Bordj Badji Mokhtar, Djanet, Illizi, In Guezzam, In Salah, Tamanrasset, Timimoune, Tindouf et In Amenas, a précisé le communiqué.

Cette mesure devra être élargie aux aéroports des autres wilayas du Sud, et ce, dans le cadre du projet de loi de finances complémentaire (PLFC) 2022, a conclu le communiqué.

MICRO-ENTREPRISES

Création de 10 agences d'appui et de développement de l'entrepreneuriat dans les nouvelles wilayas



Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Micro-entreprise, Nassim Diafat, a décidé de créer des agences de wilaya d'appui et de développement de l'entrepreneuriat dans les nouvelles wilayas afin de faciliter le financement des porteurs de projets, a indiqué un communiqué du ministère.

Il s'agit de la création d'agences de wilaya d'appui et de développement de l'entrepreneuriat dans les wilayas de Timimoune, Bordj Badji Mokhtar, Ouled Djellal, Beni Abbès, In Salah, In Guezzam, Touggourt, Djanet, El-Meghaier et El-Menia, a précisé le même source.

Cette décision s'inscrit dans le cadre du rapprochement de l'administration des citoyens, de la facilitation du financement des porteurs de projets dans toutes les wilayas du pays et de la satisfaction des demandes des citoyens des nouvelles wilayas, a ajouté le communiqué.

M. Diafat a instruit l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) à l'effet de mobiliser tous les moyens matériels et humains nécessaires pour permettre aux nouvelles agences de wilaya d'accomplir leurs missions dans les meilleures conditions possibles, a conclu la même source.

PROMOTION ET SOUTIEN DES EXPORTATIONS

Rezig préside une rencontre avec les exportateurs et professionnels de la filière des dattes



Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig a présidé, lundi, une rencontre avec les exportateurs et professionnels de la filière des dattes, en prélude à une série de rencontres de concertation avec les producteurs et exportateurs de différentes filières sur lesquelles il compte pour renforcer les exportations hors hydrocarbures, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre vient «en exécution de la stratégie du gouvernement visant à promouvoir et soutenir les exportations hors hydrocarbures après que le ministère du Commerce et de la Promotion des exportations eut tenu une série de rencontres de concertation avec les producteurs et les exportateurs de différentes filières sur lesquelles il compte faire connaître le produit local sur le marché mondial», précise le communiqué.

Il s'agit de l'examen de toutes les préoccupations soulevées par les opérateurs économiques afin d'aplanir les difficultés qu'ils rencontrent sur le terrain.

TISSEMSILT

Ouverture des journées «Chahids de l'Ouarsenis»

Des journées «Chahids de l'Ouarsenis» se sont ouvertes lundi à la bibliothèque principale de lecture publique «Dr Yahia Bouaziz» de Tissemsilt, dans le cadre de la journée nationale du chahid.

Les expositions tenues à cette occasion enregistrent l'affluence de jeunes attirés par les livres relatant les autobiographies des martyrs de la région dont Djillali Bounaama, chef de la wilaya IV historique et Djillali Boudernane et autres traitant de l'histoire de la glorieuse guerre de libération nationale, surtout des jeunes intéressés par l'histoire et des adhérents de clubs de recherche historique des lycées de Tissemsilt.

Le chercheur en histoire de la guerre de libération nationale et du mouvement national, Benkhatem Abdelkader a insisté sur l'importance d'intensifier l'organisation de telles manifestations qui concernent l'histoire de la glorieuse guerre de libération et rappellent les sacrifices de chouhada, afin de lier la génération d'aujourd'hui à son passé, notamment celui de la guerre de libération nationale.

Le programme de ces journées historiques «Chahids de l'Ouarsenis», organisé à l'initiative de la bibliothèque, comporte deux concours de la meilleure recherche historique et du meilleur dessin de portrait d'un martyr de la wilaya, en plus de la projection du film de guerre «Mustapha Ben Boulaid» réalisé par Ahmed Rachedi, selon les organisateurs.

Parallèlement à cette manifestation organisée suivant le protocole sanitaire de prévention contre la pandémie de Covid-19, les annexes de la bibliothèque des communes de Khemisti et de Layoune abritent des expositions de livres d'histoire de l'Algérie avec la projection de documentaires abordant notamment la politique de la terre brûlée pratiquée par l'armée coloniale française.

BÉNI-ABBÈS

Divers ateliers de formation ouverts aux élèves



Des élèves de différents établissements scolaires de la daïra d'Igli (Béni-Abbès) prennent part mardi à des ateliers de formation dans les domaines de l'écriture de scénarios, des techniques de la photographie et de la réalisation de court métrage, en plus de l'écriture en Tifinagh.

Encadrés par des spécialistes du Centre nationale de cinématographie algérien (CNCA) et des spécialistes de l'enseignement de Tamazight, ces ateliers sont organisés dans le cadre de la double célébration de la journée internationale de la langue maternelle et de la semaine des langues africaines, qu'abrite depuis lundi conjointement Beni-Abbes et le chef lieu de daïra d'Igli, à l'initiative du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA).

Ces ateliers visent essentiellement l'apprentissage aux élèves de l'écriture de scénarios sur différents sujets et thèmes, notamment ceux en rapport avec leur vie quotidienne, a indiqué Ahmed Laaloui, chargé de communication au HCA.

Des projections en plein air de long-métrages et autres documentaires de production nationale sont organisés à l'aide de camion-ciné du CNCA à travers plusieurs endroits et sites publics de la commune d'Igli.

En marge de ces activités, des expositions sur les différents arts et patrimoine culturel amazighs et local sont mises sur pied au centre-ville d'Igli, avec la participation d'une douzaine d'artisans, associations et organismes publics spécialisés dans le domaine des recherches archéologiques et du patrimoine matériel et immatériel.

SEAAL

Alger: suspension de l'AEP aujourd'hui dans quatre communes

Une suspension de l'alimentation en eau potable sera enregistrée aujourd'hui dans quatre communes de la wilaya d'Alger, en raison de réparation d'une canalisation principale de transfert d'eau, a indiqué hier, dans un communiqué, la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAL).

Ces travaux entamés ce mardi, à 14h, sont localisés au niveau de la commune de Kouba et engendreront une suspension de l'alimentation en eau potable qui impactera quatre communes d'Alger, a précisé la même source.

Il s'agit de la commune de Kouba (en partie) (Parc Ben Omar, cité Djillali Yabes, cité El Bahia, CW14, cité 648 logements, cité 286 logements, Ferme Diska, Rue 04, La cadate, Hai el badr, Ferme feroudja et rue Belkadi Belkacem).

Une partie de la commune de Bachdjarrach est concernée par cette suspension au niveau de la ferme Diska, Hanafi Hadjerass, cité 488 logts, cité 200 logts, cité AADL, cité CNEP, Route de Birkhadem et rue Malek Iben Nabi, a fait savoir le communiqué.

Sont touchées également par cette suspension la commune de Bourouba (cité police) et une partie de la commune de Djsir ksentina (Hai Nassim, cité ONAB, cité El Hayet, Hai El Hayet, cité 310 logts, Hai Oued el Bared, Hai Caznavé, cité Sonelgaz, Les 700 bureaux, coopérative Amir khaled et cité 520 logts).

SEAAL rassure ses clients des communes impactées que la remise en service de l'alimentation en eau potable se fera progressivement dès l'achèvement des travaux, a ajouté le communiqué.

APN M. Belabed présente un exposé sur le projet de loi de règlement budgétaire pour l'exercice 2019

La Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN) a écouté, lundi, un exposé sur le projet de loi de règlement budgétaire pour l'exercice 2019, présenté par le ministre de l'Éducation, Abdelhakim Belabed.

Intervenant lors de cette réunion présidée par Seddik Bekhouche, président de la commission, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar, le ministre de l'Éducation a affirmé que «les affectations financières allouées au secteur au titre du budget de fonctionnement de la même année ont augmenté par rapport à 2018 à plus de 22 mds DA, soit un taux de 3,05%».

En ce qui concerne ce budget, M. Belabed a fait savoir que les affectations finales octroyées au ministère en 2019 étaient de l'ordre de 733.578.023.000 DA réparties sur les services centraux (4,34%), les services décentralisés (5,52%), les établissements scolaires (90,08%), ajoutant que le budget d'équipement s'est élevé durant la même année à plus de 19 milliards DA. Quant à la consommation des affectations financières, le ministre de l'Éducation a rappelé que



98,09 % de ces affectations étaient destinées aux salaires des fonctionnaires, faisant état de la régularisation de plusieurs situations financières en suspens, notamment celles relatives aux arriérés des fonctionnaires contractuels et vacataires.

Evoquant la distribution de manuels scolaires au profit des élèves nécessaires, le ministre a indiqué que l'Office national des publications

scolaires (ONPS) avait lancé, en coordination avec les services du ministère, «un projet d'avenant du cahier des charges, modifiant et complétant le cahier des charges relatif aux conséquences de la délégation de service public qu'assure l'Office actuellement».

Dans ce cadre, la modification de l'appellation «contribution de l'État à la gratuité des manuels scolaires au profit des

élèves nécessaires» qui devient «contribution de l'État à l'ONPS», permet à l'Office de percevoir l'intégralité des droits d'impression et de distribution de ces manuels.

Concernant les efforts de riposte à l'épidémie du Coronavirus, M. Belabed a fait remarquer que son département «a utilisé toutes les enveloppes financières disponibles dans le cadre des dotations budgétaires arrêtées au titre des établissements scolaires, estimées à 5,62 milliards DA, en vue d'acquiescer du matériel et des produits d'hygiène et de désinfection, remis aux établissements scolaires».

S'agissant des questions pédagogiques, M. Belabed a passé en revue les procédures liées à l'amélioration de la performance du système éducatif, citant notamment la réécriture des curricula et la révision du système d'évaluation pédagogique pour les cycles primaire et moyen.

TAMANRASSET Vers un modèle type de cahier des charges pour la réalisation des routes

Le ministre des Travaux publics, Kamel Nasri, a annoncé, lundi à Tamanrasset, l'adoption prochaine d'un modèle-type de cahier des charges pour la réalisation des routes.

«Un modèle-type de cahier des charges sera adopté pour la réalisation des routes, en vue d'atteindre la qualité requise et d'assurer l'exploitation durable des voies carrossables, dans les normes techniques dans la matière», a affirmé M. Nasri, qui est accompagné dans cette visite de travail du ministre des Ressources en Eau et de la Sécurité Hydrique, Karim Hasni.

M. Nasri a signalé aussi qu'un suivi rigoureux et un contrôle effectif seront d'usage pour s'assurer de la réception de projets de route conformes aux normes internationales.

Il a mis l'accent, à ce titre, sur la nécessaire implication des entreprises de réalisation, notamment les micro-entreprises, pour leur donner l'opportunité de développer leurs capacités dans la participation aux différents projets publics susceptibles de générer des emplois.

La wilaya de Tamanrasset devra connaître une «avancée» dans tous les secteurs, avec l'exploitation du

réseau routier en cours de réalisation, a assuré le ministre des Travaux publics, avant d'insister sur l'entretien périodique des routes pour assurer leur durabilité.

M. Nasri a appelé, par la même occasion, les entreprises de réalisation à accélérer le rythme de réalisation des projets lancés, en veillant aux normes de qualité dans les travaux.

Il a souligné, en outre, la «grande» importance de la RN-1, au regard de sa dimension politique, vers la profondeur africaine, susceptible de concrétiser les efforts de communication entre les pays du continent.

Le ministre des travaux publics a lancé, auparavant, le chantier du projet de renforcement en béton bitume de la seconde tranche de 17 km du tronçon reliant sur 50 km la RN-1 et la localité de Tifrit-Est, avant de mettre en exploitation la première tranche (25 km) de ce projet.

La délégation ministérielle a également pris connaissance de la situation de la RN-55 reliant sur 96 km In-M'guel et Idelès, précisément au niveau de la localité de Hirafoek, où un exposé a été présenté sur l'état de cet axe routier

qui devra bénéficier d'une opération de réhabilitation d'un tronçon dégradé de 25 km. De son côté, le ministre des Ressources en Eau et de la Sécurité Hydrique, Karim Hasni, a mis en avant, pour juguler le problème de perturbation en alimentation en eau potable dans les localités d'Hirafoek et Idelès, la nécessité d'élaborer une étude technique approfondie.

Celle-ci concernera l'approvisionnement, à partir du raccordement au mégaprojet de transfert de l'eau d'In-Salah vers Tamanrasset, des populations des deux localités en eau potable pour mettre un terme à problème de la rareté de l'eau.

L'occasion de cette visite de travail a été mise à profit, par ailleurs, pour remettre trois camions citernes pour l'approvisionnement des populations en eau potable, à être renforcées par l'acquisition, comme mesure urgente, de deux autres camions du type, en attendant le raccordement des deux localités au mégaprojet de transfert de l'eau. La délégation ministérielle a également procédé à la mise en exploitation du projet de modernisation d'une tranche de 26 km de la RN-1.

AGRICULTURE L'OAIC insiste sur la promotion de l'investissement dans la filière céréalière dans le Sud

Le Secrétaire général (SG), chargé de fonctions du DG de l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), Nasreddine Messaoudi a mis en avant mardi l'importance de promouvoir la céréaliculture dans le Sud pour hisser la production nationale et réduire les importations qui pèsent sur le Trésor de l'État. Lors d'une réunion organisée par la Commission de l'Agriculture, la Pêche et l'Environnement à l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Messaoudi s'est exprimé sur l'importance de promouvoir la céréaliculture dans le Sud, particulièrement la filière du blé, afin de consolider l'autosuffisance et la sécurité alimentaire à la lumière des perturbations des cours que connaît ce produit sur les marchés internationaux et la consommation élevée du blé par des pays qui en étaient autrefois les exportateurs, pour ne citer que la Chine et l'Inde.

La céréaliculture dans le Sud n'étant pas un phénomène nouveau, en ce sens que la moyenne de production avait atteint 1,4 millions de quintaux durant les 4 dernières années, il faudra hisser ce niveau de production en attirant les investisseurs vers ces régions.

Pour ce faire, les banques devront apporter leur contribution en finançant les exploitations agricoles qui requièrent le forage des puits, des semences et des engrais, mais également des moyens de transports modernes pour pouvoir approvisionner les régions moyennes et le nord du pays, a-t-il expliqué. Et de rappeler que l'Office avait amendé son organigramme en créant une direction de l'agriculture saharienne, censée accompagner les agriculteurs, attirer les investisseurs et les tenir au courant des expériences réussies.

De surcroît, l'OAIC est en contact avec plusieurs investisseurs auxquels il explique les compétences requises pour éviter de s'aventurer dans de mauvaises expériences, et en leur citant les expériences réussies à Adrar et à El-Menea par exemple, où la qualité du sol est bonne et les eaux souterraines sont abondantes.

M. Messaoudi a, par ailleurs, souligné que l'OAIC, qui approvisionne près de 600 minoteries à travers le territoire national, veille à l'approvisionnement du marché, à la faveur de son système d'informations de pointe qui permet un suivi minutieux au quotidien grâce aux informations exactes recueillies.

«Ce contrôle de l'information favorise une vision prospective qui permet de parer toute rupture ou perturbation dans la distribution», a-t-il soutenu.

L'Office «dispose d'un important réseau de stockage à l'échelle nationale, mais il y a des lacunes et des dysfonctionnements au niveau de la collecte, qui nécessite de grandes installations car l'opération implique un grand nombre d'agriculteurs», a-t-il expliqué.

Le responsable a affirmé que l'Office «compte réguler l'activité des opérateurs dans ce secteur pour aller vers un marché organisé où la facturation et la déclaration des récoltes sont de mise».

Concernant les subventions, il a fait savoir que l'État consacrait des fonds importants aux subventions sur les céréales, à travers le financement direct des agriculteurs ou par le biais des coopératives auprès desquelles ils peuvent se procurer des semences et des engrais à des prix subventionnés.

Ils peuvent aussi bénéficier d'aides sous forme de machines agricoles nécessaires aux opérations de récolte et de moisson-battage.

Il a également salué la décision du président de la République relative aux nouveaux prix d'achat des céréales auprès des agriculteurs (blé dur, blé tendre, orge et avoine) qui tiennent compte des cours appliqués sur les marchés internationaux, ce qui permet aux agriculteurs de couvrir leurs coûts de production et de réaliser une marge bénéficiaire, a-t-il dit.

CONSTANTINE Engouement pour les innovations en matière d'énergies renouvelables au salon BUILTEC

La troisième journée de la 2ème édition du Salon des constructions modernes et des technologies nouvelles (BUILTEC) de Constantine a enregistré un engouement des visiteurs pour les innovations en matière d'énergies renouvelables et de recyclage, notamment le béton luminescent et le ralentisseur intelligent.

Les visiteurs de cette manifestation, ouverte dimanche passé par le wali Messaoud Djari, ont montré un grand intérêt pour ces deux produits, «les premiers du genre en Algérie», développés par la start-up constantinoise «Harmony Beton».

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de cette Start-up, Anis Slimani, a indiqué que les ingénieurs de cette entreprise ont développé un béton luminescent capable d'absorber les rayons du soleil durant la journée et de la transformer en lumière colorée durant la nuit, ainsi qu'un ralentisseur intelligent renforcé avec du béton le rendant à la fois luminescent visible la nuit par les conducteurs et souple au contact des roues des voitures.

Le béton luminescent est fabriqué avec du sable, du granulat, un peu de ciment et un mélange innovant que les ingénieurs de l'entreprise «Verallia», ont obtenu à partir de la poudre de verre de bouteille recyclé et mélangé à d'autres éléments fixateurs pour servir d'alternative au ciment, a-t-il ajouté.

La même source a précisé que ce produit sera «prochainement» mis sur le marché dans un premier temps, puis orienté vers les marchés extérieurs «à moyen terme». Ce produit permet d'économiser 30 % de ciment utilisé dans la fabrication du béton, a révélé Anis Slimani, estimant que le nouveau produit contribue à la préservation de l'environnement en réduisant les émissions de gaz dégagées par les cimenteries.

«Une tonne de poudre Verallia permet d'éviter une tonne de substances responsables du réchauffement climatique», a-t-il assuré.

De son côté, Mohamed Seif Eddine Salhi, directeur de la Société «Media Smart» organisatrice du Salon, a souligné que cette manifestation réunit des exposants qui apportent des solutions intelligentes et modernes pour les opérateurs du bâtiment et des travaux publics et proposent des produits à la fois écologiques et économiques.

Ces innovations permettent ainsi de rendre plus agréable l'espace urbain, réduisent la pollution lumineuse en ville et embellissent d'une manière moderne les places publiques, les trottoirs et les routes, a-t-il noté.

Cette 2ème édition du Salon BUILTEC qui sera clôturée mercredi, a connu la participation de 45 exposants venus de plusieurs wilayas du pays activant dans le domaine de la construction et des nouvelles technologies, dont des promoteurs immobiliers, des laboratoires d'essais et de contrôle, des bureaux d'étude ainsi que des banques, des assurances et des entreprises du secteur des technologies de l'information et de la communication.

RELIGION

Belmahdi : «Les mosquées et les écoles coraniques contribuent à la préservation de l'identité nationale»

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmahdi a affirmé, lundi depuis Bordj Bou Arreridj, que les mosquées et les écoles coraniques contribuaient à «la préservation de l'identité nationale».

Dans une déclaration à la presse en marge d'une visite de travail et

d'inspection à cette wilaya, le ministre a fait savoir que les édifices religieux, bâtis grâce aux dons des bienfaiteurs, s'inscrivaient dans l'optique du «développement de la société», rappelant que ces établissements qui «servaient de base pour le moudjahidine, s'emploient aujourd'hui

à la sensibilisation, à l'orientation et à la fortification de l'identité nationale».

Le ministre a procédé, lors de sa visite, à l'inauguration de plusieurs structures relevant du secteur, notamment une zaouïa et une école coranique dans la commune de El Hamadia, une mos-

quée et une école coranique à Hasnaoua et un complexe religieux au chef-lieu de wilaya.

M. Belmahdi s'est rendu dans une école coranique modèle au chef-lieu de wilaya avant de se réunir au terme de la visite, au siège de la wilaya, avec des Chouyoukh et Imams de la région.

ALGÉRIE - CUBA APN: installation du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Cuba

Le Groupe parlementaire d'amitié Algérie-Cuba a été installé mardi au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN), un groupe qui se veut "un nouvel acquis" qui vient s'ajouter aux relations bilatérales privilégiées unissant les deux pays.

La cérémonie d'installation qui a été présidée par le vice-président de l'APN, Moundir Bouden, s'est déroulée en présence de l'ambassadeur de Cuba en Algérie, Armando Vergara Bueno, en compagnie du vice-ministre cubain de la Santé, Louiz Fernando Navarro Martínez, en sus du président du Groupe parlementaire d'amitié Algérie-Cuba, Fétas Ben Lakhal et d'un représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

S'exprimant à cette occasion, M. Bouden a affirmé que "les relations historiques unissant l'Algérie et le Cuba, et dont les deux pays célèbrent le 60e anniversaire, reposent sur la coopération, la solidarité et la lutte commune en faveur des causes justes, chose dont nous sommes fiers et que nous œuvrons à concrétiser", a-t-il dit, ajoutant que la célébration de l'anniversaire des relations diplomatiques "prouve la dimension humaine et la coopération bilatérale fructueuse". Il a en outre estimé que l'installation de ce groupe parlementaire "est un acquis qui vient s'ajouter aux relations bilatérales privilégiées que nous voulons hisser au niveau d'excellence, tout en préservant les acquis déjà obtenus", notant que "c'est une occasion pour entamer une nouvelle ère de la coopération et du débat parlementaire, avec le soutien de tous les députés et sous la supervision du président de l'APN, Brahim Boughali". De son côté, l'ambassadeur cubain a souligné que "les relations historiques unissant les deux pays datent d'avant l'indépendance, et que ce groupe jouera un rôle efficace dans la concertation, l'échange d'expériences et la poursuite de soutien aux causes justes des peuples et à leur droit à la libération, à leur tête les deux questions palestinienne et sahraoui". A cet égard, il a souligné que "le groupe d'amitié au niveau du parlement algérien travaillera avec son homologue au niveau du parlement cubain pour le renforcement de la coopération et les échanges dans tous les domaines, dont les domaines parlementaire et économique", et d'ajouter dans ce contexte : "Nous avons un grand travail dans les prochains mois afin que le travail commun soit étroit et reflète les relations solides entre les deux pays et les deux peuples". Pour sa part, le représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger a affirmé "la disponibilité du ministère à aider le Groupe d'amitié et à contribuer à toutes ses activités", saluant "les relations historiques qui unissent les deux pays et les positions identiques à l'égard de nombreuses questions et causes internationales".

Au cours de la même cérémonie, le président du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Cuba a affirmé que "la solidité des relations entre les deux pays est le fruit d'un combat historique commun, et c'est le prolongement du processus de coopération entamé il y a plus d'un demi-siècle", s'engageant à "consentir tous les efforts pour approfondir le dialogue et la concertation entre les deux organes parlementaires pour renforcer les positions des deux pays à tous les niveaux, et donner aux relations bilatérales de nouvelles dimensions afin de réaliser le développement et la prospérité".

ALGÉRIE - CHINE APN: Installation du groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Chine"

Le groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Chine" a été installé mardi au siège de l'Assemblée populaire nationale (APN) dans l'objectif de renforcer la coopération entre les deux pays.

La cérémonie d'installation du groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Chine" a été supervisée par le président de la Commission des affaires étrangères, de la coopération et de la communauté nationale à l'étranger, Mohamed Hani, en présence du président du groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Chine", Saïd Hassi et du directeur de l'Asie centrale et orientale au ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Mohamed Yazid Bouzid et de l'ambassade de Chine en Algérie, Li Lianhe.

M. Hani a estimé que le groupe d'amitié "Algérie-Chine" "tend à renforcer les relations de coopération et de solidarité entre les deux pays, ajoutant que son installation en concomitance avec la rencontre du président de l'APN, Brahim Boughali, via visioconférence, avec le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine, témoigne de l'importance qu'accorde l'Algérie aux relations avec la Chine". A ce propos, il a affirmé que "l'Algérie n'a pas hésité à soutenir politiquement la Chine pour recouvrer sa place légitime au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU) en 1971, d'où la dynamique notable marquant les relations séculaires entre les deux pays en témoignent l'intensification des visites de haut niveau et la consoli-



ation des concertations sur nombre de questions régionales et internationales d'intérêt commun. Par ailleurs, le même responsable a évoqué le zème plan quinquennal de coopération stratégique globale entre les deux pays (2022-2026) qui devrait créer une dynamique à la hauteur des relations sino-algériennes, ajoutant que l'action parlementaire, en terme d'activation des groupes parlementaires d'amitié, constituera un outil de rapprochement et de renforcement de la communication avec les pays amis et frères. De son côté, M. Bouzid a estimé que l'installation de ce groupe "se veut un outil supplémentaire pour le renforcement des relations de coopération et d'amitié entre les deux pays, qui connaîtront d'autres consultations politiques fin février en cours entre le président du Conseil de la Nation et son homologue chinois". M. Bouzid a relevé, en outre, les principales caractéristiques des relations de coopération histo-

rique entre les deux pays et leur convergence de positions vis-à-vis des questions régionales et internationales d'intérêt commun, outre le développement réalisé dans les relations économiques bilatérales, où la Chine occupe, depuis 2013, la première position en termes d'approvisionnement du marché algérien d'une valeur de plus de 9 Mds Usd/an.

La cadence du partenariat économique bilatéral connaît actuellement une accélération ininterrompue à travers la réalisation de nombre de projets d'importance stratégique à l'économie algérienne, à l'instar de la construction du Port centre de Cherchell, l'exploitation du phosphate et du fer et le développement d'un réseau ferroviaire à même de hausser le niveau des investissements chinois en Algérie, en attendant la signature prochaine d'un autre plan pour la coopération visant la réalisation de projets de grande envergure en Algérie, a-t-il poursuivi.

Selon le même responsable, l'Algérie s'apprête actuellement à participer en tant qu'invité d'honneur à la Foire internationale du livre de Beijing, soulignant que la Chine avait octroyé, durant l'année universitaire écoulée, 30 bourses aux étudiants algériens, tandis que l'Algérie a accueilli 30 étudiants chinois pour suivre une formation en langue arabe de 10 mois à travers les universités du pays.

Pour sa part, le président du groupe parlementaire d'amitié Algérie-Chine, Saïd Hassi, a affirmé que l'installation de ce groupe permettra l'ouverture des domaines et des axes plus larges au partenariat et à la coopération avec la Chine et constituera un jalon supplémentaire qui vient renforcer l'édifice des relations amicales et sérieuses entre les deux pays. De son côté, l'ambassadeur de Chine en Algérie, Li Lianhe, a soutenu que le groupe parlementaire d'amitié "Algérie-Chine" constitue "une consécration renouvelée des relations bilatérales exceptionnelles liant les deux pays", d'autant que la Chine voit en l'Algérie "un partenaire stratégique fiable".

M. Lianhe a affirmé que son pays "n'oubliera jamais que l'Algérie lui a tendu la main et aidé à recouvrer son siège à l'ONU", ajoutant que la Chine "est disposée aujourd'hui à renforcer tous les moyens de coopération pour le raffermissement des relations de coopération bilatérales".

APN Boughali s'entretient avec son homologue chinois

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Brahim Boughali, s'est entretenu mardi, en visioconférence, avec son homologue, le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de la République populaire de Chine, Li

Zhanshu, a indiqué un communiqué de l'APN. Lors de ces entretiens, M. Boughali a mis en avant l'attachement de l'Algérie à "poursuivre sa coopération stratégique avec la Chine", a précisé le même source, ajoutant que l'installation, ce jour, d'un groupe parlementaire d'amitié se voulait "le coup d'envoi vers un nouveau modèle de coopération parlementaire fructueuse".

Le président de l'APN a affirmé que l'Algérie, "attachée à sa position quant à l'unité de la Chine, poursuit sa démarche pour réaliser un développement global et durable sous la direction du Président de la République, Abdelmadjid Tebboune", relevant que l'APN "procédera à la révision d'un nombre de lois économiques, en tête desquelles la loi sur l'investissement, pour la rendre plus incitative et attractive des capitaux".

De son côté, le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale chinoise a affirmé que M.

Boughali est "le premier président de parlement avec lequel il s'est entretenu depuis le début de cette année", exprimant sa "satisfaction des relations historiques et profondes qui unissent les deux pays".

La coopération bilatérale a réalisé "des résultats positifs palpables", a ajouté le responsable chinois, qui a

passé en revue dans ce contexte "le grand nombre de projets importants réalisés dans le cadre de l'accord de partenariat stratégique global signé entre les deux pays".

Le président de l'APN et son homologue chinois ont rappelé l'engagement des deux pays "à ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures des pays". A cet égard, le président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale chinoise a remercié l'Algérie pour son soutien dans plusieurs questions internationales.

Il a également salué le rôle central de l'Algérie dans la résolution des crises en Libye et au Mali, ainsi que son rôle "dans la lutte contre le terrorisme".

Les présidents des deux instances législatives ont exprimé leur "profond souhait à réaliser davantage de succès, notamment après l'adhésion de l'Algérie à l'initiative +La Ceinture et la route+", affirmant l'aspiration des deux pays à poursuivre leur coopération dans le domaine de la santé pour éliminer la pandémie de Coronavirus, ainsi que leur coopération dans les domaines du tourisme et de l'enseignement supérieur", ajoute la même source.

A l'issue des entretiens, M. Zhanshu a invité le président de l'APN à se rendre en République populaire de Chine.

APS

ALGÉRIE - IRAN Energies renouvelables: M. Ziane évoque avec des responsables iraniens la coopération bilatérale

Le ministre de la Transition énergétique et des Energies renouvelables, Benattou Ziane, a reçu des responsables iraniens avec lesquels il a discuté des possibilités de coopération dans le domaine des énergies renouvelables, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Il s'agit des MM. Mir Masoud Hosseini et Ali Ghomshi, respectivement, directeur général pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, et chef de département pour l'Afrique du Nord au ministère iranien des Affaires étrangères, accompagnés de l'ambassadeur d'Iran en Algérie M. Hossein Mashalchizadeh. Lors de cette audience, les deux parties ont souligné la qualité des relations algéro-iraniennes et exploré les moyens de coopération économique et commerciale dans le domaine des énergies renouvelables, selon le communi-

qué. Le ministre a exposé la stratégie nationale de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique et les opportunités qu'offre le pays en matière d'investissements dans ce domaine notamment le projet «Solar1000», la locomotion électrique et le développement de l'hydro-gène vert.

De son côté, M. Hosseini a exprimé l'intérêt des entreprises iraniennes spécialisées dans l'industrie éolienne et dans la construction et la maintenance des centrales solaires photovoltaïques à investir en Algérie et développer des projets concrets de partenariat avec les entreprises algériennes.

Le diplomate iranien a saisi cette occasion pour inviter le ministre à visiter l'Iran afin de s'enquérir sur place du niveau de développement de l'industrie des énergies renouvelables, ajoute le communiqué.

EDUCATION - TAMAZIGHT

Beni-Abbès: le HCA plaide pour la révision de la loi de l'enseignement de Tamazight

Le Haut-commissariat à l'amazighité (HCA) plaide pour la révision de la loi d'orientation sur l'Education nationale dans ses articles traitant l'enseignement de Tamazight à titre facultatif, a affirmé mardi à Igli (Béni Abbès) Si El-Hachemi Assad, secrétaire général du HCA.

Le premier responsable du HCA a, pour cela, préconisé la mise sur pied d'un groupe de travail, qui doit plancher sur certains des articles de la loi 08/04 du 23 janvier 2008 d'orientation sur l'éducation nationale, qui stipule que l'enseignement de tamazight est facultatif.

C'est suivant le préambule et l'article 4 de la Constitution qui consacre Tamazight en tant que langue nationale et officielle, et considérant l'existence de déséquilibres fondamentaux dans la même loi d'orientation scolaire, que le HCA a saisi les autorités et responsables ayant des prérogatives de saisir la Cour constitutionnelle, à savoir les présidents du Conseil de la Nation et de l'APN et le Premier ministre.

Le HCA, a-t-il dit, a signalé l'inconstitutionnalité de certains articles de cette loi, en application du



paragraphe 2 de l'article 192 de la Constitution, a-t-il précisé à l'APS en marge du lancement officiel de l'enseignement de Tamazight dans les établissements scolaires de la wilaya de Béni-Abbès.

Le HCA a également remis des exemplaires du memorandum sur le cadre politique et méthodologique de l'enseignement et l'apprentissage

de tamazight Horizons 2038 (tant en arabe qu'en langues étrangères), dans lequel ont été examinées toutes les données et éléments institutionnels pour une évaluation quantitative et qualitative de l'enseignement de la langue amazighe en Algérie, avec une vision prospective claire tendant à la généralisation progressive de l'enseignement de Tamazight à l'ho-

rizon 2038, a-t-il expliqué. Le coup d'envoi officiel de l'enseignement de la langue amazighe à travers la wilaya de Béni Abbès par le SG du HCA au niveau de l'école "Bayazid Ahmed" à Igli, en présence d'autorités de cette daïra et des responsables du secteur de l'Education de la wilaya de Béni-Abbès, a été favorablement accueilli par les enseignants et les parents d'élèves présents à la cérémonie.

"Deux groupes totalisant 100 élèves sont inscrits pour l'apprentissage de cette langue au niveau de l'école pour l'année scolaire 2021/2022, grâce à trois enseignants formés dans ce sens", a signalé le directeur local du secteur de l'Education, Ali Korzi.

Cette première expérience sera généralisée à travers les écoles primaires des dairas de Béni-Abbès et Tabelbella, a-t-il aussi fait savoir.

UNIVERSITÉ

Une randonnée pédestre le 12 mars prochain à Tizi-Ouzou

La septième édition de la Manifestation nationale universitaire de randonnée pédestre, est programmée pour le 12 mars prochain à Tizi-Ouzou, a-t-on appris mardi auprès de l'université Mouloud Mammeri, organisatrice de l'événement.

Cette nouvelle édition rentre dans le cadre du programme annuel des activités culturelles et sportives tracé par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique, a indiqué à l'APS la sous-directrice des activités culturelles et sportives, Baya Chikhdane.

Selon la fiche technique de la manifestation, la randonnée se déroulera dans le massif du Djurdjura, sur un parcours de 14

km, dans le site panoramique d'Azrou N'Thor, qui offre une vue époustouflante sur une grande partie de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Réputé pour ses beaux cèdres et son pic perché à 1850 mètres d'altitude, le site attire chaque mois d'août, des milliers de visiteurs affluant des quatre coins de Tizi-Ouzou et de nombreuses wilayas du pays, pour participer à la traditionnelle ascension du pic d'Azrou N'Thor, rappelle-t-on.

Les préparatifs pour la réussite de cet événement national, placé sous le slogan "Le sport, un art, une culture, des goûts et de valeurs", sont en cours avec d'autres partenaires dont la conservation des forêts, a indiqué Mme Chikhdane, qui a souligné que les étudiants ont

déjà commencé à s'inscrire au niveau des différentes directions des œuvres universitaires.

Cette même responsable a précisé que les inscriptions sont ouvertes, jusqu'au six mars prochain, au profit des étudiants des différentes universités du pays, indiquant qu'une fiche d'inscription est disponible sur le site officiel de l'université : www.ummtto.dz

Dans le but de joindre l'utile à l'agréable, une opération de plantation d'arbres forestier, du cèdre notamment, est prévue à l'occasion de cette événement itinérant dont la précédente édition a été organisée, en novembre dernier, par l'université de Tissemsilt, a signalé Mme Chikhdane.

AGRICULTURE - FROMAGES

Souk Ahras: 60 agriculteurs formés aux techniques de fabrication des fromages traditionnels

Un stage de formation aux techniques de fabrication des fromages traditionnels a été organisé, mardi à Souk Ahras, au profit de 60 agriculteurs, fils d'agriculteurs et des jeunes porteurs de projets, au siège de la Chambre locale de l'agriculture.

Ce stage de trois jours vise à encourager l'investissement dans la filière du lait et les activités de transformation du lait, a déclaré le secrétaire général de cette Chambre, Hamza Bechhi.

Cette formation, encadrée par deux experts dans le domaine, vise

aussi à favoriser la création de micro-entreprises et de start-ups dans le cadre des orientations des hautes autorités du pays visant à faire de 2022 "une année économique par excellence".

Aussi, du fait de l'engagement des agriculteurs et des femmes rurales pour cette formation, il a été décidé d'organiser "prochainement" une autre session similaire, selon le même responsable qui a invité les jeunes et les porteurs de projets à se rapprocher de la Chambre de l'agriculture pour bénéficier des formations organisées. La formation porte

sur la présentation des procédés de fabrication des divers fromages dont le camembert, la mozzarella et le gouda avec une séance de dégustation.

De son côté, le président de la Chambre nationale de l'agriculture, Mohamed Yazid Hembli, a relevé en marge de cette formation l'intérêt croissant des jeunes de nombreuses wilayas de pays pour la fabrication du fromage, indiquant que cette tendance a favorisé l'apparition de plusieurs unités de fabrication de fromage dans plusieurs wilayas, dont Tizi-Ouzou et Ghardaïa. Les prix

actuels des fromages constituent également un facteur encourageant pour les jeunes investisseurs qui peuvent bénéficier des dispositifs de soutien à l'emploi de jeunes, selon la même source.

L'investissement dans les activités de transformation des produits agricoles est favorisé par les efforts consentis par l'Etat pour ouvrir des pistes et élargir les réseaux de gaz naturel et d'électricité dans les zones d'ombre, et ce, en vue de favoriser le développement et la fixation de la population dans ces régions.

EAU - APPROVISIONNEMENT

Tébessa: des projets pour renforcer l'approvisionnement en eau potable

Le services de la Direction des ressources en eau (DRE) de la wilaya de Tébessa ont lancé plusieurs opérations pour renforcer l'approvisionnement de certaines communes en eau potable, a-t-on appris mardi auprès de cette direction.

"Plusieurs chantiers de renouvellement des réseaux de distribution d'eau potable, la mise en service de nouveaux puits et l'éradication des branchements illicites ont été lancés en prévision du mois de Ramadan et de la saison estivale", a déclaré à l'APS le directeur des ressources en eau, Zaki Benchikh El-Hocine. Une nouvelle station de pompage d'eau à Dhoukara dans la commune de Bir El Ater, avec une capacité de 120 litres par seconde, a été mise en service ainsi que deux réservoirs d'une capacité totale de 1.000 m3, a-t-il dit. A Chréa, une large opération de renouvellement du réseau de distribution d'eau potable a été lancée pour éviter les déperditions de l'eau et améliorer la moyenne de distribution de l'eau d'un jour sur sept à une fois tous les trois jours, a indiqué le même responsable, soulignant que le taux d'avancement de l'opération a atteint 70%. Au ssi, la station de pompage d'Oum Khaled dans la même localité sera également mise en service avec une capacité de 60 litres par seconde "avant le mois de Ramadan", a précisé la même source, en plus de la réhabilitation de 4 puits profonds, ce qui ajoutera un débit de 24 litres par seconde à la quantité mobilisée pour la distribution.

En outre, un projet de rénovation du réseau d'AEP sera lancé prochainement à Bir Mokadem, et un autre pour la réalisation d'un nouveau puits profond inscrit dans le cadre des projets communaux de développement (PCD), a-t-on ajouté. Une opération sectorielle de forage d'un puits profond, d'une capacité de pompage de 12 litres par seconde, sera lancée en outre à Ain Zerga pour une mise en service prévue "début mai prochain". A Tébessa, trois nouveaux puits profonds d'un débit total de 34 litres par seconde seront mis en service pour améliorer l'approvisionnement en eau potable, en plus de projets de renouvellement des réseaux de distribution à travers plusieurs quartiers, a-t-on détaillé. D'autre part, la station de pompage d'eau du barrage de Ouldjet Mellegue (nord de la wilaya) sera mise en service à sa capacité maximale estimée à 300 l/s pour fournir aux habitants des communes de Ouenza, Aouinet, Morsott, Bir Dhab, Boukhadhra et El-Meridj cette ressource vitale régulièrement. S'agissant des mesures supplémentaires et préventives pour assurer un meilleur service public, la DRE a acquis 40 nouvelles pompes et des camions-citernes afin de garantir l'approvisionnement régulier des habitants pendant le mois de Ramadan et la saison estivale, a-t-on conclu.

EL BAYADH

Prochaine entrée en exploitation de cinq projets d'investissement

Cinq projets d'investissement entreront en phase d'exploitation dans la wilaya d'El Bayadh avant la fin du premier semestre de l'année en cours, a-t-on appris mardi du directeur local de l'industrie, Ahmed Louha. Ces projets d'investissement privés dont les travaux de réalisation ont été achevés portent principalement sur deux unités de production de l'aliment du bétail au niveau de la zone d'activités de Bougtob, une unité de production d'eau minérale à Chellala, une minoterie implantée dans la wilaya déléguée de Labiodh Sidi Cheikh et une briqueterie dans la commune de Ain El Arek. Par ailleurs, dans le cadre des mesures prises par les pouvoirs publics relatives au suivi et à la levée des restrictions entravant des projets d'investissement, la commission mise sur pied à cet effet a décidé d'octroyer des autorisations exceptionnelles d'exploitation aux deux unités de production d'aliments du bétail à Bougtob et la minoterie de Labiodh Sidi Cheikh, selon la même source. L'unité de production d'eau minérale, située dans la commune de Chellala, a reçu normalement le feu vert pour entamer sa production. Tous ces projets devront générer plus de 500 emplois, a-t-on indiqué.

Un permis de construire a également été accordé sur la base d'une régularisation pour le projet d'une minoterie dans la commune de Brizina, ainsi qu'un accord de principe en vue de la régularisation du projet de construction d'une unité de production de matériaux de construction dans la zone d'activités de Bougtob. Par ailleurs, des travaux sont en cours pour concrétiser deux autres projets d'investissement dans les communes d'El Meherra et de Tasmoulina, liés à une unité de production d'eau minérale et à une briqueterie. Poursuivant les mesures incitatives prévues par l'Etat pour encourager les investisseurs et les porteurs de projets, les services de la wilaya ont récemment programmé une opération visant la réalisation de 10 mini-zones d'activités réparties sur les communes de Boualem, Ghassoul, Brizina Labiodh Sidi Cheikh, El Bayadh, El Khaïter, Chellala, Boussmghoun, Bougtob et El Kef Lahmar. Dans ce cadre, des travaux de réalisation d'une mini-zone d'activité ont été lancés à la fin du mois de janvier dernier dans la commune de Boussmghoun. La zone se compose de 28 assiettes destinées à l'investissement, en attendant le lancement de la réalisation et de l'aménagement d'autres zones. Chacune de ces mini-zones d'activités occupe une superficie variant entre 3 et 5 hectares. Ces sites s'ajoutent aux trois grandes zones d'activités situées dans les communes d'El-Bayadh, Bougtob et Labiodh Sidi Cheikh, d'une superficie totale d'environ 100 has, ainsi qu'une zone industrielle, actuellement en cours de réalisation dans la commune de Rogassa s'étendant sur une superficie de 150 has, rappelle-t-on.

OCTROI DE L'ALLOCATION CHÔMAGE

La 1^{re} étape passe par l'inscription auprès des services de l'ANEM

L'Agence nationale de l'emploi (ANEM) tient à informer les demandeurs d'emploi souhaitant bénéficier de l'allocation chômage que la première étape de l'opération passait à travers l'inscription auprès des services de l'ANEM, appelant tous les demandeurs d'emploi non encore inscrits à s'inscrire à distance via son site électronique.

«L'ANEM tient à informer l'ensemble des jeunes demandeurs d'emploi souhaitant bénéficier de l'allocation chômage que la première étape de l'opération passe à travers l'inscription auprès des services de l'ANEM, appelant tous les demandeurs d'emploi non inscrits auprès de ses services à s'inscrire à distance via le site électronique de l'Agence (www.anem.dz) ou le lien (www.wassitonline.anem.dz)», a précisé un communiqué de l'Agence.

L'Agence tient également à porter à la connaissance des demandeurs d'emploi inscrits auprès de ses services que l'octroi de l'allocation chômage s'opère exclusivement via la plateforme numérique «www.minha.anem.dz» qui permet également aux demandeurs d'emploi d'inscrire leurs informations personnelles et de s'assurer s'ils remplissaient les conditions d'accès à cette allocation avant de prendre un rendez-vous d'entretien avec les conseillers à l'emploi relevant des annexes locales de l'ANEM et de se rapprocher des agences munies d'un reçu du rendez-vous d'entretien et un acte d'engagement pour s'assurer de la véracité des informations fournies.

Enfin, l'ANEM a appelé à l'impératif de respecter les rendez-vous d'entretiens programmés antérieurement avant de se rapprocher de l'annexe locale de l'Agence», ajoutant que «la mise à jour de l'inscription auprès de ses services est effectuée de manière automatique». Pour plus d'informations et dans le cadre de son souci de prendre en charge les demandeurs d'emploi et offrir des services de qualité, l'agence met à la disposition des demandeurs d'emploi le numéro vert gratuit 3005. Intervenant sur les ondes de la chaîne 1 de la radio nationale, le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Youcef Chorfa a affirmé que l'allocation chômage sera versée, au niveau des bureaux de poste, le 28 de chaque mois à compter de mars prochain», assurant que ce présalaire «sera maintenu jusqu'à l'obtention par le bénéficiaire d'un poste d'emploi».

Les inscriptions des primo-demandeurs d'emploi en vue de bénéficier de l'allocation chômage sont effectuées sur le site électronique de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), a expliqué le ministre.

INDUSTRIE

Installation de la commission interministérielle de suivi de l'Indice mondial de l'innovation

Il a été procédé mardi à Alger à l'installation de la commission interministérielle de suivi de l'Indice mondial de l'innovation, qui évalue et classe les économies des pays en fonction de leurs capacités et performances dans le domaine de l'innovation.

Dans une allocution prononcée lors de la cérémonie d'installation, le ministre de l'Industrie, Ahmed Zeghdar, a précisé que cette commission, dont la composition a été renouvelée et élargie à tous les secteurs concernés, s'emploiera à «améliorer le classement de l'Algérie selon cet indice en vue d'assurer une structuration efficace de l'écosystème de l'innovation». M. Zeghdar a, à cet égard, appelé à la conjugaison des efforts consentis dans ce domaine «afin que le positionnement de l'Algérie selon l'Indice mondial de l'innovation reflète réellement les politiques sectorielles mises en place par l'Etat et les moyens mobilisés pour créer un écosystème national propice à l'innovation».



Pour ce faire, il importe de revoir les approches utilisées et d'en adopter une qui soit commune aux secteurs concernés, suivant la méthodologie sur laquelle repose cet indice, a souligné le ministre. Et d'expliquer que cette

démarche s'inscrivait dans le cadre de l'effort visant la mise en commun des efforts en faveur du développement économique et de la promotion de l'image de l'Algérie à l'échelle internationale en tant que destination privilégiée pour les investisse-

ments. L'Indice mondial de l'innovation est publié conjointement par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI), l'Université américaine Cornell et l'Institut européen d'administration des affaires (INSEAD). Il établit un classement des résultats de l'innovation dans de nombreux pays et économies, en se basant sur plus de 80 indicateurs répartis sur sept axes principaux relatifs aux institutions, aux infrastructures, au capital humain dans l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, au développement des affaires, à l'évolution des marchés, à la production de connaissances, et à la technologie et la créativité.

SOLAIRE

Le CEREFÉ a effectué 42 missions d'expertise des investissements réalisés par les communes

Le Commissariat aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique (CEREFÉ) a annoncé lundi avoir effectué 42 missions d'accompagnement et d'expertise au niveau des collectivités locales durant l'année 2021 en matière de rationalisation des investissements dans l'énergie solaire et d'appui technique aux collectivités locales. «L'équipe technique du CEREFÉ a effectué 42 missions d'accompagnement et d'expertise dans une centaine de communes réparties sur plusieurs wilayas situées sur tout le territoire national, permettant ainsi de contribuer notamment dans la rationalisation des investissements dans l'énergie solaire, en priorisant les populations n'ayant aucun accès à l'énergie», a indiqué le Commissariat dans un rapport d'étapes. Portant sur l'évaluation des actions réalisées en matière d'appui et d'assistance à la mise en œuvre des projets à énergie renouvelable dans l'ensemble du territoire national, notamment dans les zones isolées, ce rapport a été établi un an après la signature de la convention cadre de coopération avec le ministère de l'Intérieur, des collectivités locales et de l'aménagement du

territoire (MICLAT). «Pendant une année et malgré le contexte difficile caractérisé par la crise sanitaire engendrée par la pandémie de la Covid-19, le CEREFÉ a pu mettre en œuvre le plan d'actions opérationnel élaboré en coordination avec le MICLAT visant à apporter une assistance technique efficace aux autorités locales quant à la réalisation des projets solaires et pour optimiser d'une manière rationnelle les investissements dans l'énergie solaire en les orientant vers des systèmes performants et adaptés aux besoins locaux», précise-t-on dans ce document. Les projets solaires des collectivités locales ont concerné la mise à disposition des kits solaires au profit des populations vivant dans les régions enclavées, le pompage d'eau par énergie solaire pour les activités agricoles et d'élevage, l'éclairage public performant à LED et solaire, les systèmes solaires pour les écoles, les mosquées et autres édifices publics. «Ces projets constituent une priorité capitale du président de la République et un axe principal du plan d'actions du gouvernement dans le volet transition énergétique», a rappelé le CEREFÉ, assurant avoir apporté de l'assis-

sance nécessaire aux collectivités locales notamment dans la définition des choix techniques, l'élaboration des cahiers des charges, le contrôle des systèmes solaires installés et mis en services et l'inspections des prototypes (kits solaires, éclairage public solaire, pompage solaire, ...). Ces actions ont été réalisées afin de garantir en amont, la qualité et la fiabilité des équipements et des installations avant leurs déploiements à grande échelle, a fait savoir également le CEREFÉ. Dans le volet efficacité énergétique, le Commissariat a apporté son soutien aux collectivités locales, notamment à travers l'appui technique pour l'introduction des systèmes intelligents de gestion de la consommation d'énergie dans l'éclairage interne et externe, le chauffage et autres sources de consommation d'énergie au niveau des différents édifices. Le CEREFÉ a dispensé aussi des formations sur l'élaboration des cahiers des charges et la gestion et le suivi des projets au profit des cadres et opérateurs des wilayas et des communes ainsi que des bureaux d'études retenus par les collectivités locales, a-t-on souligné dans ce rapport.

AGRICULTURE

L'ONIL compte limiter les quantités de lait cru collecté par les laiteries

L'Office national interprofessionnel du lait (ONIL) compte limiter les quantités de lait cru collecté par les laiteries, en contrepartie de l'obtention de la poudre de lait, a déclaré lundi le DG de l'ONIL, Khaled Soualmia.

L'ONIL assure la poudre de lait aux usines comme complément au lait cru, alors que de nombreuses usines l'utilisent actuellement comme matière première dans la production, a précisé M. Soualmia lors d'une séance d'audition organisée par la commission de l'agriculture, de la pêche et de l'environnement au parlement.

En 2021, le coût de l'importation de près de 200.000 tonnes de poudre de lait par l'ONIL s'est élevé à 600 millions de dollars, selon le même responsable.

L'office importe 46 % des besoins nationaux en poudre de lait, alors que les usines privées importent 54 %. «Les usines sont légalement responsables de l'opération de collecte pour pouvoir bé-

néficier de la poudre de lait subventionnée, ce qui l'oblige à collecter le maximum».

A une question sur les préparatifs du mois de ramadhan prochain, M. Soualmia a indiqué que les pouvoirs publics ont donné, depuis janvier dernier, leur approbation pour l'ajout d'une part mensuelle de 5000 tonnes de poudre de lait à distribuer aux laiteries durant le premier semestre 2022.

Cette décision a été prise dans le cadre de la commission mixte chargée de la mise en place d'un programme de distribution de la poudre de lait et qui interviendra en cas de pénurie enregistrée dans n'importe quelle wilaya du pays.

La décision permettra d'approvisionner le groupe Glipait en quantités supplémentaires estimée à 500 tonnes/mois, pour anticiper une éventuelle pénurie due à la forte densité de la population et au changement du mode de consommation des citoyens, selon le DG de l'ONIL qui affirme que le

groupe a pris ses dispositions concernant la production destinée au mois sacré de ramadhan.

La quantité globale distribuée mensuellement par l'ONIL s'élève à 14.579 tonnes, répartie sur 119 laiteries, dont 15 publiques et 104 privées dans tout le territoire national. En 2021, une autre laiterie a été ajoutée au programme de la wilaya d'Illizi qui a enregistré auparavant le problème de pénurie. En 2018 et 2019, une quantité de poudre de lait estimée à 4500 tonnes/mois a été distribuée aux usines sur décision des autorités publiques, une période marquée par une distribution suffisante du lait, a-t-il rappelé.

Concernant le développement et le soutien de la filière du lait, le même responsable a évoqué la mise en place de 4 groupes locaux de soutien depuis 2015 à travers 4 wilayas (Souk Ahras, Blida, Relizane et Ghardaïa), dont la mission consiste à prodiguer des conseils aux éleveurs et producteurs de



fourrages pour optimiser leur rendement. Un programme numérisé a été également mis en place pour que l'ONIL puisse réduire les délais d'examen des dossiers relatifs au soutien des agriculteurs, des distributeurs et des laiteries.

Les députés ont appelé à revoir la méthode de distribution des quantités de lait à travers le territoire national et la marge bénéficiaire des distributeurs et des détaillants, ainsi que la subvention du lait qui doit être orientée aux véritables bénéficiaires et à rap-

procher les points de vente du consommateur.

Ils ont souligné l'importance de développer l'élevage des vaches laitières et de soutenir les paysans avec les ressources suffisantes notamment hydriques dans le cadre de coopératives leur permettant d'accroître la production du lait cru. Ils ont également recommandé la révision de la carte de répartition des laiteries conformément aux besoins de chaque wilaya en tenant en compte les nouvelles wilayas.

6^E SOMMET DU FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DU GAZ À DOHA

Allocution du Président Tebboune

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a prononcé, mardi à Doha (Qatar), une allocution devant les participants aux travaux du 6^e sommet du Forum des pays exportateurs du gaz (GECF). En voici la traduction APS:

"Votre Altesse, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani, Emir de l'Etat du Qatar, l'Emir du Qatar, Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani et au Peuple qatari frère mes salutations fraternelles et mes vifs remerciements pour l'accueil chaleureux qui m'a été réservé ainsi qu'à la délégation qui m'accompagne depuis mon arrivée dans ce bon pays. Nous sommes réunis aujourd'hui à Doha, 10 ans après notre premier sommet, au moment où notre Forum a atteint un niveau remarquable de maturité et de crédibilité 20 ans seulement après sa création. L'Algérie, en sa qualité de membre fondateur, n'a eu de cesse de souligner l'importance du gaz dans le développement durable, à travers notamment la première déclaration de Doha en 2011. Ce rôle positif du gaz naturel s'est confirmé durant la crise sanitaire induite par la pandémie de Covid-19. Ce sommet se tient, ainsi, dans une conjoncture mondiale marquée par de nombreux défis dont l'accès à la santé, à l'énergie et au développement durable, autant de défis face auxquels notre organisation aura un rôle important à jouer.

Altesses, Excellences,
Notre capacité en tant que communauté internationale, producteurs, consommateurs et organisations, à relever ces défis ensemble dépend des options qui seront prises aujourd'hui. Le Forum des pays exportateurs de gaz est aujourd'hui une organisation gouvernementale internationale



reconnue, capable d'attirer l'attention sur de nombreuses questions prioritaires: En premier lieu: mobiliser davantage d'acteurs convaincus de l'importance du gaz naturel pour relever les défis actuels et futurs par l'adhésion de nouveaux Etats exportateurs et producteurs de gaz naturel, renforcer leur rôle et préserver leurs intérêts à travers le dialogue avec les Etats consommateurs qui exploitent le gaz comme moteur essentiel pour développer leurs économies. En deuxième lieu: trouver ensemble les meilleurs moyens d'assurer au gaz naturel une place dans les systèmes énergétiques et de promouvoir sa valeur sur les marchés internationaux.

Le gaz naturel est, d'une part, l'énergie du présent et du futur, car il s'agit d'une énergie propre, flexible et accessible voire la meilleure en matière de protection de l'environnement, aux côtés des énergies renouvelables. D'autre part, le gaz naturel occupe une place privilégiée dans les relations économiques internationales, de par les réserves importantes de gaz naturel que recèlent nos pays, couvrant une part importante de

la production de gaz et des échanges gaziers, mais cette énergie n'est pas renouvelable et son développement exige des investissements colossaux. En troisième lieu: il est impératif de trouver des solutions technologiques efficaces pour améliorer la qualité du gaz naturel en tant qu'énergie propre, afin d'assurer sa disponibilité et sa compétitivité dans les systèmes énergétiques, et partant, le Forum peut profiter de l'expérience de l'Institut de recherches du gaz (GRI) d'Alger pour relever le défi.

Altesses, Excellences,
L'Algérie est pionnière dans le développement et la valorisation du gaz naturel. La création de la première unité de liquéfaction et station d'exportation de gaz liquéfié dans le monde et la livraison de la première cargaison commerciale de gaz naturel liquéfié sont autant de hautes qui attestent que l'Algérie était, depuis, à la tête du progrès réalisé dans cet secteur.

L'Algérie est reconnue pour être un distributeur et un fournisseur fiable de gaz naturel depuis plus d'un demi siècle et

compte le rester. Elle est aujourd'hui sur le point d'atteindre 100 % de taux de raccordement des foyers à l'électricité et a dépassé 65 % de taux de raccordement des foyers algériens au gaz naturel, même dans les plus hauts sommets des montagnes. Notre ambition est de poursuivre le développement de nos ressources importantes de gaz naturel aux mieux des intérêts de notre peuple, de la meilleure manière qui soit dans le cadre de la coopération et du partenariat, en veillant à préserver l'environnement.

Altesses, Excellences,
L'Algérie considère que le Forum, dans le paysage énergétique actuel, est en mesure d'accomplir un rôle plus efficace dans la promotion des usages du gaz naturel et l'instauration d'un dialogue constructif et fructueux entre les différents acteurs dans le marché gazier.

L'Algérie, tout en soutenant le dialogue et l'échange, affirme son engagement à renforcer nos intérêts communs et appelle notre Forum à devenir un acteur plus présent et plus dynamique dans toutes les questions ayant trait au gaz naturel, notamment en matière de promotion de la coopération entre les pays membres dans ce domaine.

Enfin, je souhaite et serai heureux de vous accueillir en Algérie à l'occasion de la tenue du prochain sommet. Je tiens à remercier, encore, son Altesse Cheikh Tamim ben Hamad Al-Thani pour l'accueil chaleureux et la bonne organisation. Je souhaite pleine réussite pour notre 6^e sommet du Forum des pays exportateurs du gaz (GECF). Je vous remercie pour votre attention.

Tebboune appelle à tirer profit de l'expérience du GRI algérien pour développer cette énergie...

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a appelé, mardi à Doha, à tirer profit de l'expérience de l'Institut de recherches du gaz (GRI) pour développer cette énergie et trouver des «solutions technologiques en vue d'en améliorer la qualité. Dans son discours lors des travaux du 6^e sommet du Forum des pays exportateurs du gaz (GECF), M. Tebboune a affirmé que «le gaz naturel est l'énergie du présent et du futur, car il s'agit d'une énergie propre, flexible et accessible voire la meilleure en matière de protection de l'environnement, aux côtés des énergies renouvelables. «Le gaz naturel, a ajouté le président de la République, occupe une place «privilégiée» dans les relations économiques internationales, de par «les réserves importantes de gaz naturel que recèlent nos pays, couvrant une part importante de la production de gaz et des échanges gaziers, mais, a-t-il dit, cette énergie n'est pas renouvelable et son développement exige des investissements colossaux». Le Président Tebboune a souligné l'impératif de «trouver des solutions technologiques efficaces pour améliorer la qualité du gaz naturel en tant qu'énergie propre, en vue de garantir sa disponibilité et sa compétitivité dans les systèmes énergétiques, ajoutant à ce propos que «le Forum peut profiter de l'expérience du GRI d'Alger pour relever le défi».

... et à mobiliser davantage d'acteurs pour relever les défis énergétiques

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a appelé mardi depuis Doha à mobiliser davantage d'acteurs à travers l'adhésion de nouveaux producteurs de gaz au Forum des pays exportateurs du gaz (GECF) en vue de relever les défis énergétiques actuels et futurs. Dans une allocution prononcée lors de l'ouverture des travaux du 6^e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du GECF, le président Tebboune a estimé que le GECF «est aujourd'hui une organisation gouvernementale internationale reconnue, capable d'attirer l'attention sur de nombreuses questions prioritaires». En tête de ces priorités, le Président a évoqué la «mobilisation davantage d'acteurs convaincus de l'importance du gaz naturel pour relever les défis actuels et futurs par l'adhésion de nouveaux Etats exportateurs et producteurs de gaz naturel, renforcer leur rôle et préserver leurs intérêts à travers le dialogue avec les Etats consommateurs qui exploitent le gaz comme moteur essentiel pour développer leurs économies». Le Président Tebboune a appelé à «trouver ensemble les meilleurs moyens d'assurer au gaz naturel une place dans les systèmes énergétiques et de promouvoir sa valeur sur les marchés internationaux».

«Le 7^e sommet du Forum des pays exportateurs de gaz sera organisé en Algérie»

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a annoncé, mardi à Doha (Qatar), que le 7^e sommet du Forum des pays exportateurs de gaz sera organisé en Algérie. «Je souhaite et serai heureux de vous accueillir en Algérie à l'occasion de la tenue du prochain sommet», a déclaré le Président Tebboune dans un discours prononcé lors des travaux du 6^e sommet des chefs d'Etat et de gouvernement du Forum. Afin de renforcer le rôle des pays exportateurs de gaz pour préserver leurs intérêts, le président de la République a appelé à «l'ouverture d'un dialogue avec les pays consommateurs qui exploitent le gaz en tant que moteur essentiel pour le développement de leurs économies». Le Président Tebboune a souligné l'importance de «trouver ensemble les meilleurs moyens permettant d'assurer au gaz naturel une place dans les systèmes énergétiques et de promouvoir sa valeur dans les marchés internationaux, étant l'énergie du présent et du futur, une énergie propre, flexible et accessible voire la meilleure en matière de protection de l'environnement aux côtés des énergies renouvelables».

Tebboune : «L'Algérie un fournisseur de gaz fiable»

L'Algérie «est un pays fiable» en matière d'approvisionnement en gaz naturel et «compte le rester», a affirmé mardi à Doha le président de la République, Abdelmadjid Tebboune. «Mon pays est reconnu pour être un distributeur et un fournisseur fiable de gaz naturel depuis plus d'un demi siècle et il compte le rester», a déclaré le président Tebboune dans son allocution devant les participants aux travaux du 6^e sommet du Forum des pays exportateurs du gaz (GECF). L'Algérie est «pionnière dans le développement et la valorisation du gaz naturel», et à la tête du progrès réalisé dans l'industrie du gaz naturel liquéfié (GNL), a-t-il rappelé à ce propos. Elle tend à poursuivre le développement de ses ressources «importantes» de gaz naturel «aux mieux des intérêts de notre peuple et de la meilleure manière qui soit dans le cadre de la coopération et du partenariat, en veillant à préserver l'environnement», a ajouté le

président. Le Président Tebboune a souligné que l'Algérie, en sa qualité de membre fondateur du forum, n'a eu de cesse de souligner l'importance du gaz dans le développement durable, qui s'est confirmée, a-t-il précisé, lors de la crise sanitaire induite par la pandémie (Covid-19) où le monde entier a recouru à cette ressource pour satisfaire ses besoins énergétiques. «Il est important de trouver ensemble les meilleurs moyens permettant d'assurer au gaz naturel une place dans les systèmes énergétiques et de promouvoir sa valeur dans les marchés internationaux», a-t-il indiqué en évoquant les principales priorités du Forum. Et d'enchaîner «le gaz naturel est l'énergie du présent et du futur, car il s'agit d'une énergie propre, flexible et accessible voire la meilleure en matière de protection de l'environnement, aux côtés des énergies renouvelables. Le gaz naturel occupe également une place «privilégiée» dans les

relations économiques internationales, de par «les réserves importantes de gaz naturel que recèlent nos pays, couvrant une part importante de la production de gaz et des échanges gaziers. Mais, a-t-il fait remarquer, «cette énergie n'est pas renouvelable et son développement exige des investissements colossaux». Le Président Tebboune a affirmé, en outre, que le Forum des pays exportateurs de gaz était en mesure de jouer un rôle «plus efficace» dans la promotion des usages du gaz naturel et l'instauration d'un dialogue constructif et fructueux entre les différents acteurs sur le marché gazier. Le président de la République a réitéré son appel à cette organisation pour devenir «un acteur plus présent et plus dynamique» dans toutes les questions ayant trait au gaz naturel, notamment en matière de promotion de la coopération entre les pays membres dans ce domaine.

Une opportunité pour élaborer une vision commune et garantir des approvisionnements sûrs (expert)

Le 6^e sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) qui se tiendra, mardi à Doha (Qatar), constitue une opportunité pour élaborer une vision commune des pays membres et garantir des approvisionnements sûrs et durables en gaz naturel, selon l'expert en énergie, Mahmah Bouziane. Dans une déclaration à l'APS, M. Bouziane a indiqué que le sommet devra parvenir à une vision commune des pays membres et examiner l'avenir du gaz naturel et son rôle principal dans la réalisation du développement durable, relevant l'approbation par la Commission européenne de l'introduction du gaz naturel dans «le label vert» pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2030 et 2050.

Il a rappelé le rôle de cette organisation au niveau du marché mondial où elle domine 70 % des réserves prouvées en gaz naturel, 52 % des gazoducs, 51 % des exportations en gaz naturel liquéfié dans le monde

et 40 % de l'ensemble de la production mondiale en gaz naturel commercialisé. Affirmant que ce sommet se veut une opportunité pour établir la coordination entre les politiques gazières et renforcer la coopération dans la recherche, l'exploration et la prospection, l'expert a indiqué que le GECF s'appuie sur une notion fondamentale consistant en le soutien «des droits souverains» sur les ressources du gaz naturel des pays membres du Forum et la coordination pour renforcer leurs capacités dans la planification et la gestion de leurs ressources en gaz naturel au profit de leurs peuples de façon autonome dans le cadre des objectifs du développement durable, efficace et écologique. Le Forum sera une occasion pour échanger les expertises, les avis, les analyses, les informations et la coordination dans plusieurs thématiques liées au marché du gaz et aux tendances mondiales dans la prospection et la production du gaz dans le monde, ainsi que

l'équilibre entre l'offre et la demande sur le gaz et les perspectives futures, a-t-il dit. L'expert a estimé que ce sommet «constitue une opportunité pour mettre le forum à l'abri des tiraillements politiques prévalant sur la scène internationale». Il a également mis en avant le rôle de l'Algérie dans ce forum, en sa qualité de pays fondateur qui assure actuellement la présidence de son secrétariat général, en sus d'abriter l'Institut de recherches du gaz (GRI), rappelant que l'Algérie abritera le 7^e sommet du GECF en 2023. L'Algérie occupe la quatrième place dans la liste des grands producteurs de gaz naturel parmi les membres du forum avec 130 milliards m³, immédiatement après le Qatar avec 205,7 milliards m³. L'expert estime, en outre, que la participation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, accompagné d'une délégation de haut niveau, au 6^e sommet du GECF revêt «une importance particulière», vu la tenue du sommet en présentiel

après son report l'année dernière, en raison des retombées de la pandémie (Covid-19). Le sommet se tient dans une conjoncture marquée par plusieurs défis et enjeux, liés à l'impact de la crise sanitaire sur le marché énergétique mondial et la sécurité énergétique, d'où l'importance de «trouver des mécanismes à même de garantir la sécurité et la pérennité des approvisionnements énergétiques», a-t-il soutenu, préconisant de préparer une nouvelle vision globale d'une action participative et complémentaire entre producteurs et consommateurs pour renforcer la sécurité énergétique, notamment en temps de crises». Parmi les autres défis cités par l'expert, la transition du marché énergétique de gaz naturel de la phase de disponibilité des approvisionnements enregistrée en 2020 à l'état de «panique» résultant d'un manque d'approvisionnement dû à un épuisement record des stocks, induit par la crise ukrainienne.

CACOBATH DE TLEMENEN Plus de 1.350 entreprises ont bénéficié d'exonérations des pénalités de retard

Au total, 1351 entreprises ont bénéficié de l'exonération des majorations et des pénalités de retard dans le paiement des cotisations auprès de l'agence régionale de la caisse nationale des congés payés et du chômage des intempéries des secteurs du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique (Cacobath) de Tlemcen, a-t-on appris du directeur de l'agence Benamara Abdellah. Ces entreprises qui exercent dans les secteurs du bâtiment, de l'hydraulique et des travaux publics sont réparties sur quatre (4) wilayas relevant de la compétence territoriale de la direction régionale du fonds de la Cacobath de Tlemcen, soit 501 entreprises dans la wilaya de Tlemcen, 461 dans la wilaya de Sidi Bel Abbes, 214 entreprises dans la wilaya de Naâma et 175 dans la wilaya de Aïn Témouchent, a-t-il indiqué à l'APS. Le montant global des exonérations des majorations et des pénalités de retard a atteint, pour ce qui est des entreprises, plus de 27 millions DA entre septembre et janvier dernier, période durant laquelle a été consacrée l'application de l'ordonnance présidentielle du 15 août dernier relative à l'allègement des redevances économiques et sociales détenues sur les chefs d'entreprises impactées par la pandémie de la Covid-19, selon la même source. Il a souligné que ces entreprises ont bénéficié de mesures exceptionnelles après avoir honoré leurs engagements à travers le paiement des redevances en matière de cotisations de base et de versement, selon un échéancier de paiement, à l'issue du versement en dernière échéance due, assurant que l'agence Cacobath a accueilli 85 demandes de certaines entreprises pour pouvoir bénéficier de cette opération de rééchelonnement de redevances des cotisations de base, estimées à plus de 75 millions de dinars.

M. Benamara a ajouté que l'agence Cacobath a organisé une rencontre de sensibilisation au profit des chefs d'entreprises et de bureaux de comptabilité des secteurs du bâtiment, de l'hydraulique et des travaux publics, pour leur faire connaître tous les avantages des mesures exceptionnelles.

TRANSPORT AÉRIEN Illizi: l'exonération de TVA des billets de voyages pour le Sud largement saluée

La mesure d'exonération des billets de transport aérien de voyageurs, en provenance ou à destination de dix (10) aéroports du Sud du pays, de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), annoncée par le ministère des Transports, a été favorablement accueillie par les habitants de la wilaya d'Illizi, selon des avis recueillis mardi par l'APS auprès de citoyens.

Saluant cette initiative, les citoyens rencontrés ont estimé que "cette démarche devra indubitablement atténuer les charges de transport sur le citoyen, de et vers l'aéroport de cette région frontalière du pays". Belkheir Meïfah, fonctionnaire à la wilaya d'Illizi, a indiqué que "la baisse des prix des billets de voyage constituait une des préoccupations de la population locale qui recourt fréquemment au voyage par voie aérienne, au regard de l'éloignement et des rudes conditions de voyage par voie terrestre de et vers cette région de l'extrême Sud-est". Abdelkrim Hasni, habitant à Illizi, a estimé, pour sa part, que "cette mesure a été prise à la lumière des conditions financières du citoyen de la région", souhaitant, par la même occasion, voir renforcées et diversifiées les dessertes via l'aéroport d'Illizi, notamment à destination des régions de l'Est du pays". Ces destinations, dit-il, sont "très fréquentées par la population de la wilaya pour des fins de soins médicaux et de travail". Le directeur des transports de la wilaya, Youcef Meghraoui, a affirmé que cette mesure traduit "les grands efforts entrepris par l'Etat en direction des régions de l'extrême Sud du pays, pour booster la dynamique de leur développement et la promotion des conditions de vie de leurs habitants". Le ministère des Transports a annoncé, lundi dans un communiqué, l'exonération des billets de transport aérien des voyageurs, en provenance ou à destination de dix (10) aéroports du Grand Sud, de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), en vertu des dispositions de l'article-90 de la loi de finances de 2022.

Cette mesure concerne les vols de et vers les aéroports d'Adrar, Bordj Badji-Mokhtar, Djanet, Illizi, In-Guezguez, In-Salah, Tamanrasset, Timimoun, Tindouf et In-Amenas, a précisé le communiqué.

La mesure devra être élargie aux aéroports des autres wilayas du Sud, et ce, dans le cadre du projet de loi de finances complémentaire (PLFC) de 2022, a conclu le communiqué.

BATNA Récupération de 38 pièces de monnaie archéologiques

Les services de sûreté de la wilaya de Batna ont récupéré 38 pièces de monnaie archéologiques datant de différentes périodes, a-t-on appris lundi auprès de la cellule de communication de ce corps constitué.

L'opération menée par la brigade mobile de la police judiciaire Batna-1, a été lancée suite à des informations confirmées faisant état de deux personnes transportant une quantité de pièces de monnaie antiques, destinées à la vente, à bord d'un véhicule touristique en provenance d'une wilaya du Centre du pays, a précisé la même source.

L'exploitation efficace des informations, a-t-on ajouté, a permis d'appréhender les deux suspects,



âgés de 31 et 32 ans, dont un repris de justice, et de récupérer 30 pièces de monnaie en argent de forme carrée datant de l'époque abbaside, 3 pièces en argent et 4 pièces en bronze datant de l'époque romaine et une (1) pièce de monnaie en bronze datant de l'époque ottomane, selon le rapport d'expertise délivré par les autorités compétentes.

Après le parachèvement des procédures nécessaires, les deux suspects ont été présentés devant le parquet local, a-t-on conclu.

M'SILA Deux morts dans un accident de la route à Ouled Derradj

Deux personnes, une mère et sa fille, sont mortes dans un accident de circulation qui s'est produit, mardi, sur l'axe de la RN 40 au lieu dit El Djorf relevant de la commune d'Ouled Derradj (M'sila), ont annoncé les services de la Protection civile de la wilaya. L'accident s'est produit

lorsqu'un véhicule utilitaire a heurté les deux victimes, âgées de 40 et 61 ans, alors qu'elles traversaient l'axe de ladite route, a précisé la même source, indiquant que les corps sans vie des deux victimes ont été acheminés à la polyclinique de la commune d'Ouled Derradj. Une enquête a été

ouverte par les services de sécurité territorialement compétents afin de déterminer les causes de cet accident, a-t-on souligné.

L'accident s'est produit sur une route qui enregistre un trafic quotidien estimé à plus de 13 000 véhicules, a-t-on noté.

ACCIDENT DE LA CIRCULATION 31 morts et 1355 blessés en une semaine

Trente et une (31) personnes sont mortes et 1355 autres ont été blessées dans 1190 accidents de la circulation durant la même période du 13 au 19 février, selon un bilan hebdomadaire établi mardi par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a

été enregistré dans la wilaya de Batna avec cinq (5) morts et 56 blessés dans 47 accidents de la route, ajoute la même source.

Concernant la lutte contre la propagation du coronavirus (Covid-19), les services de la Protection civile ont effectué 173 opéra-

tions de sensibilisation et 146 autres de désinfection générale à travers 58 wilayas, ayant touché des infrastructures et édifices publics et privés, quartiers et ruelles, précise le même bilan.

En outre, les éléments de la Protection civile ont effec-

tué 965 interventions pour procéder à l'extinction de 627 incendies urbains, industriels et autres, les plus importants ayant été enregistrés dans la wilaya d'Alger, soit 98 interventions pour l'extinction de 61 incendies, précise la même source.

ORAN Saisie de 36.000 comprimés psychotropes et de 7 kg de kif traité

Les services des Douanes algériennes ont opéré, en étroite collaboration avec l'Armée nationale populaire (ANP), la saisie de 36.000 comprimés psychotropes et de 7 kg de kif traité à Oran, dans deux opérations distinctes, a-t-on appris lundi dans un communiqué de la direction régionale des douanes d'Oran. Les éléments de

la brigade mobile et celle divisionnaire des douanes de Mascara relevant de l'inspection divisionnaire des douanes d'Oran-externe, en collaboration avec des éléments de l'ANP, ont réussi à faire échec à une opération de trafic avec la saisie de 35.918 comprimés psychotropes, dissimulés soigneusement à bord d'un véhicule utilitaire,

selon la même source. Dans une seconde opération, des agents de la division mobile de l'inspection divisionnaire des Douanes d'Oran-externe, en coordination avec des éléments de l'Armée Nationale Populaire, ont saisi 7 kg de kif traité avec l'arrestation de cinq prévenus et la saisie de trois véhicules.

M'SILA Saisie de plus de 47.000 comprimés psychotropes

Les éléments de la brigade des Douanes de M'sila sont parvenus en collaboration avec le service territorial de la sécurité interne de l'Armée nationale populaire à saisir plus de 47.000 comprimés psychotropes, a-t-on appris lundi auprès de la Direction régionale des douanes algériennes, située à Setif.

L'opération qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la contrebande, la fraude et la répression de la criminalité sous toutes les formes, notamment celles portant atteinte à la santé et à la sécurité des citoyens, a permis la saisie de 47.872 comprimés psychotropes



minutieusement dissimulés dans un véhicule utilitaire, a précisé à l'APS la sous directrice de l'information et de la communication auprès de la Direction régionale des Douanes, l'inspecteur divisionnaire Amel Rahab.

L'opération a été réalisée suite à la fouille d'un véhicule utilitaire suspect, lors d'un point de contrôle, permettant de mettre en échec une opération de contrebande de 47.872 comprimés psychotropes dissimulés dans les com-

partiments du véhicule, selon la même source.

Le mis en cause a été arrêté et présenté devant les instances judiciaires compétentes, a ajouté la même source, précisant que la quantité de psychotropes saisie et le véhicule utilisé pour la contrebande ont été saisis, tandis que des amendes douanières ont été imposées conformément aux dispositions du Code des Douanes en vigueur.

Les compétences territoriales de la Direction régionale des Douanes de Setif s'étendent aux wilayas de Bejaia, Jijel, M'sila, Bordj Bou Arreridj et Setif, rappelle-t-on.

GRÈCE

Poursuite des recherches pour retrouver des survivants à bord du ferry incendié

Les recherches pour retrouver des survivants à bord du ferry italien qui s'est embrasé il y a cinq jours au large de l'île grecque de Corfou se poursuivent mardi, ont indiqué les garde-côtes grecs dans un communiqué.

Le ferry doit être remorqué mardi vers un port grec pour faciliter les recherches des dix disparus, mais l'espoir de retrouver des survivants s'amenuise, selon les autorités.

Une épaisse fumée s'échappe toujours de l'Euroferry Olympia de la compagnie italienne Grimaldi, qui a pris feu vendredi pour une raison encore indéterminée à dix milles marins au nord de Corfou en mer Ionienne.

Le bilan s'établit pour le moment à un mort, trois blessés et dix disparus.

Le ferry, qui reliait le port grec d'Igoumenitsa (nord-ouest) et celui italien de Brindisi, doit être remorqué vers «un port sûr» de l'ouest de la Grèce «afin de poursuivre les opérations avec un maximum de sécurité», ont souligné les garde-côtes.

«Les possibilités de recherche et de sauvetage à bord du navire Euroferry



Olympia ont été épuisés dans sa position actuelle», ajoutent-ils.

«Quatre remorqueurs, deux patrouilleurs de la police portuaire et un navire des pompiers participent aux recherches sur le ferry, a indiqué une responsable du bureau de presse de la police portuaire.

Parmi les 281 rescapés - dont de nombreux routiers de

pays de l'Europe de l'Est - figurent deux migrants afghans qui n'avaient pas été enregistrés sur la liste des passagers, laissant craindre que d'autres personnes aient pu embarquer sans être recensées.

Trois routiers blessés restent hospitalisés mardi à Corfou: un Biélorusse sorti vivant par les secouristes dimanche et qui souffre de

problèmes respiratoires, ainsi qu'un Bulgare et un Roumain, selon une source hospitalière.

Une cinquantaine de passagers, dont des touristes italiens, ont été déjà rapatriés, selon les autorités.

Les patrouilleurs des garde-côtes grecs surveillent en outre l'éventualité d'une pollution mais pour l'instant «aucun indice de nappe n'a été constaté», selon la même source. Les images du bateau, diffusées par la télévision publique ERT, montrent des véhicules carbonisés dans les cales et des pompiers équipés de masques respiratoires effectuant des recherches à des températures «très élevées allant de 400 à 900 degrés». «Mais les espoirs s'amenuisent au 5e jour de l'incendie», selon la chaîne ERT.

Selon la compagnie italienne Grimaldi, propriétaire du ferry, 153 véhicules commerciaux et 32 voitures se trouvaient à bord.

ITALIE

Près de 600 migrants secourus en haute mer

Près de 600 migrants ont été secourus durant la nuit de lundi à mardi en haute mer, à environ 100 km de la Sardaigne, ont annoncé les garde-côtes italiens qui ont également récupéré le corps d'une personne décédée.

Un grand navire, le Diciotti, ainsi que trois vedettes des garde-côtes ont participé au sauvetage de 573 migrants «en difficulté à bord de deux bateaux de pêche surchargés, à la merci des vagues, dans des conditions météo défavorables

et prévues pour empirer dans les heures suivantes», indique un communiqué.

Le sauvetage a été effectué dans la zone de compétence italienne (SAR, search and rescue) par les vedettes qui ont transbordé les migrants à bord du Diciotti. «Parmi les personnes secourues figure une personne décédée qui, selon les dires des migrants, serait morte depuis plusieurs jours», précise le communiqué. Parmi les migrants figurent 59 mineurs, dont un grand nombre sont

non-accompagnés, ainsi qu'une personne dont l'état de santé a entraîné un transfert urgent à terre. Le Diciotti se dirige actuellement vers le port sicilien d'Augusta où seront débarqués les migrants, conclut le communiqué.

Au moins 229 sont morts au cours de leur tentative.

En ajoutant ceux qui sont arrivés par voie terrestre, un total d'au moins 11.986 migrants sont arrivés en Europe depuis le début de l'année, indique l'OIM.

CENTRE DU NIGERIA

4 agents de sécurité tués dans l'explosion d'une mine

Quatre agents de sécurité ont été tués lundi et un autre grièvement blessé dans l'explosion d'une mine au passage de leur véhicule dans l'Etat du Niger, dans le centre du Nigeria, a déclaré la police.

Le nord-ouest et le centre du Nigeria sont le théâtre de bandes criminelles, appelées localement «bandits», qui attaquent les villages, tuent les habitants et mettent le feu

aux maisons. Début janvier, le gouvernement du Nigeria a officiellement inscrit ces bandits, qui multiplient les kidnappings d'écoliers et de voyageurs sur les autoroutes, comme «groupes terroristes».

Lundi, des agents de l'unité paramilitaire du Corps de sécurité et de défense civile du Nigeria (NSCDC) étaient en route vers le village de Galadiman Kogo, théâtre

récent d'attaques meurtrières.

La veille au soir, des hommes armés ont envahi le village, tuant six habitants et incendiant des maisons, a déclaré le porte-parole de la police locale dans un communiqué.

Mais en route, le camion du NSCDC a déclenché un engin explosif improvisé (EED) posé par les bandits et a

explosé», a ajouté Wasiu Biodun.

«Quatre membres du NSCDC ont perdu la vie tandis que le chauffeur a été grièvement blessé», a-t-il précisé.

Le 30 janvier, plus de 100 bandits à moto ont attaqué le village de Galadiman Kogo et tué 11 agents de sécurité et plusieurs villageois, selon le gouverneur de l'Etat, Sani Bello.

PANAMA

Le parquet ouvre une enquête sur des allégations de stérilisations forcées d'indigènes

Le ministère public du Panama a ouvert lundi une enquête sur des allégations de stérilisation de femmes indigènes sans leur consentement.

«Une équipe spéciale de procureurs a été formée» pour enquêter sur «d'éventuelles procédures de stérilisation non consentuelles», a déclaré le ministère public dans un communiqué.

L'équipe s'est rendue dans la province de Bocas del Toro, dans le nord-ouest du pays, a-t-il précisé. Cependant, ils n'ont pas encore pu interroger les éventuelles victimes car ils n'ont pas «l'approbation des autorités locales (indigènes) pour accéder à ces déclarations», a indiqué le service de presse du ministère public.

Une équipe du Bureau de médiation dirigée par Eduardo Leblanc s'est égale-

ment rendue à Bocas del Toro lundi, à la recherche de déclarations de possibles victimes.

«Nous n'avons pas été en mesure de déterminer s'il y a au moins une, huit ou dix victimes, a déclaré à la presse M. Leblanc, qui dirigeait une équipe de médiateurs. Le bureau du médiateur a déclaré dans un communiqué qu'il continuerait à «rassembler des informations pour parvenir à la vérité» et a annoncé qu'il paierait le transport, l'hébergement et les photographies des femmes autochtones qui décideraient de dénoncer officiellement leur cas.

La semaine dernière, Walkiria Chandler, membre suppléant de l'Assemblée nationale, a signalé qu'une douzaine de femmes indigènes auraient

été stérilisées dans des hôpitaux publics sans leur consentement. Plusieurs femmes avaient témoigné devant une commission parlementaire qui s'est rendue en octobre 2021 dans la localité de Charco La Pava, une zone montagneuse difficile d'accès où vit le peuple indigène Ngobe-Buglé.

Kayra Harding, membre de la Commission de la femme au sein de l'Assemblée nationale, a déposé le 17 février une plainte auprès du ministère public pour ces actes présumés.

Dans sa déclaration, Mme Harding a indiqué que lors d'une visite médicale, «une des femmes a dénoncé le fait qu'elles avaient été stérilisées sans leur consentement après avoir accouché».

Le gouvernement panaméen a également lancé une enquête parallèle.

MÉTÉO

La Chine renouvelle une alerte jaune aux tempêtes de neige

Les autorités météorologiques chinoises ont continué mardi à émettre une alerte jaune à de fortes chutes de neige dans certaines régions du pays. De mardi matin à mercredi matin, des tempêtes de neige devraient probablement frapper des parties du Yunnan, du Guizhou, du Hunan, du Jiangxi, de l'Anhui et du Zhejiang, avec des chutes de neige pouvant atteindre jusqu'à 25 millimètres, selon le centre météorologique national. Ces régions connaîtront une accumulation de neige de trois à dix centimètres, et l'épaisseur de la neige dans certaines parties pourrait atteindre quinze centimètres, avertit le centre météorologique.

Il a conseillé aux habitants de rester à l'intérieur et a exhorté les autorités locales à prendre des précautions concernant les routes, les chemins de fer, l'électricité et les télécommunications. La Chine dispose d'un système de prévisions météorologiques à quatre couleurs, le rouge représentant le plus sévère, suivi par l'orange, le jaune et le bleu.

BOLIVIE

Au moins quatre morts dans des inondations

Quatre personnes sont mortes lundi et 12 portées disparues après les pluies torrentielles qui se sont abattues sur des villages indigènes dans le sud de la Bolivie, ont annoncé les autorités locales. «Quatre corps ont été retrouvés», a déclaré Oscar Montes, gouverneur de la région de Tarija, frontalière de l'Argentine, interrogé par la radio privée Erbol. Au moins quatre villages indigènes guaranis ont été affectés par des crues de rivières après les pluies de la fin de semaine.

Un élu régional, Tito Tejerina, a fait état d'«environ 16 personnes disparues» dont «quatre ont été retrouvées», précisant que les recherches se poursuivent.

«Nous regrettons profondément la perte de vies humaines causée par le débordement de la rivière Itayuru dans les communautés guaranies d'Entre Rios», a réagi sur Twitter le président Luis Arce, qui a ordonné l'envoi de secours dans la région.

AFRIQUE DU SUD

10 suspects tués lors d'une tentative de braquage de convoyeurs

La police sud-africaine a annoncé avoir tué lundi dix suspects et eu cinq de ses hommes blessés lors d'une tentative de braquage d'un transporteur de fonds à Johannesburg, l'une des villes les plus sanglantes de ces dernières années dans le pays. Informé par un «tuyau», la police a déployé ses forces, dont un hélicoptère, pour tenter d'empêcher l'attaque prévue à Rosettenville, un quartier du sud de Johannesburg, selon le ministre de la Police, Bheki Cele. Ce dernier a fait état de huit suspects tués, avant qu'une porte-parole de la police, Grace Landa, ne relève le bilan à dix morts côtés suspects, et cinq policiers blessés.

Les suspects venus attaquer un véhicule transportant des fonds ont ouvert le feu sur l'hélicoptère, blessant l'un des pilotes, a expliqué M. Cele. La police a alors répliqué, et d'autres de ses hommes ont été blessés dans les échanges de tirs.

«Ils ont tiré sur l'hélicoptère avant qu'on ait fait quoi que ce soit contre eux. Ils ont tiré sur le pilote», a assuré M. Cele à la presse, venue sur les lieux. Selon lui, un gang de près de 25 hommes armés venus de la province du KwaZulu-Natal (sud-ouest) mais aussi du Zimbabwe et du Botswana voisins est impliqué dans cette tentative. Outre les huit morts, huit suspects ont été arrêtés et les autres sont en fuite, a-t-il ajouté.

La police a indiqué la semaine dernière avoir recensé 60 braquages de convoyeurs de fonds en Afrique du Sud entre octobre et décembre 2021, un chiffre en légère baisse par rapport à la même période de 2020.

GHARDAIA Le dépistage précoce, au cœur de la stratégie de lutte anti-cancer



La prévention et le dépistage précoce sont au cœur de la stratégie de lutte contre le cancer, ont souligné, mardi à Ghardaïa, les participants à une journée d'étude sur la prise en charge consensuelle des patients atteints de cancer.

Le cancer peut être réduit dans le pays, en évitant les facteurs de risque et en adoptant la stratégie favorisant la sensibilisation de la population sur le dépistage, ont-ils soutenu.

Selon le Pr. Kamel Bouzid, chef de service d'oncologie médicale au Centre Pierre et Marie Curie (CMPC) de l'Hôpital Mustapha Pacha (Alger), le cancer des poumons prend de l'ampleur dans le pays, et l'arme la plus efficace de lutte contre ce type de cancer reste la prévention, en éliminant les facteurs de risque, particulièrement le tabac et la mauvaise hygiène de vie, ainsi que les sources de pollution de l'environnement, tout en pratiquant une activité sportive.

Le contrôle régulier et le dépistage précoce s'avèrent ainsi indispensables afin de faciliter le diagnostic avant que le mal ne soit à un stade avancé, ce qui permet un traitement plus léger et plus efficace, a-t-il indiqué.

Selon les participants à cette journée d'étude, l'incidence du cancer en Algérie est de 50.000 nouveaux cas enregistrés annuellement et ce chiffre peut évoluer dans le futur.

L'accent a été aussi mis sur la mise en place d'un plan national de lutte contre le cancer, avec des actes stratégiques, à savoir la prévention et le dépistage, la multiplication des centres de prise en charge, la chimiothérapie, l'amélioration du parcours du malade avec la mobilisation de tous les professionnels de la santé, en vue de réduire sensiblement les cas de cancer et permettre une meilleure prise en charge de la pathologie.

Les cancers du sein chez les femmes et les cancers du côlon, des poumons et de la prostate chez l'homme, constituent un véritable problème de santé publique dans le pays, ont fait observer les participants.

Organisé par la Société algérienne de psycho-oncologie (SAPO), en collaboration avec l'association "El-Amel" du CPMC, cette journée de formation constitue une occasion pour les praticiens, le personnel paramédical et les psychologues formés en psycho-oncologie des différentes localités de la wilaya de Ghardaïa ainsi que des wilayas limitrophes de s'informer des récentes évolutions et avancées réalisées au niveau national et international en matière de diagnostic et de traitement des maladies cancéreuses ainsi que des méthodes de prise en charge.

Les médecins spécialistes participants à cette rencontre ont mis à profit cette rencontre, organisée dans le cadre de la formation continue et à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le cancer, pour effectuer, durant quatre jours, des dépistages et consultations spécialisées sur des patients souffrant du cancer.

Cette journée constitue une occasion de sensibiliser aussi le grand public sur l'importance des dépistages et diagnostics précoces du cancer, sachant que le diagnostic tardif multiplie les conséquences graves sur la santé.

BILAN DE LA PANDEMIE DU COVID-19 164 nouveaux cas, 148 guérisons et 7 décès

Cent soixante-quatre (164) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19), 148 guérisons et 7 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique mardi le ministère de la Santé dans un communiqué.

Le total des cas confirmés s'élève ainsi à 264.365, celui des décès à 6812, alors que le nombre des patients guéris est passé

à 176.966 cas. Par ailleurs, 18 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 25 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24 heures, 20 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, tandis que 3 wilayas ont enregistré 10 cas et plus.

Le ministère de la Santé a rappelé, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exigeait de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le port du masque.

COVID-19

Benbouzid appelle à une reprise progressive des activités hospitalières

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid a plaidé pour la reprise progressive d'une activité hospitalière normale après l'amélioration de la situation pandémique (Covid-19) observée à l'échelle nationale depuis le 25 janvier dernier, a indiqué mardi un communiqué du ministère.

Lors de sa réunion avec les directeurs de santé des wilayas par visioconférence, M. Benbouzid a souligné "l'importance pour les hôpitaux de reprendre progressivement leur activité normale au service du citoyen, notamment les interventions chirurgicales ayant connu un certain retard en raison de la pandémie, et ce, à la faveur de l'amélioration de la situation pandémique observée à l'échelle nationale depuis le 25 janvier dernier".

Le ministre a salué, dans ce sens, les efforts consentis par les personnels de la santé parmi les staffs médicaux, les gestionnaires, cadres et personnel de l'administration centrale, exprimant "sa satisfaction de la stabilité actuelle de la situation pandémique", qui se veut, selon lui, le fruit de "la coordination et de la mobilisation collective de tous les



acteurs du secteur de la santé pour éviter à l'Algérie une quatrième vague de ce virus dangereux".

Le responsable a insisté, en outre, sur "l'importance de maintenir un haut niveau de vigilance et de reconduire les mesures de protection et de prévention, en sus de garantir un stock suffisant de médicaments, de moyens de protection et de lits", assurant "la disponibilité de l'oxygène et des médicaments sauf pour certains cas isolés qui ont été pris en charge". Le ministre est revenu lors de cette réunion, qui s'inscrit dans le cadre des rencontres hebdomadaires d'évaluation relatives à la situation épidémiologique du Coronavirus, sur

les services des urgences qui bénéficient d'une priorité absolue s'agissant des programmes de réhabilitation programmés, compte tenu de l'importance de ces services et de la nécessité de leur alignement sur les normes internationales.

Dans le cadre de cette démarche, le ministre a souligné la "nécessité pour le service des urgences médicales de fournir diverses spécialités qui servent le patient et facilitent sa prise en charge", citant les deux nouveaux services inaugurés jeudi dernier au niveau d'Alger (Centre Hospitalo-Universitaire Mustapha Pacha et l'Etablissement Hospitalier Spécialisé-EHS Salim Zemirli) et qui "doi-

vent -selon le ministre- fournir les meilleures prestations de santé aux patients en utilisant les équipements modernes qui leur ont été fournis. Le ministre de la Santé a également donné des instructions et des directives aux directeurs de la santé quant à la "nécessité" d'améliorer ce type de structures, appelant au "respect strict et ferme" des délais annoncés pour la livraison des nouvelles structures ou celles faisant l'objet d'un réaménagement ou d'équipement dans le cadre du programme d'urgence dirigé par la tutelle, et qui vise également à réaliser des hôpitaux spécialisés pour les urgences médicales et chirurgicales pour toutes les spécialités au niveau d'un nombre de wilayas disposant d'espaces à exploiter". Au cours de cette rencontre, le ministre a révélé le renforcement de l'hôpital de Beni Messous et de l'EHS, El Hadi Flici d'El-Kettar avec deux nouveaux services d'anesthésie et de réanimation, rappelant par la même occasion la levée du gel sur les projets du secteur suspendus, et qui "devront être réalisés dans le respect de la priorité et des délais fixés selon les exigences de chaque wilaya".

ALGÉRIE - CUBA

Réactivation du partenariat bilatéral dans le domaine de la santé

Le ministre de la Santé, Abderrahmane Benbouzid, et le vice-ministre cubain de la Santé, Luis Fernando Navarro Martínez, ont présidé lundi une réunion consacrée à l'évaluation de la coopération entre l'Algérie et Cuba, lors de laquelle il a été procédé à la réactivation du partenariat bilatéral dans le domaine de la santé après un ralentissement dû à la pandémie de Covid-19.

A cette occasion, le vice-ministre cubain de la Santé a précisé que sa visite en Algérie à la tête d'une importante délégation, qui s'inscrit dans le cadre de la célébration du 60e anni-

versaire des relations diplomatiques entre les deux pays, «offre l'opportunité de promouvoir la coopération bilatérale».

Le responsable cubain a souhaité que cette coopération se renforce davantage et que le partenariat algéro-cubain se développe encore plus, notamment dans la conjoncture sanitaire actuelle pour faire face à la pandémie de Covid-19.

De son côté, M. Benbouzid a salué «le niveau des relations historiques entre l'Algérie et Cuba, qui se sont renforcées au fil du temps pour atteindre, a-t-il dit, le niveau auquel

nous aspirons tous». Il s'est également félicité de la coopération «fructueuse et privilégiée» entre les deux pays, qui est marquée, a-t-il ajouté, par «sa dimension historique dans tous les secteurs, notamment celui de la santé, à la faveur de la signature de plusieurs accords, dont l'accord-cadre signé à Alger en 2016 et l'accord relatif aux modalités de mise en œuvre de ce partenariat signé à La Havane en 2018».

Ces accords se rapportent à plusieurs spécialités, dont l'ophtalmologie, la santé de la mère et de l'enfant, l'urologie et l'oncologie.

PROJET

La réalisation du centre anti cancer d'Ouzera bientôt lancée

La réalisation du projet de centre anti cancer, localisé à Ouzera, à l'est de Médéa, sera lancée après la finalisation des procédures administratives, a-t-on appris, mardi, auprès du directeur local de la santé.

Inscrit en 2016, le projet a été gelé durant une année avant d'être relancé, au même titre que le complexe

mère et enfant prévu au centre-ville de Médéa, a indiqué le DSP, Mohalme Cheggouri.

Il a précisé que des modifications ont été apportées au projet initial, avec la programmation de structures sanitaires annexes qui vont former un pôle médical intégrant plusieurs disciplines. Une subvention

financière «conséquente» de l'ordre de cinq milliards de dinars a été débloquée pour la réalisation de ce pôle médical comprenant, en sus d'un centre anti cancer, un service spécialisé en cardiologie, un service d'ophtalmologie et, un troisième, pour les urgences médicales et chirurgicales, a-t-il ajouté. Selon le DSP,

l'entreprise en charge de la réalisation de ce projet a été installée, lundi, et les premiers travaux devraient être lancés, d'ici quelques jours.

Il a affirmé que toutes les dispositions ont été prises pour garantir le «bon démarrage» de ce projet, tant attendu par la population.

PANDEMIE DE CORONAVIRUS

L'UE assouplit les restrictions de déplacements en provenance de pays tiers

Le Conseil de l'Union européenne, qui représente les Etats membres, a adopté mardi une recommandation actualisée concernant la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE, suite à l'évolution positive de la pandémie de Covid-19 et à la hausse du taux de vaccination.

Conformément à cette recommandation, qui commencera à s'appliquer le 1er mars 2022, les restrictions liées au Covid-19 devraient être appliquées en tenant compte à la fois de la situation dans le pays tiers et du statut de chaque personne.

Les Etats membres - qui restent d'ailleurs responsables de la mise en œuvre du contenu de la recommandation, cette dernière n'étant pas un instrument juridiquement contraignant - devraient lever la restriction temporaire des déplacements non essentiels vers l'UE pour les personnes vaccinées avec un vaccin approuvé par l'UE ou l'OMS, pourvu qu'elles aient reçu la dernière dose du schéma de primovaccination au moins 14 jours et au maximum 270 jours avant leur arrivée ou qu'elles aient reçu une dose de rappel.

Les Etats membres devraient également lever la restriction temporaire des



déplacements non essentiels pour les personnes qui se sont rétablies après avoir contracté le Covid-19 dans les 180 jours précédant leur voyage vers l'UE.

Pour les personnes vaccinées avec un vaccin approuvé par l'OMS, les Etats membres pourraient également exiger un test PCR négatif effectué au plus tôt 72 heures avant le départ et

appliquer des mesures supplémentaires telles que la quarantaine ou l'isolement.

Un test PCR négatif effectué avant le départ pourrait également être exigé pour les personnes qui se sont rétablies après avoir contracté le Covid-19, ainsi que pour les personnes qui ont été vaccinées avec un vaccin approuvé par l'UE, mais qui ne détiennent pas de certifi-

cat de l'UE ou équivalent.

S'agissant des enfants âgés de plus de 6 ans et de moins de 18 ans, ils devraient être autorisés à voyager avec un test PCR négatif effectué au plus tôt 72 heures avant le départ.

Les Etats membres pourraient exiger des tests supplémentaires après l'arrivée, ainsi qu'une quarantaine ou un isolement.

Aucun test ni aucune exigence supplémentaire ne devraient être appliqués aux enfants âgés de moins de 6 ans. D'après la recommandation européenne, pour que les restrictions soient levées pour tous les voyageurs en provenance d'un pays tiers donné, en vertu des nouvelles règles, le nombre de cas de Covid-19 pour 100.000 habitants au cours des 14 derniers jours est porté de 75 à 100.

Le taux de dépistage hebdomadaire pour 100.000 habitants est également porté de 300 à 600.

425.613.677 de cas confirmés dans le monde

Voici le dernier bilan des cas confirmés de COVID-19 dans les pays les plus touchés du monde, établi par le Centre pour la science et l'ingénierie des systèmes (CSSE) de l'université Johns Hopkins en date du 22 février à 00H00 GMT:

Pays	Cas confirmés
Monde	425.613.677
Etats-Unis	78.521.981
Inde	42.838.524
Brésil	28.248.596
France	22.456.545
Royaume-Uni	18.785.455
Russie	15.297.628
Allemagne	13.714.945
Turquie	13.589.511
Italie	12.494.459

NOUVELLE-ZÉLANDE Trois policiers blessés lors de heurts avec des manifestants

Des manifestants anti-vaccins néo-zélandais ont lancé une «substance irritante» en direction des forces de l'ordre mardi, blessant trois policiers, lors d'une manifestation marquée par des heurts et qui dure depuis plusieurs semaines.

La Première ministre Jacinda Ardern a dénoncé des scènes «absolument honteuses» en réaction à cette attaque présumée à l'acide et un autre incident pendant lequel un manifestant à bord d'une voiture a accéléré en direction des forces de l'ordre, avant de s'arrêter net à quelques centimètres d'eux.

La tension était montée d'un cran la veille, quand la police a accusé des manifestants d'avoir jeté des excréments humains sur les forces de l'ordre qui installaient des barrages en béton autour d'un campement de protestataires.

Selon la police, des manifestants ont tenté, tôt mardi matin (heure locale), de faire obstruction aux agents venus rapprocher les barrages du camp.

«Au moins trois agents ont besoin de soins médicaux après avoir été aspergés d'une substance inconnue par des manifestants», a déclaré la police dans son communiqué.

«Une personne a été arrêtée après avoir tenté de diriger une voiture vers un groupe de policiers», a-t-elle ajouté.

Deux semaines après le début de leur action, inspirée des «convois» anti-restrictions canadiens, les manifestants avaient continué d'affluer ce week-end en dépit des appels de la police les exhortant à partir.

Le mouvement, composé d'environ 1.500 protestataires, était au départ anti-vaccins, mais en prenant de l'ampleur, ses revendications ont été plus nombreuses.

Certains manifestants ont affiché leur appartenance à l'extrême droite, scandant des messages contre le gouvernement et les médias.

Des habitants de Wellington se sont plaints d'avoir été maltraités par des manifestants parce qu'ils portaient des masques.

La Première ministre néo-zélandaise, Jacinda Ardern, a condamné «l'intimidation et le harcèlement» à leur égard.

La Nouvelle-Zélande, qui compte cinq millions d'habitants, a enregistré 53 décès du coronavirus depuis le début de la pandémie.

Lundi, 2.377 nouveaux cas ont été recensés.

OMS

Un nouveau guide onusien pour renforcer la protection des personnels de santé

Un nouveau guide pour renforcer la protection des personnels de santé dans le monde a été publié lundi, par l'Organisation internationale du Travail (OIT) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), alors que la pandémie de Covid-19 continue d'exercer une forte pression sur le personnel soignant.

Cette publication de l'ONU encourage les pays à renforcer la protection des agents de santé en améliorant la gestion de la santé et de la sécurité au travail dans les établissements de santé, à l'échelle nationale et locale.

Selon l'OMS, même avant la pandémie du nouveau coronavirus, le secteur

de la santé figurait parmi «les secteurs les plus dangereux pour travailler».

L'OMS et l'OIT recommandent de mettre en œuvre des programmes durables de gestion de la santé et de la sécurité au travail pour les agents de santé aux niveaux national, infranational et des établissements de santé.

TUNISIE

12 décès et 1073 nouvelles contaminations en 24 heures

La Tunisie a enregistré 12 décès supplémentaires et 1073 nouvelles contaminations par le COVID-19 ces dernières 24 heures, sur un total de 6161 tests réalisés, soit un taux de positivité de 17,41%, a rapporté l'agence de presse TAP, citant le ministère de la Santé.

Selon le dernier bilan publié mardi par le ministère, depuis l'apparition de la pandémie en Tunisie en mars 2020, 988329 cas d'infection au

coronavirus ont été enregistrés dont 27512 sont morts et 930260 se sont rétablis.

D'après le même bilan, 22 nouvelles hospitalisations ont été enregistrées dans les établissements de santé publics et privés portant le nombre total des malades hospitalisés atteints du COVID-19 à 1263 dont 234 placés en réanimation et 55 sous respirateurs artificiels. Lundi, 2659 personnes ont été vaccinées

contre le coronavirus dont 1354 ont reçu la première dose, 199 ont reçu la seconde dose, 1095 ont eu la troisième dose et 11 ont fait le vaccin nécessaire à leur voyage. Selon le dernier bilan du ministère, depuis le démarrage de la campagne nationale de vaccination contre le coronavirus en mars 2021 jusqu'au 21 février en cours, 12 926 331 doses ont été administrées. 7.127 827 ont reçu la première dose, 4 644 112 ont

reçu deux doses, 1 123 562 ont reçu trois doses et 30 830 ont reçu une dose supplémentaire pour voyager dans un pays qui exige un vaccin spécifique. Ainsi, le nombre de personnes entièrement vaccinées a évolué à 6 302 847 dont 4 644 112 ont reçu deux doses et 1 658 735 ont pris une seule dose étant donné que le vaccin injecté ne nécessite pas de rappel ou pour avoir déjà contracté le COVID-19.

HONG KONG

Trois tests de dépistage obligatoires pour toute la population

Toute la population de Hong Kong doit se soumettre à trois séries de tests de dépistage du coronavirus, a déclaré mardi la dirigeante de la ville en proie à la pire vague de Covid-19 depuis le début de la pandémie.

«Ceux qui ne se soumettent pas au test seront tenus pour responsables», a assuré la cheffe de l'exécutif Carrie Lam, tout en annonçant que des responsables de Chine continentale coordonnaient désormais la politique anti-Covid du territoire. La ville, une des plus densément peuplées au monde, fait face à une cinquième vague de Covid-19, la pire depuis le début de la pandémie, enregistrant des milliers de contaminations chaque jour.

«L'épidémie, qui s'aggrave rapidement, a largement dépassé la capacité du gouvernement de Hong Kong à y faire face.

Le soutien du gouvernement central est donc indispensable pour combattre le virus», a déclaré Mme Lam aux journalistes, ajoutant que le chef du bureau de liaison de Pékin, Xi Baolong sera aux manettes de la politique sanitaire du territoire.

Selon ces nouvelles règles, les 7,4 millions de résidents devront se soumettre à trois séries de tests obligatoires en mars.

Les tests seront répartis sur plusieurs jours et les résidents devront également se soumettre quotidiennement à des tests antigéniques rapides à domicile.

Les écoles et de nombreux commerces tels que les salles de sport, et les salons de beauté resteront fermés jusqu'à la fin du mois d'avril, tandis que les établissements scolaires seront transformés en centres de dépistage au coronavirus.

Les vols en provenance de neuf pays, dont la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la France, resteront interdits.

Carrie Lam a également confirmé que Hong Kong se tiendra à une politique consistant à essayer d'isoler toutes les personnes testées positives au coronavirus, même les asymptomatiques dans des centres de quarantaines construits avec l'aide des autorités chinoises.

CANCER DU CÔLON LE DÉPISTAGE DÈS 45 ANS

Les personnes ayant un risque de cancer colorectal devraient se faire dépister dès 45 ans.

Le dépistage du cancer du côlon doit être mis en place dès 45 ans pour les personnes à risques, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale *A cancer journal for clinicians*.

Face à l'augmentation du nombre de cas dans cette classe d'âge l'Organisation américaine de médecine Américan Cancer Society recommande aux personnes ayant un risque moyen de cancer colorectal de se faire dépister dès 45 ans. Aujourd'hui, le dépistage était recommandé à partir de 50 ans. Or, 16 450 nouveaux cas de cancer du côlon ou du rectum seront diagnostiqués cette année chez les Américains de moins de 50 ans.

LE CANCER DU CÔLON DE PLUS EN PLUS FRÉQUENT CHEZ LES MOINS DE 50 ANS

"En 2014, 43 % des cas de cancer colorectal des moins de 50 ans touchaient des personnes âgées de 45 à 49", explique Rebecca L. Siegel, épi-

démiologiste à l'American Cancer Society et auteure principale de plusieurs rapports montrant une augmentation des cancers colorectaux chez les adultes aussi jeunes que les 20 et 30 ans. « C'est un problème de santé publique », a déclaré le Dr Weber, directeur de l'oncologie chirurgicale pour la région nord-ouest de Northwell Health. « Les données épidémiologiques solides de nos registres nationaux du cancer révèlent une augmentation spectaculaire de l'incidence du cancer du côlon et surtout du cancer rectal chez les personnes de moins de 50 ans, et la grande majorité de ces cas se situe entre 40 et 49 ans. »

Les nouvelles consignes, pour les plus de 45 ans, recommandent soit un examen visuel, soit une analyse de selles, dépistages qui doivent être confirmés par une coloscopie en cas de résultat positif. Plusieurs types de tests existent pour le dépistage du cancer colorectal, le choix devant se faire avec le médecin traitant. Pour la coloscopie, la fré-



quence conseillée est de tous les dix ans. En revanche, l'étude révèle qu'à partir de 85 ans, le dépistage du cancer

du côlon n'est plus essentiel. "Les médecins doivent inciter les patients de plus de 85 ans à ne plus faire de dépis-

tage du cancer colorectal, car les risques de complications sont trop élevés au-delà", indique l'analyse

L'ASPIRINE RÉDUIRAIT LES RISQUES DE RÉCIDIVE DU CANCER COLORECTAL

L'aspirine a de nombreux effets secondaires. Les chercheurs continuent d'en découvrir : la molécule permettrait de réduire le risque de recidive dans le cancer colorectal.

Bénéfique pour le cœur ? Risqué pour les AVC... Bon pour lutter contre la mortalité par cancer des personnes de plus de 65 ans... Les effets secondaires de l'aspirine ont tou-

jours agité la recherche médicale, quitte à parfois être contredits avec le temps. Récemment, des chercheurs ont publié une étude dans la revue *Carcinogenesis* qui souligne que l'aspirine limiterait les risques de récurrence du cancer du côlon.

L'étude a été menée sur des souris à qui on a administré différentes doses d'aspirine en étudiant leur proliféra-

tion cellulaire. Les chercheurs américains du département de diagnostic moléculaire, thérapeutique et oncologie translationnelle du centre médical City of Hope se sont aperçus que plus elles recevaient d'aspirine, et plus leurs cellules avaient tendance à mourir, et non à proliférer. Cette action s'applique notamment aux cellules cancéreuses. Une fois de plus,

la recherche confirme que l'aspirine est utile dans la prévention de maladies induites par une inflammation chronique. C'est le cas de Parkinson, d'Alzheimer ou encore comme l'Alzheimer ce résultat, de cancers.

Cela dit, l'aspirine est un anti-inflammatoire. Un des premiers effets secondaires de ce type de médicament sur le système digestif est l'irritation

de la muqueuse. Le médicament pourrait donc être utile dans la mesure où il bloquerait la prolifération des cellules cancéreuses en les tuant, mais il doit être manié avec précautions pour ne pas trop abîmer l'appareil gastro-intestinal. Après cette découverte, les chercheurs s'intéressent à trouver la dose parfaite pour combiner ces deux problématiques.

LA SURCONSUMMATION DE VIANDE ROUGE AUGMENTE LE RISQUE

Manger trop de viande rouge augmente le risque de cancer colorectal. Des chercheurs américains viennent enfin d'identifier les caractéristiques spécifiques des dommages causés sur l'ADN par un régime alimentaire très riche en viande rouge.

Depuis plusieurs années, la viande rouge est incriminée dans différentes pathologies comme le diabète, les maladies cardiovasculaires ou encore le cancer. Cette fois, une nouvelle étude menée par des chercheurs américains du Dana-Farber Cancer Institute (États-Unis), vient d'identifier clairement les dommages causés sur l'ADN par un régime alimentaire très riche en viande rouge.

Pour cette étude, les scientifiques ont séquencé l'ADN de 900 patients atteints d'un cancer

colorectal et déjà suivi par les médecins dans le cadre d'autres recherches. Leurs recherches ont révélé qu'ils étaient porteurs d'une mutation de l'ADN spécifique, appelée alkylation. Cette mutation était associée de façon significative à la consommation de viande rouge (à la fois transformée et non transformée) avant le déclenchement de la maladie. Mais les chercheurs ne l'ont pas retrouvée pas chez les consommateurs de volaille ou de poisson.

LA FAUTE AU FER HÉMIQUE ?

C'est le fer hémique, présent dans la viande, qui est pointé du doigt par les scientifiques. Composé d'un atome de fer et de protéines, il donne cette couleur rouge à la viande. Lors de la digestion, il est transformé en un composé

toxique pour nos cellules : l'aldéhyde. Celui-ci favorise les mutations au niveau de l'ADN et provoque la mort des cellules du côlon et du rectum.

Mais attention, les chercheurs précisent qu'il ne s'agit pas d'arrêter totalement de manger de la viande rouge, mais plutôt d'en manger "avec modération" car les plus hauts niveaux d'alkylation n'ont été constatés que dans les groupes de patients mangeant en moyenne plus de 150 grammes de viande rouge par jour.

DES RÉSULTATS SIMILAIRES EN GRANDE-BRETAGNE

Ce n'est pas la première étude à présenter de tels résultats. En 2018, des chercheurs de l'Université de Leeds, au Royaume-Uni, avaient

évalué l'impact de la viande rouge, de la volaille, du poisson ou d'un régime végétarien, sur le développement du cancer du côlon chez la femme. Les résultats de leur étude étaient parus dans l'*International Journal of Cancer*. Les scientifiques avaient recruté une cohorte de plus de 32 000 femmes d'Angleterre, du Pays de Galles et d'Écosse entre 1995 et 1998 qu'ils avaient suivies en moyenne pendant 17 ans. Au total, 462 cas de cancer colorectal avaient été comptabilisés. Les chercheurs avaient alors constaté que les femmes qui mangeaient de la viande rouge, présentaient des taux plus élevés de cancer du côlon que les végétariennes.

Rappelons que l'Institut de recherche sur le cancer recommande de ne pas dépasser les 500 grammes de viande rouge par semaine.

DE L'AIL ET DES OIGNONS CONTRE LE CANCER DU CÔLON

Des scientifiques chinois tentent de déterminer si une plus grande consommation d'ail et d'oignons permettrait de prévenir le cancer du côlon.

Dans une étude publiée dans le *Journal of Clinical Oncology*, des chercheurs chinois ont tenté de cerner l'impact des plantes de la famille des allium (c'est-à-dire l'ail mais aussi les

oignons, la ciboulette, le poireau) dans la prévention du cancer du côlon. Pour enquerir, ils ont comparé 833 personnes du nord-est de la Chine atteintes de cancer colorectal et 833 participants témoins sans cancer, de même âge et de même sexe et qui vivent dans des lieux similaires.

PLUS LA QUANTITÉ D'AIL EST IMPORTANTE, MEILLEURE EST LA PROTECTION

Les chercheurs ont découvert qu'il existait une relation significative entre la quantité d'allium consommée et le risque de cancer colorectal. Plus précisément, chez les adultes consommant le plus de plantes de la variété ailium, le risque de

développer un cancer colorectal est 79% plus faible que chez les adultes qui en consomment le moins. Une diminution du risque que l'on enregistre à la fois chez les hommes et chez les femmes.

Principal auteur de l'étude, le Dr Zhi Li, du First Hospital of China Medical University, pense que la consommation d'ail et d'oignon

diminue le risque de polypes colorectaux, des tumeurs bénignes qui peuvent dégénérer en cancer lorsqu'ils sont dits "adénomateux". Il reconnaît toutefois que les résultats méritent d'être approfondis car la prévention du risque de cancer colorectal dépend aussi du mode de préparation des aliments et de leurs nutriments.

MARS BLEU

LE DÉPISTAGE DU CANCER COLORECTAL EN QUESTIONS/RÉPONSES

Alors que le cancer colorectal est la deuxième cause de décès par cancer en France, le taux de dépistage reste encore trop faible.

Entre 2018 et 2019, seuls 30,5% de la population cible s'est fait dépister du cancer colorectal. En 2018, plus de 17 000 décès lui étaient attribués et 43 000 nouveaux cas étaient enregistrés. La moyenne d'âge du côté des hommes et de 71 ans. Les deux sexes sont presque équitablement touchés. Le dépistage pourrait, selon l'Institut national du cancer, éviter 6 500 décès par an. Mais comment se passe le dépistage ? D'abord, il est important de rappeler que le dépistage du cancer colorectal s'adresse à toute personne, homme ou femme, entre 50 et 74 ans. Il n'est pas nécessaire d'avoir des antécédents, un mauvais mode de vie ou encore d'attendre de voir se développer des symptômes pour se faire dépister.

GRATUIT ET INDOLORE

L'accès au dépistage est gratuit et facile. Dès 50 ans, tous les deux ans, vous recevez un kit de dépistage par la poste. Celui-ci contient un tube, un bâtonnet de prélèvement qui permettra de récolter des selles, et une enveloppe timbrée. Il est sans douleur et sans rendez-vous médical. Les recommandations européennes estiment qu'il faudrait un minimum de 45% de dépistage sur la population cible chaque année. Cela s'explique : le cancer colorectal peut s'éviter facilement et être très bien soigné au stade précoce. Il commence souvent par une tumeur bénigne, appelée polype, qui met 5 à 10 ans avant de se transformer en cancer.

LES BIENFAITS DU RÉGIME MÉDITERRANÉEN

En fait, les aliments raffinés (pâtes et pains blancs) et industriels à base d'acides gras trans (pâtisseries, céréales, gâteaux) entraînent un mécanisme inflammatoire et l'accumulation du stress oxydatif (agressions chimiques de notre organisme). Ils seraient aussi responsables d'asthmes, de rhumatismes et de diabètes.

Toutefois, le tableau n'est pas tout noir. Le processus peut être inversé à l'aide d'une meilleure alimentation. Il est ainsi conseillé de favoriser des repas riches en fruits, légumes, oléagineux, oméga 3 et céréales complètes, soit le régime méditerranéen. De précédentes recherches avaient déjà montré que ce dernier était un bon moyen de prévenir la maladie, puisqu'il réduit de moitié le risque de développer des polypes.

Le cancer du côlon est le quatrième cancer le plus meurtrier dans le monde. En France, il s'agit du troisième cancer le plus fréquent chez l'homme et le second chez la femme. Il a tué 17 000 Français en 2018. Pourtant, dépistés à temps, 90 % des cas pourraient guérir. Mais le dépistage reste insuffisant.



L'homme et le deuxième le plus courant chez la femme. La même année 43 300 cas étaient détectés. S'il est légèrement plus fréquent chez les hommes, il est aussi très présent chez les femmes. En 2018, 23 200 cas étaient des hommes, et 20 100 cas des femmes.

En quoi consiste-t-il ?

Le cancer colorectal consiste en une tumeur maligne de la muqueuse du côlon ou du rectum, selon le site Ameli. Ces deux parties constituent le gros intestin. On estime que 40% des cancers touchent le rectum, et 60% le côlon. Dans 60% à 80% des cas, cela commence par un polype, soit une tumeur bénigne. Si on ne retire pas ce polype, il peut se transformer en cancer sous 5 à 10 ans.

Quels sont les facteurs de risques du cancer colorectal ?

Le cancer colorectal est le deuxième cancer le plus fréquent chez l'homme et le deuxième le plus courant chez la femme. La même année 43 300 cas étaient détectés. S'il est légèrement plus fréquent chez les hommes, il est aussi très présent chez les femmes. En 2018, 23 200 cas étaient des hommes, et 20 100 cas des femmes.

L'âge, tout d'abord, passé 50 ans. Puis le mode de vie : alimentation riche en viande et charcuterie, pauvre en fibres, grande consommation d'alcool, surpoids ou obésité, tabagisme et sédentarité. L'hérédité ou encore d'autres maladies comme Crohn et la rectocolite hémorragique peuvent le favoriser.

A qui s'adresse le dépistage ?

Il n'y a pas besoin d'avoir des antécédents de cancers colorectaux pour se faire dépister. La population cible concerne toute personne, homme ou femme, entre 50 et 74 ans. N'attendez pas d'avoir des symptômes pour l'effectuer.

Quel est le taux de dépistage ?

Les recommandations européennes préconisent un taux minimum de 45%. En réalité, seule 30,5% de la population cible s'est fait dépister sur la période 2018-2019 selon Santé

Publique France. Il doit être effectué tous les deux ans. Toutes les personnes sur la tranche d'âge cible reçoivent un courrier d'invitation au dépistage une année sur deux.

Comment se passe le dépistage ?

L'objectif du dépistage du cancer colorectal est de détecter du sang occulte dans les selles. Il se réalise de façon très simple, chez soi. Il suffit de prélever, grâce à un bâtonnet spécial, un peu de selles, de le replacer dans un tube hermétique et de l'envoyer au laboratoire de biologie médicale. L'enveloppe timbrée, ainsi que le kit, sont fournis.

Comment se soigne le cancer colorectal ?

Si les campagnes de dépistage sont si régulières, c'est parce que ce cancer se soigne très bien s'il est dépisté à temps. 90% des cas sont guérissables au stade précoce.

CANCER COLORECTAL : LES ORGANOÏDES AU SECOURS DES MALADES

Un essai clinique mené par l'Institut Gustave Roussy propose une nouvelle piste dans la recherche de traitements contre le cancer colorectal. Mieux comprendre la tumeur pour mieux l'attaquer. Voici l'idée de cet essai clinique mené par Fanny Jaulin directrice de l'équipe "Invasion collective" dans l'unité Inserm U1279 de l'Institut Gustave Roussy. Pour traiter le cancer colorectal, l'équipe de chercheurs crée un organoïde de la tumeur. Si la technique est déjà utilisée en recherche, il s'agit d'une première dans les cancers digestifs.

"Un organoïde est une copie 3D de la tumeur d'un patient réalisée à partir d'un prélèvement. Cet avatar miniature de cancer reproduit ses particularités : caractéristiques biologiques, résistances aux traitements, reflet de l'histoire thérapeutique des patients..." L'objectif ? Trouver de nouvelles réponses thérapeutiques au cancer du côlon, qui peut être très bien traité par la chimie s'il est dépisté assez tôt mais qui devient compliqué à prendre en mains une fois métastase. La chercheuse explique que les cancers digestifs "n'ont pas vraiment bénéficié des deux révolutions

thérapeutiques récentes en oncologie que sont l'immunothérapie et la médecine de précision.

Certains patients se retrouvent très vite dans une impasse thérapeutique difficilement acceptable car ils sont souvent encore en état de recevoir d'autres traitements."

UN CHIMIOGRAMME SUR MESURE

Les patients pourront faire partie de l'étude lorsqu'ils atteindront la dernière ligne du traitement standard. A partir de là, des organoïdes de leurs tumeurs seront fabriqués et 26 médicaments de chimiothérapie conventionnelle ou de chimiothérapie ciblée seront testés sur les avatars de tumeurs. Cela permettra d'établir un chimiogramme sur mesure, entre trois et six semaines après la biopsie de la tumeur.

Mieux comprendre comment fonctionne la tumeur et à quoi elle réagit permettra d'ouvrir les possibilités de traitements pour les malades. Le but est ensuite de pouvoir élargir ces tests sur 39 molécules pour davantage d'options thérapeutiques, et de "coupler au chimiogramme un séquençage



moléculaire tumoral exhaustif afin de comprendre quelles anomalies génétiques sont éventuellement associées à la réponse aux traitements" précise Fanny Jaulin.

SAHARA OCCIDENTAL

Le Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui plaide pour l'autodétermination

Le président du Comité national algérien de solidarité avec le peuple sahraoui (CNASPS), Saïd Layachi, également membre de l'Eucoco, a plaidé lundi à Alger pour l'impératif de permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination, conformément à la légalité internationale, insistant sur la mobilisation de la société civile pour la sensibilisation à la justesse de cette cause.

Lors d'une conférence de presse au terme d'une réunion du Forum diplomatique de solidarité avec le peuple sahraoui, tenue au siège de l'ambassade de l'Afrique du Sud, M. Layachi a affirmé que la question sahraouie bénéficiait du soutien de plusieurs Etats et gouvernements, ce qui confirme la légitimité du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

L'appui apporté par les peuples et les sociétés civiles, appelés aujourd'hui plus que jamais à accompagner le peuple sahraoui dans son combat, est tout aussi important, a souligné le responsable.

Et de rappeler que le Mouvement de solidarité internationale avec le peuple sahraoui s'engage à assurer l'application du droit international et des résolutions du Conseil de sécurité, lesquels garantissent le droit des peuples à l'autodétermination, et à leur tête le peuple sahraoui.

Dans ce contexte, M. Layachi a mis en avant le rôle efficace de l'Algérie dans ce Mouvement, démontrant comment cette instance se déploie sur 4 fronts, pour appuyer la lutte sahraouie pour la libé-



ration, à savoir : la politique et la communication, les droits de l'Homme et les décrets politiques, les richesses naturelles et l'édification de l'Etat sahraoui.

Il a également souligné le rôle et l'importance des médias qui sont appelés à réaliser ces axes, sensibiliser et faire connaître la cause sahraouie, faire entendre la voix du peuple sahraoui dans le monde et riposter aux attaques du Maroc qui bénéficie du soutien du lobby sioniste dans la promotion de ses mensonges, bien que toutes les lois confir-

ment que le régime du Makhzen n'a aucune souveraineté sur le Sahara occidental.

Il a affirmé, à ce titre, que la position de soutien de l'Algérie à la cause sahraouie était fondée sur la légalité internationale et les principes de la Révolution du 1er novembre, et que l'Algérie ne fait pas partie du conflit, comme veut le faire croire le Makhzen, indiquant que l'Algérie soutient tous les mouvements de libération de par le monde.

M. Layachi a aussi dénoncé les violations par l'occupation

marocaine des droits de l'homme dans les villes occupées, soulignant que les rapports internationaux documentent ces violations, à l'instar de celles perpétrées par les forces de répression marocaines contre la militante sahraouie Sultana Khaya. Enfin, il a appelé à l'application des décisions judiciaires concernant l'arrêt du pillage des richesses du peuple sahraoui, exhortant l'ONU à appliquer le droit international et à permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination.

AFRIQUE DU SUD-SAHARA OCCIDENTAL

L'Afrique du Sud pour le règlement de la question sahraouie dans le respect des principes de l'UA et la légalité internationale

Le chargé d'affaires à l'ambassade d'Afrique du Sud en Algérie, Patrick Rankhumise, a réitéré la position de son pays en faveur du règlement de la question du Sahara occidental conformément à l'Acte constitutif de l'Union africaine (UA) et à la légalité internationale.

Lors d'une conférence de presse animée lundi au siège de l'Ambassade d'Afrique du Sud en Algérie, M. Rankhumise a relevé l'attachement de son pays à «l'impérative résolution des questions sensibles, en tête desquelles, la question du Sahara occidental au sein du continent africain, et ce, conformément à l'Acte constitutif de l'UA».

Il a exprimé, en outre, l'attachement de son pays à sa position «en faveur de la recherche d'une solution permanente à

la question du Sahara occidental au niveau des organes de l'ONU conformément aux résolutions de la légalité internationale».

Pour rappel, l'Afrique du Sud avait réitéré récemment, à travers son président Cyril Ramaphosa, son soutien à l'autodétermination des peuples de la Palestine et du Sahara Occidental, lequel demeure un pilier central du travail du gouvernement sud africain, en faveur d'un ordre mondial juste.

Par ailleurs, le diplomate sud-africain a souligné que «la politique de l'entité sioniste s'oppose aux valeurs de l'acte constitutif de l'UA», faisant allusion aux «tentatives de cette entité d'accéder au sein de cette instance continentale en tant qu'observateur avant la suspension de la décision».

«L'adhésion à l'UA doit être soumise aux conditions de l'acte constitutif comme c'était le cas avec tous les pays membres de l'organisation», a mis en avant M. Patrick Rankhumise.

Le chargé d'affaires à l'ambassade a souligné que Pretoria était parmi les parties ayant rejeté fermement la décision du président de la commission de l'UA, Moussa Faki d'octroyer à l'entité sioniste le statut de membre observateur au sein de l'UA.

La décision a été suspendue, lors du dernier sommet de l'UA tenue les 5 et 6 février à Addis-abeba.

Une commission de sept pays dont l'Algérie a été constituée pour formuler des recommandations à l'UA concernant cette question.

ONU-MALI-FRANCE

Réunion du Conseil de sécurité de l'ONU sur le Mali, demandée par la France

Le Conseil de sécurité de l'ONU devrait tenir mardi une réunion informelle à huis clos sur le Mali à la demande de la France qui souhaite expliquer à ses membres ses décisions de retrait des opérations française Barkhane et européenne Takuba, selon des diplomates.

L'impact des décisions françaises sur la mission de Casques bleus de l'ONU au Mali (Minusma) sera aussi abordé lors de cette session organisée sous la présidence

de la Russie, en charge de la direction tournante du Conseil de sécurité en février, selon les mêmes sources.

La France a annoncé jeudi le retrait sur «4 à 6 mois» du Mali de la force française Barkhane et de l'unité européenne Takuba.

Selon des diplomates, le retrait français pourrait conduire des contingents européens participant à la Minusma, comme l'allemand ou le britannique, à engager aussi

leur départ. Le retrait français ne doit «pas saper la Minusma», a estimé un diplomate s'exprimant sous couvert d'anonymat.

Après juin, la mission de paix de l'ONU «restera présente» au Mali, a-t-il estimé, tout en soulignant qu'elle devra «s'adapter» au retrait des forces françaises de ce pays.

Vendredi, le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, interrogé sur cet impact, avait indiqué qu'il était «clair» que

le retrait français «modifiera le paysage sécuritaire» au Mali et précisé qu'il était en cours d'examen à l'ONU.

«Nous continuerons à travailler avec les autorités pour essayer de remettre une transition sur les rails selon un calendrier acceptable, et pour solidifier les accords de paix», avait-il ajouté.

Le nombre total de casques bleus servant au sein de la Minusma était fin décembre de 14.163, selon l'ONU.

LIBYE

Le Premier ministre annonce des élections législatives

Le Premier ministre libyen Abdelhamid Dbeibah a réaffirmé lundi qu'il ne céderait le pouvoir qu'à un gouvernement élu, et annoncé des élections législatives avant fin juin.

Dans un discours télévisé lundi soir, M. Dbeibah a lancé une diatribe contre la «classe politique hégémonique» et en particulier le Parlement. Il a annoncé une nouvelle feuille de route politique qui doit débiter par la tenue d'élections législatives «au plus tard le 24 juin», date marquant la fin du processus politique parrainé par l'ONU.

C'est dans le cadre de ce processus que M. Dbeibah avait été désigné il y a un an à la tête d'un gouvernement intérimaire, après des années de guerre et de divisions, pour mener la transition en organisant des élections présidentielle et législatives initialement prévues en décembre dernier.

Mais des querelles persistantes ont entraîné le report, sine die, du double scrutin sur lequel la communauté internationale fondait de grands espoirs pour enfin stabiliser le pays et en finir avec les ingérences étrangères.

Dans son discours lundi, M. Dbeibah a assuré que les législatives seraient suivies par l'élaboration d'une Constitution, laquelle fixerait la base juridique de l'élection présidentielle, dont la date n'a pas été précisée. Le Premier ministre en exercice serait alors «prêt à renoncer à sa candidature» à la présidentielle, a-t-il promis.

SOUDAN

Reprise des manifestations sur fond de visite de l'expert de l'ONU sur les droits de l'homme

Les manifestations réclamant le retour au pouvoir civil et la libération des prisonniers politiques ont repris lundi au Soudan, coïncidant avec la visite d'un expert des Nations Unies sur les droits de l'homme dans ce pays.

Des milliers de manifestants se sont rassemblés à la station de bus de Sharwani, la plus fréquentée de Khartoum, la capitale du pays, avant de défilier en direction de la place Républicaine, tandis que des milliers de personnes se sont également rassemblées dans les villes de Bahri et d'Omdurman, brandissant des photos des martyrs et des détenus, selon des témoins oculaires.

L'expert des Nations Unies sur les droits de l'homme au Soudan, Adama Dieng, est actuellement en visite dans ce pays jusqu'à jeudi.

Ce voyage était à l'origine prévu le mois dernier, mais il a été reporté à dimanche à la demande des autorités soudanaises.

Dimanche, l'Alliance des forces de la liberté et du changement, ex-parti au pouvoir, a appelé dans un communiqué à une campagne nationale pour libérer tous les détenus politiques, dont le nombre est estimé à plus de 200.

Plus tôt ce lundi, les autorités soudanaises ont libéré 36 détenus d'une prison au sud de la capitale, a rapporté le Comité des avocats soudanais sur sa page Facebook, précisant que les personnes libérées étaient des prisonniers politiques arrêtés en relation avec les manifestations récentes.

Le comité a estimé que cette manœuvre «vise à abuser l'expert des Nations Unies sur les droits de l'homme, en visite».

Le Soudan est en proie à une crise politique depuis la décision du général Abdel Fattah Al-Burhan des forces armées soudanaises le 25 octobre de déclarer l'état d'urgence et de dissoudre le conseil souverain et le gouvernement.

ONU-UKRAINE-RUSSIE

Large condamnation à l'ONU des actions de la Russie à l'égard de l'Ukraine

L'ONU et une majorité de membres du Conseil de sécurité de tous les continents, Etats-Unis en tête, ont dénoncé lundi lors d'une réunion d'urgence à New York la décision de la Russie de reconnaître l'indépendance des républiques sécessionnistes de l'est de l'Ukraine, comme celle de «déployer des troupes russes» dans cette région.

La désignation de l'armée russe, par le président Vladimir Poutine, en «force de maintien de la paix» pour justifier son entrée dans les territoires séparatistes de l'est de l'Ukraine, est «un non-sens», a déclaré l'ambassadrice des Etats-Unis aux Nations Unies Linda Thomas-Greenfield.

Le président Poutine «a annoncé depuis qu'il allait déployer des troupes russes dans ces régions.

Ils les appellent des forces de maintien de la paix. C'est un non-sens. Nous savons ce qu'elles sont vraiment», a fustigé la diplomate américaine.

La secrétaire générale adjointe de l'ONU pour les Affaires politiques, Rosemary DiCarlo, avait au préalable vivement «regretté» les décisions et actions de la Russie.

«Les prochaines heures et jours seront critiques.

Le risque de conflit majeur est réel et doit être évité à tout prix», a-t-elle réclamé lors de la réunion organisée à la demande notamment des Occidentaux.

Plusieurs membres du Conseil de sécurité ont fait part de leur condamnation des derniers développements,



à l'instar de la France, de la Norvège ou de l'Irlande, dont l'ambassadrice, Geraldine Byrne Nason, a vivement critiqué Moscou.

«Les actions unilatérales de la Russie ne font qu'exacerber les tensions», a-t-elle lancé.

«Qui est le prochain» à devoir être envahi?, s'est interrogé de son côté l'ambassadeur albanais, Ferit Hoxha, en condamnant «une rupture du droit international».

Son homologue indien, T.S. Tirumurti, a fait part «de sa profonde inquiétude» et a appelé «à la retenue de toutes

les parties», tandis que l'ambassadrice britannique, Barbara Woodward, exigeait de la Russie qu'elle fasse «marche arrière» et que le Brésiland mandait «un cessez-le-feu immédiat» dans l'est de l'Ukraine.

«Cette action» d'entrer militairement dans l'est de l'Ukraine «et cette annonce» «portent atteinte à l'intégrité territoriale de l'Ukraine», a affirmé l'ambassadeur du Kenya, Martin Kimani.

«Le Kenya est sérieusement préoccupé», a-t-il ajouté. «Aujourd'hui, la menace ou l'usage

de la force contre l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de l'Ukraine a été affecté», a dénoncé le diplomate kenyan.

Le Ghana, les Emirats arabes unis ont aussi critiqué la Russie, réclamant «désescalade» et «retenue».

Deux décrets du président russe, signés après une allocution télévisée, reconnaissent les «républiques populaires» de Donetsk et Lougansk et demandent au ministère de la Défense que «les forces armées de la Russie (y compris) les fonctions de maintien de la paix».

UKRAINE

Moscou «prête» toujours aux négociations avec Blinken

La Russie a assuré mardi être toujours «prête» aux négociations avec le secrétaire d'Etat américain Antony Blinken, qui doit rencontrer jeudi à Genève son homologue russe Sergueï Lavrov, après la reconnaissance par Moscou des régions séparatistes ukrainiennes prorusses. «Même aux moments les plus difficiles... nous sommes prêts à nous sommes prêts au processus de négociations, c'est pourquoi notre position

est restée la même (...). Nous sommes toujours pour l'utilisation de la diplomatie», a déclaré la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, dans des commentaires diffusés sur Youtube. Le président russe Vladimir Poutine a reconnu lundi l'indépendance des Républiques populaires de Donetsk et de Lougansk (DNR et LNR), régions séparatistes ukrainiennes pro-

russe, et ordonné aux troupes russes d'entrer dans ces territoires, en défiant les Occidentaux dont les relations avec Moscou traversent la pire crise depuis la fin de la Guerre froide en raison de la situation autour de l'Ukraine. Peu avant cette décision de Poutine, M. Lavrov a annoncé qu'il allait s'entretenir avec M. Blinken jeudi à Genève pour tenter de désamorcer la crise russo-occidentale.

ONU

Des expertes de l'Onu dénoncent les attaques en ligne contre une journaliste indienne

Des expertes des Nations unies ont appelé le gouvernement indien à faire cesser les «attaques misogynes et sectaires» subies par une journaliste indienne musulmane sur internet et demandent qu'une enquête soit diligentée.

«Les autorités indiennes doivent mener une enquête rapide et approfondie sur les attaques incessantes, misogynes et sectaires, dont est victime la journaliste Rana Ayyub sur Internet», ont appelé lundi dans un communiqué, Irène Khan, rapporteure spéciale sur la liberté d'opinion et d'expression, et Mary Lawlor, rapporteure spéciale sur la situation des défenseurs des droits humains. Les rapporteures spéciales indépendantes, qui ne s'expriment pas au nom des Nations unies mais sont uniquement mandatées pour établir un rapport destiné à l'organisation mondiale, ont précisé que Rana Ayyub était «victime d'une intensification



des attaques et des menaces en ligne par des groupes nationalistes hindous d'extrême droite». Selon les expertes, les attaques subies par Rana Ayyub, 37 ans, journaliste d'investigation indépendante, collaborant notamment avec le Washington Post, sont liées à ses reportages sur «les problèmes affectant les minorités musulmanes» et ses commentaires «sur la récente interdiction de port du voile dans les écoles et les collèges (dans

l'Etat méridional) du Karnataka». Rana Ayyub est l'auteur d'un livre dans lequel elle accuse le Premier ministre Narendra Modi d'avoir été complice de violences sectaires meurtrières au Gujarat en 2002, alors qu'il était Premier ministre de l'Etat, ce dont il a été blanchi. Les expertes soulignent que le gouvernement indien n'a ni condamné ni diligencé «d'enquête appropriée» et qu'au contraire Rana Ayyub est soumise par les autorités

indiennes à un «harcèlement juridique». Le compte bancaire et d'autres avoirs de la journaliste ont été gelés à deux reprises. «Non seulement le gouvernement manque à son obligation de la protéger en tant que journaliste, mais il contribue également, par ses propres enquêtes sur Mme Ayyub, à aggraver sa situation périlleuse», estiment les expertes. Le gouvernement de M. Modi est accusé par des défenseurs des droits et des journalistes de chercher à faire taire les critiques. Le 11 février, l'organisation internationale de défense de la liberté de l'information Reporters sans frontières (RSF) a appelé «le bureau du Premier ministre Narendra Modi à mettre un terme à cette grossière campagne d'intimidation contre Rana Ayyub, qui n'a que trop duré.

Il en va de la crédibilité de l'Etat de droit en Inde qui, à travers cette affaire, est tristement piétiné».

YÉMEN

Une attaque de drone lancée par les Houthis du Yémen fait 16 blessés dans un aéroport saoudien

Au total, 16 personnes ont été blessées lors d'une attaque de drone lancée par la milice houthite du Yémen contre l'aéroport du Roi Abdallah dans la ville frontalière de Jazan, en Arabie saoudite, a annoncé lundi la coalition dirigée par l'Arabie saoudite, qui intervient militairement au Yémen.

Bien qu'il ait été intercepté, le drone a tout de même eu le temps de faire plusieurs blessés, dont trois blessés graves parmi les voyageurs qui se trouvaient dans l'aéroport, selon un tweet de l'agence de presse étatique saoudienne.

La coalition a promis de lancer une vaste opération militaire pour dissuader la milice houthite de commettre d'autres actes hostiles.

Le 10 février, douze civils de différentes nationalités ont déjà été blessés dans une attaque similaire contre l'aéroport international d'Abha en Arabie saoudite.

La milice houthite lance fréquemment des attaques de drones et de missiles dans les zones frontalières saoudiennes proches du Yémen, en représailles à l'intensification des frappes aériennes du royaume contre ses installations.

La plupart des attaques ont été déjouées avant d'atteindre leurs cibles, selon la coalition.

AFGHANISTAN

Aide d'urgence de l'UNICEF pour maintenir l'accès à l'éducation

Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) vient d'annoncer un soutien d'urgence aux enseignants en Afghanistan dans le but de maintenir l'accès à l'éducation à des millions de garçons et filles de ce pays d'Asie du Sud.

«Après des mois d'incertitudes et de difficultés pour de nombreux enseignants, nous sommes heureux d'étendre le soutien d'urgence aux enseignants des écoles publiques en Afghanistan qui n'ont épargné aucun effort pour que les enfants continuent à apprendre», a indiqué l'UNICEF dans un communiqué.

Financée par l'Union européenne, cette aide bénéficiera à 194.000 enseignants et enseignantes à raison de 100 dollars par mois chacun, a précisé la même source, ajoutant que ces enseignants n'ont pas été payés depuis six mois, notamment dans des écoles primaires et secondaires publiques, des institutions techniques et professionnelles et des centres de formation des enseignants.

L'agence onusienne a émis le souhait que ce programme permette de maintenir le fonctionnement du système éducatif dévasté du pays pendant au moins les deux prochains mois.

Les salaires des enseignants n'ont pas été versés pendant des mois alors que le pays est plongé dans une crise économique due aux sanctions imposées par certains gouvernements au pouvoir Taliban en place depuis août dernier, indique l'ONU.

Outre ce programme spécial d'aide d'urgence, l'UNICEF renforce le système éducatif afghan en soutenant l'éducation communautaire, la distribution de matériel d'enseignement et d'apprentissage et la formation des enseignants, en particulier des enseignantes.

Pour financer ses opérations en Afghanistan et pouvoir continuer à soutenir les enseignants des écoles publiques, l'agence onusienne a besoin de 250 millions de dollars supplémentaires. La semaine dernière, les Nations unies et le Royaume-Uni ont annoncé l'organisation en mars prochain d'un sommet virtuel visant à mobiliser quelque 4,4 milliards de dollars pour faire face à la crise humanitaire en Afghanistan.

CASBAH D'ALGER

Un taux d'avancement de 65% sur sept projets de restauration

Les opérations de restauration, en cours sur sept projets de réhabilitation de palais, monuments et bâtisses historiques du secteur sauvegardé de la Casbah d'Alger enregistrent un taux d'avancement global de 65%, a-t-on appris auprès de la Direction des équipements publics (DEP) de la Wilaya d'Alger, en charge du dossier Casbah.

Dans un entretien à l'APS, l'architecte Fatma Larbi, responsable au niveau de la DEP, a indiqué que les projets en cours concernent les sites du Palais du dey, le Palais des beys et la poudrière, tous trois situés dans la citadelle d'Alger, en plus du palais Hassan Pacha jouxtant la mosquée Ketchaoua, la mosquée El Berrani et deux douiret mitoyennes et des bâtisses historiques au 7, rue des frères Slimani.

La DEP a également initié des interventions d'urgence afin de stopper la dégradation et éviter le risque d'effondrement de certaines bâtisses.

Fatma Larbi a précisé que les taux d'avancement enregistrés dans citadelle d'Alger, déjà partiellement ouverte aux visiteurs, étaient de 65% au Palais du dey, 47% au Palais des beys et de 98% au niveau de la poudrière qui devrait être prête dans les prochains jours.

L'avancement des travaux est de l'ordre de 50% dans la mosquée El Berrani et les deux bâtisses mitoyennes, de 65% dans le palais Hassan Pacha, 75% dans les maisons historiques de la rue des frères Slimani, et de 30% pour les travaux d'urgence entamés dans 22 douiret et demeures de l'époque coloniale.

Selon l'architecte des projets ont également été finalisés à 100% à savoir, la mosquée du dey dans la citadelle et la maison historique de la famille Bouhired et trois bâtisses mitoyennes en plus de travaux de canalisation et de câblage électrique souterrain.

Elle précise, par ailleurs, que l'enveloppe financière globale pour la réalisation des opérations de restauration attribuées à la DEP, et

qui couvre 11 projets dans un premier temps, et 33 autres comme seconde phase, s'élève à 23 milliard de dinars.

Les études de 33 bâtisses historiques et culturelles en cours de finalisation

Sur le plan des études préalables, l'architecte Fatma Larbi a indiqué que les dossiers de la seconde phase de restauration, qui compte 25 projets enregistre un avancement de 88% réparti sur 33 bâtisses historiques et culturelles dans le secteur sauvegardé de la Casbah d'Alger, dont les avis d'appel d'offre et cahiers des charges seront bientôt finalisés.

Elle précise que cinq mosquées sont concernées par ce programme, Djamaâ Essafir, Djamaâ Sidi Abdallah, Djamaâ Sidi Ben Ali, Djamaâ Fares et Djamaâ Sidi Mhamed Cherif en plus de sept bâtisses connues à l'image de Dar Essouf, Dar Essadaqa, le palais Dar Khedaoudj, Hammam Sidna, le Palais Ahmed Pacha ou encore Dar El Hamra.

L'architecte rappelle cependant la complexité de ces dossiers et des chantiers qui doivent prendre en considération la fragilité des bâtisses et leurs connexions, le manque de main d'oeuvre qualifiée ou encore l'absence des propriétaires des lieux.

Fatma Larbi confie également que ces opérations permettent souvent des découvertes fortuites d'objets «potentiellement archéologiques» qui nécessitent une attention particulière et une prise en charge prudente pour les confier aux spécialistes.

L'îlot Bouhired, un ensemble de quatre maisons, restauré

L'îlot Bouhired, un ensemble de quatre maisons comprenant la demeure historique de la famille Bouhired M'barek dans la Casbah d'Alger, un haut lieu historique qui a servi de refuge à des figures emblématiques de la guerre de libération nationale, a été complètement restauré et réhabilité après plus de quatre ans de travaux.

Première opération réceptionnée de restauration d'un cœur d'îlot dans le secteur sauvegardé de la Casbah d'Alger, a été mené à bien par l'agence d'architecture et patrimoine "Mehdi Ali-Pacha", engagé par la Direction des Équipements Publics (DEP) de la wilaya d'Alger pour sauvegarder et transmettre aux générations futures ce riche patrimoine historique.

Cette belle demeure à patio, sise au 3, impasse Lavoisier à la Casbah d'Alger, propriété de la famille Bouhired M'barek, a été le théâtre de hauts faits d'armes pendant la guerre de libération, et qui a vu défilier les Djamilia Bouhired, Hassiba Ben Bouali, Larbi Ben M'hidi, Ali Amar, dit Ali la Pointe, Zohra Drif, Yacéf Saâdi et tant d'autres pouches réfugiés dans des cachettes bien dissimulées dans les maçonneries.

Situées non loin de djamaâ Fares et accessible depuis la rue Amar Ali et la rue Ibrahim Fatah, ces quatre maisons étaient dans un état de dégradation très avancé particulièrement au niveau des structures. Les bâtisses de la Casbah

s'appuyant les unes aux autres et se caractérisant par un enchevêtrement des structures il a été jugé nécessaire de restaurer les trois bâtisses mitoyennes pour sauver la demeure historique.

Ces maisons, dont une partie située à l'impasse Silène a subi le réaligement du génie militaire colonial qui a amputé une partie des bâtisses pour plaquer une façade coloniale, présentaient de sérieux problèmes de structure, des murs affaiblis, des effondrements, des voûtes disloquées ont nécessité des travaux de consolidations conséquents et lourds nécessitant de gros moyens et énormément de matière grise pour stopper, en premier lieu, la dégradation", explique l'architecte Mehdi Ali-Pacha.

Après le confortement et le sauvetage des structures, l'entreprise s'est attelée à un tout autre type de restauration, bien plus proche de l'artisanat, restaurer la céramique, les plâtres, les colonnes, le marbre ou encore les boiseries de ses maisons.

L'architecte confie, par ailleurs, que le chantier a été très affecté, lui-aussi, par la pandémie de Covid-19 et son impact.

Des matériaux locaux et des artisans algériens

Pour ce premier chantier en cœur d'îlot, Mehdi Ali-Pacha assure que tous les matériaux utilisés, allant de la brique aux boiseries, sont produits en Algérie dans diffé-

rentes régions du pays.

Il indique également avoir donné la priorité aux artisans de la Casbah d'Alger dans un souci de proximité et d'encaissement à l'image du dinandier Saïd Admane, installé dans ce même quartier, et chargé de réparer et confectionner toutes les pièces en cuivre du chantier.

L'entreprise a également fait appel à de nombreux ateliers de céramique installés dans la Casbah et quelques autres artisans de la capitale pour assurer des reproductions faites à la main des céramiques d'origines.

La commande de boiserie qui était également assez conséquente a été réalisée par un artisan établi à Tlemcen en respectant les procédés de l'ébénisterie d'époque.

Dans cet îlot, réceptionné en octobre dernier, le résultat se rapproche simplement de la renaissance de ruines menaçantes par leurs murs ébranlés et étayés par des poutre en bois ou en métal, à de belles demeures mauresques ou mixtes, solides, authentiques et arborant fièrement une nouvelle parure de céramique, de marbre, de boiserie et même un mobilier.

Pour l'architecte, qui est déjà sur d'autres projets dans ce site patrimoine mondial de l'humanité, ce premier îlot représente un message d'espoir pour dire qu'il est possible d'avancer et de restaurer la Casbah d'Alger et d'autres sites similaires".

APS



Taux d'avancement des projets de restauration et des études préalables

Les opérations de restauration, en cours sur sept projets de réhabilitation de palais, monuments et bâtisses historiques du secteur sauvegardé de la Casbah d'Alger enregistrent un taux d'avancement global de 65%, selon la Direction des équipements publics (DEP) de la Wilaya d'Alger, en charge du dossier Casbah.

Taux d'avancement des projets en cours:

- Palais du dey (citadelle d'Alger): 65%
- Palais des beys (citadelle d'Alger): 47%
- Poudrière (citadelle d'Alger): 98%
- Mosquée El Berrani et les deux bâtisses mitoyennes: 50%
- Palais Hassan Pacha: 65%
- Immeubles n 7 et 7 bis de la rue des frères Ouslimani: 75%
- Travaux d'urgence entamés: 30%

Taux d'avancement des projets en phase d'étude

- Djamaâ Essafir: 95%
- Djamaâ Sidi Abdallah: 95%
- Djamaâ Sidi Ben Ali: 95%
- Djamaâ Ben Fares: 95%
- Djamaâ Sidi Mhamed Cherif: 95%
- Palais Dar Essouf et Dar Essadaqa: 85%
- Palais Dar Ahmed Pacha: 80%
- Ex siège de la daïra de Bab El Oued et du Palais Dar El Hamra: 95%.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE LAGHOUAT
DIRECTION DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS
CITE SASSI BOULAFAA WILAYA DE LAGHOUAT
NIF : 001303019002462

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DES MARCHES/CONVENTIONS

Conformément aux dispositions de l'article 65 du décret présidentiel N° 15/247 du 16 /09/ 2015 portant la réglementation des marchés publics et des délégations de service public ; la direction des équipements publics de la wilaya de Laghouat informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N°: 32/2021 paru dans la presse **الوقائع** et DK NEWS du 05/01/2022 portant la réalisation d'une demi pension 200 rations au CEM MAHMOUD BEN AMMAR à LAGHOUAT, selon le tableau suivants:

La procédure d'évaluation et d'analyse des offres, faite conformément aux critères prévus dans le cahier des charges, a donné les résultats suivants :

Intitulé de l'Opération: étude, suivi, Réalisation et équipement d'une demi-pension type 200 rations au CEM MAHMOUD BENOMAR à Laghouat

N° Opération: NE 5.623.3.262.103.20.03

Projet	Entreprise retenue et NIF	Montant après vérification	Délais	Obs.
a réalisation d'une demi pension 200 rations au CEM MAHMOUD BEN AMMAR à LAGHOUAT	OUARNOUGH ABDELGHAN 192031900811165	14.547.286,61 DA	04 MOIS	Moins Disant

- les soumissionnaires ont un délai de dix (10) jours à partir de la première parution du présent avis pour s'adresser à monsieur le président de la commission des marchés publics de la wilaya de Laghouat pour éventuels recours.
- Les soumissionnaires ont un délai de 03 Jours à partir de la première parution du présent avis pour se rapprocher de la direction des équipements publics (service équipement) de la wilaya de Laghouat afin de prendre connaissance des résultats d'évaluation de leurs offres technique et financière.

TECHNOLOGIE

La Chine, principal déposant de demandes internationales de brevets en 2021



La Chine s'est classée en 2021 au premier rang mondial pour les demandes internationales de brevets, selon le site officiel de l'Administration nationale de la propriété intellectuelle de Chine.

C'est la troisième année consécutive que la Chine prend la première classe mondiale pour ces demandes de brevets déposées dans le cadre du Traité de coopération en matière de brevets (PCT), un accord international qui permet de demander simultanément la protection par brevet d'une invention dans un grand nombre de pays.

Le Traité est considéré comme une référence importante de la capacité d'innovation d'un pays.

Ainsi, TCL China Star Optoelectronics Technology Co, basée dans la zone de développement de haute technologie d'East Lake, également connue sous le nom d'Optics Valley of China, s'est classée 32e dans la liste des 50 premières entreprises

mondiales pour les demandes de brevet PCT.

Optics Valley est situé dans la ville de Wuhan, capitale de la province du Hubei en Chine centrale.

Les 12 autres entreprises basées en Chine figurant sur la liste comprenaient Huawei, Tencent, OPPO, VIVO et Xiaomi.

Un rapport de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle a montré qu'en 2018, TCL était 50e dans le classement.

La société serait également celle de Wuhan qui obtient le plus de brevets autorisés aux Etats-Unis.

TCL est également largement considéré comme un poids lourd dans le cluster industriel optique, circuits intégrés, écrans, terminaux et Internet du Hubei, avec

une valeur de mille milliards de yuans.

Elle mène des recherches et fabrique des panneaux d'affichage pour PC, ainsi que des écrans flexibles haute définition et des écrans pliables sur les téléphones mobiles.

En 2021, les 10 premières entreprises en termes de demandes de brevets dans la province du Hubei étaient toutes de Wuhan.

Les brevets liés à la technologie informatique représentaient la plus grande part du nombre total de brevets, suivis de ceux liés aux communications numériques, aux technologies médicales, aux machines électriques.

L'année dernière, la province du Hubei a déposé 1.691 demandes de brevets internationaux PCT.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE
L'URBANISME ET DE LA VILLE

Office de Promotion et de Gestion
Immobilière de Tissemsilt

MISE EN LOCATION PAR ADJUDICATION DU DROIT AU BAIL LES LOCAUX À USAGE COMMERCIAL

L'OPGI de Tissemsilt met en location, par adjudication du droit au bail, **Soixante et Un (61)** locaux à usage commercial, implantés à travers la wilaya de Tissemsilt, dont la répartition et la mise à prix dont fixées comme suit :

1^{er} Appel d'avis d'adjudication

Commune de Tissemsilt Cité 500 Logts Ain Iourant

N°	Bloc	N° Local	Superficie	cout/m ²	Mise à prix	Loyer Mensuel	Caution de
			m ²		(DA) H.T	H.T	
1	1	1	38,78	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
2		2	48,17	35 000,00	1 615 950,00	4 617,00	161 595,00
3		3	48,17	35 000,00	1 615 950,00	4 617,00	161 595,00
4		4	38,78	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
5	2	1	38,98	35 000,00	1 294 300,00	3 698,00	129 430,00
6		2	48,62	35 000,00	1 701 700,00	4 862,00	170 170,00
7		3	38,70	35 000,00	1 284 500,00	3 670,00	128 450,00
8		4	30,68	35 000,00	1 073 800,00	3 068,00	107 380,00
9	13	1	38,98	35 000,00	1 294 300,00	3 698,00	129 430,00
10		2	48,62	35 000,00	1 701 700,00	4 862,00	170 170,00
11		3	38,70	35 000,00	1 284 500,00	3 670,00	128 450,00
12		4	30,68	35 000,00	1 073 800,00	3 068,00	107 380,00
13	14	1	38,78	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
14		2	48,17	35 000,00	1 615 950,00	4 617,00	161 595,00
15		3	48,17	35 000,00	1 615 950,00	4 617,00	161 595,00
16		4	38,78	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
17	16	1	38,98	35 000,00	1 294 300,00	3 698,00	129 430,00
18		2	48,62	35 000,00	1 701 700,00	4 862,00	170 170,00
19		3	38,70	35 000,00	1 284 500,00	3 670,00	128 450,00
20		4	30,68	35 000,00	1 073 800,00	3 068,00	107 380,00
21	16	1	38,98	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
22		2	48,62	35 000,00	1 615 950,00	4 617,00	161 595,00
23		3	38,70	35 000,00	1 615 950,00	4 617,00	161 595,00
24		4	30,68	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
25	17	1	38,78	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
26		2	48,17	35 000,00	1 615 950,00	4 617,00	161 595,00
27		3	48,17	35 000,00	1 615 950,00	4 617,00	161 595,00
28		4	38,78	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
29	18	1	38,78	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
30		2	48,17	35 000,00	1 615 950,00	4 617,00	161 595,00
31		3	48,17	35 000,00	1 615 950,00	4 617,00	161 595,00
32		4	38,78	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
33	19	1	38,78	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
34		2	48,17	35 000,00	1 615 950,00	4 617,00	161 595,00
35		3	48,17	35 000,00	1 615 950,00	4 617,00	161 595,00
36		4	38,78	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
37		5	32,02	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
38		6	43,15	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
39		7	43,15	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00
40		8	32,02	35 000,00	1 356 800,00	3 876,00	135 660,00

TONGA

Rétablissement de l'Internet après la réparation du câble sous-marin

La connexion internet a été rétablie mardi dans les Iles Tonga, ont annoncé les opérateurs télécom, cinq semaines après une immense éruption volcanique qui avait rompu le câble sous-marin qui relie l'archipel au reste du monde.

Les entreprises Digicel et TCC ont assuré que la liaison avait été restaurée sur les deux principales îles du pays, archipel du Pacifique sud, après la réparation du câble sous-marin endommagé sur 80 kilomètres.

Les habitants de l'archipel expliquent que les services en ligne redeviennent accessibles, que les emails sont rapides après 38 jours de panne et que les appels de l'étranger affluent.

«TCC est en train de rétablir son service internet



par fibre optique», s'est réjouie l'entreprise dans un message à ses clients.

Digicel a assuré que «la connectivité des données avait été rétablie» sur deux îles, après la réparation de «multiples panes et ruptures».

«Nous sommes ravis de constater que nos clients sont à nouveau connectés

au monde extérieur», a déclaré Anthony Seuseu, directeur général de Digicel Tonga.

Le 15 janvier dernier, les Tonga ont été touchées par une éruption volcanique si puissante qu'elle a été entendue jusqu'en Alaska et a provoqué un tsunami qui a inondé les côtes des îles du pays.

Programme de la soirée

TF1 21:05

france 2 21:05

france 3 21:05

CANAL+ 21:05

6 21:05

Grey's Anatomy



Depuis la mort d'Andrew DeLuca, Teddy Altman a sombré dans une dépression telle qu'elle est clouée au lit, dans un état catatonique, chez elle. Owen Hunt, qui s'occupe de sa fille, se demande s'il ne devrait pas la faire interner car elle refuse de manger ou de s'hydrater, et ne reconnaît même plus Allison. Epaulé par Amelia Shepherd, qui l'encourage à pardonner Teddy, Owen la place sous perfusion. Teddy, perdue dans ses pensées, rêve de situations à l'hôpital avec Andrew et Meredith ou se remémore des moments passés avec ses anciennes relations amoureuses.

Au nom de la terre



De retour des Etats-Unis où il a découvert l'élevage intensif, Pierre Jarreau achète la ferme familiale en 1979. 17 ans plus tard, l'agriculteur, père de deux enfants, élève désormais des chèvres. Mais le cours ne cesse de baisser. Malgré une trésorerie à sec, Pierre veut se lancer dans l'élevage de poulets, au grand dam de son père, à qui il doit payer un fermage et de sa femme Claire qui tient les comptes. Pierre prend le risque de faire construire un nouveau bâtiment. Les ennuis et les dettes s'accumulent. Une situation qu'il le plonge dans une profonde dépression.

Le monde de Jamy



Pour la première fois, "Le Monde de Jamy" nous fait entendre ce que les animaux se disent, ce qu'ils nous disent, et nous apprend à mieux communiquer avec eux. On dit qu'il ne leur manque que la parole, mais en matière de communication, les animaux peuvent même nous surpasser. Saviez-vous que les chats miaulent pour imiter notre langage ? Qu'un chien peut apprendre une centaine de mots de vocabulaire ? Que les singes communiquent comme les bébés humains ? Que certains oiseaux ont, comme nous, des accents régionaux ? Nos animaux se parlent aussi entre eux.

Saison 2021: Atlético Madrid / Manchester United



Cette affiche entre cadors européens s'annonce équilibrée. Moins souverains que par le passé, l'Atlético Madrid possède un effectif taillé pour les joutes continentales avec le jeune prodige portugais Joao Félix, l'Uruguayen Luis Suarez ou encore le champion du monde français Antoine Griezmann. Les Colchoneros devront toutefois surveiller de près Cristiano Ronaldo et Edinson Cavani, les leaders de l'attaque mançunienne qui cherchera à marquer au moins une fois à l'extérieur. Diego Simeone, le coach madrilène, tentera de remporter la bataille tactique face à son homologue Ralf Rangnick.

Top chef



Nouveauté de la saison, parmi les cinq brigades en course, l'une, la brigade solitaire, n'a aucun chef pour la soutenir. Les candidats devront tout d'abord surprendre la Péruvienne Pia Leon, sacrée meilleure femme cheffe du monde, avec un des produits fétiches, le maïs. Puis ils devront ne cuisinier qu'avec la flamme et présenter leur création au chef argentin Francis Mallmann, qui est le maître en la matière. Enfin, ils devront décliner courges, potimarron, butternut, citrouille ou autre potiron, pour surprendre le jury et garder leur place dans les concours.

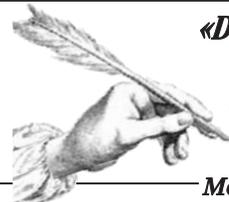
Jeux

Samourai-Sudoku n°2486

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.

4		1	5			8													
8	5				1														
	1		9			2													
8						3													
	7			3	8														9
				7	1														
7	2			8		9			5		3			6					8
		3				5							4	3		8	5	6	1
				4	2			6											7
							2												
									9		8								
										7									
							6	7	2										
8	3	5			1			7		8	9	7	3						4
5					7			4		5		2		2					8
		6	1	4							2								6
3		9	5			2				9									
2	1				6	3													
					2														
					2														
4				2	3					3	4	8							7
8				7						6	1								4
										9									5
																			2



«Dans une avalanche, aucun flocon ne se sent jamais coupable»

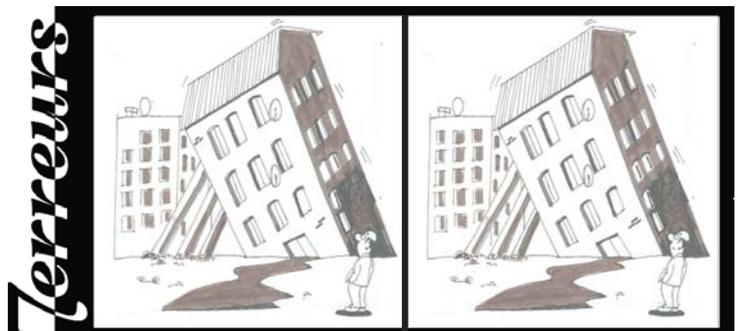
Stanislaw Jerzy Lec

Mots croisés n°2486

Horizontalement :
Verticalement :

- 1 - Frémissement audible
 - 2 - Décentralisée
 - 3 - Mouvements spontanés - Filles du beau-frère
 - 4 - Dépouillaient
 - 5 - Désinence verbale - Tangible
 - 6 - Panier de pêcheur - Changea d'atmosphère
 - 7 - Spectacle familial - Rapport de cercle - Bien dans le coup
 - 8 - Présélection - Incorrectes
 - 9 - Voyantes
 - 10 - Couverte de poudre abrasive
- A - Sorte de saucisse
B - Cherchera à attirer l'attention - Mémoire vive
C - Pair - Tige de fougères
D - Odeur d'ivrogne - Symbole d'un gaz rare
E - Coloré par l'émoi - Réduit chez l'ébéniste
F - Vague rapporteur - Pour la fin du premier groupe - Espaces de temps
G - Casser les pieds - Ecole sauvage
H - Gratin social - Attitude de modèle
I - Copine d'autan - Vêtement pour temps frais
J - Lieu de détente - Existe
K - Sortie de l'organisme - Nom de lac
L - Procédé d'évaluation - Criques

A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											



JEUX MÉDITERRANÉENS-2022

170 milliards de centimes injectés en une année pour soutenir les sportifs d'élite

Les subventions de l'Etat dédiées aux sportifs d'élite ont été estimées à 170 milliards de centimes, au cours de l'année dernière, et ce pour leur permettre d'effectuer «des préparations à la hauteur des attentes et de décrocher des places honorables sur le podium» lors des compétitions de la 19e édition des Jeux Méditerranéens-2022, prévus à Oran du 25 juin au 5 juillet prochain, a fait savoir lundi à Alger le ministre de la Jeunesse et des Sports, Abderrezak Sebtag.

Lors d'une séance d'audition devant la Commission des finances et du budget de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Sebtag a précisé qu'une somme de 170 milliards de centimes a été injectée dans le compte d'affectation spéciale des sportifs d'élite et de haut niveau pour les Jeux méditerranéens-2022 (Oran), pour la période allant de janvier 2021 à juin 2022, car la date est proche et nos athlètes sont tenus de faire des préparatifs à la hauteur des attentes pour pouvoir décrocher des places honorables sur le podium.

La tutelle a consacré deux comptes d'affectation spéciale, dont l'un a trait au Fonds de soutien public

aux clubs professionnels de football, fermé à la fin de l'année dernière, et le second concerne les athlètes d'élite et de haut niveau pour les Jeux méditerranéens-2022.

D'après M. Sebtag «un montant de 660 millions DA a été transféré à ce fonds dont les revenus estimés à 440 million DA, lors des premiers préparatifs des athlètes pour ce rendez-vous méditerranéen. Le montant est passé l'année précédente à 170 mds centimes. Par ailleurs, le ministre du secteur a évoqué le budget de l'équipement auquel une enveloppe de 09 mds DA a été allouée pour la programmation de 115 opérations dédiées au secteur de la Jeunesse et



des Sports dont 62 pour le domaine sportif.

Le ministre a déploré l'arrêt de plusieurs projets, lancés depuis des années, dans certaines wilayas à cause de la mauvaise gestion locale. A ce propos, le

ministre a indiqué que le secteur avait été grandement touché en raison du gel du à des problèmes de gestion locale dans certains wilayas, faisant état de plus de 60% de projets gelés depuis plusieurs années.

NATATION

Le nouveau centre nautique d'Oran accueillera sa première épreuve officielle en mai

Le centre nautique relevant du complexe olympique d'Oran, en cours de réalisation, abritera en mai prochain sa première compétition officielle à l'occasion du championnat national d'été en minimes, juniors et open (50m), a-t-on appris mardi de la fédération algérienne de natation (FAN).

Cette épreuve, prévue du 31 mai au 4 juin prochains, sera un aubaine pour le maître d'ouvrage du centre nautique pour procéder aux derniers essais techniques au niveau de cet équipement appelé à abriter les épreuves de natation lors de la 19e édition des Jeux méditerranéens (JM) programmée du 25 juin au 5 juillet de la même année.

Il en sera de même pour les organisateurs des JM qui auront l'occasion à leur tour de jauger leurs capacités en matière d'organisation, souligne-t-on. Le centre nautique, qui sera ré-



ceptionné au plus tard en début de mars prochain, selon les affirmations des responsables concernés, comporte trois piscines, dont deux olympiques et une trois semi-olympique. L'une des deux piscines olympiques est non couverte. Ce centre dispose également d'une tribune d'une capacité d'accueil d'un peu plus de 2.000 places. Le site a fait l'objet, jeudi passé, d'une visite de travail du ministre de la Jeunesse et des sports, Abderrezak Sebtag, qui a fait part de sa «satisfaction» quant à la cadence de travail prévalant dans

les différents chantiers de cet important acquis de la natation oranaise en particulier, et algérienne en général.

Même son de cloche chez le président du comité international des Jeux méditerranéens, l'Italien, Davide Tizzano, qui a, lui aussi, inspecté les lieux, samedi passé, en marge de sa visite de travail dans la capitale de l'Ouest du pays, rappelle-t-on. Outre ce centre nautique, la ville d'Oran s'approprie également à réceptionner la piscine olympique sis à haï «M'dina J'dida» qui a bénéficié d'une importante opération de rénovation et mise à niveau.

L'avancement des travaux, au niveau de cette piscine, qui abritera les épreuves du water-polo lors des JM, sont estimés à 90%. La réception de l'infrastructure est prévue pour mars prochain, selon la direction locale de la jeunesse et des sports, le maître de l'ouvrage.

CYCLISME - TOUR DU RWANDA (3^E ÉTAPE)**Victoire du Colombien Jhonatan Restrepo, l'Algérien Saïdi 30^e**

Le Colombien Jhonatan Restrepo (Drone Hopper) a remporté mardi à Rubavu la 3e étape du 14e Tour cycliste du Rwanda, course entre Kigali et Rubavu sur une distance de 155,9 km, alors que l'Algérien Saïdi Nassim a terminé à la 30e place. Restrepo a réglé au sprint le néo-pro français Axel Laurance (20 ans) dans un groupe de sept coureurs comprenant également son équipier érythréen

Natnael Tesfatsion, le vainqueur de l'édition 2020. Le Colombien (27 ans) est un habitué de la course dont il a gagné quatre étapes en 2020 et une l'an passé.

Le premier coureur algérien à atteindre le point de l'arrivée est Nassim Saïdi (30e), alors que le classement des autres Algériens engagés dans ce Tour du Rwanda est le suivant : Hamza Mansouri (32e), Islam Mansouri (46e), Ayoub

Sahiri (64e), et Azzedine Lagab (73e). Cette étape comportait cinq ascensions et un passage à 2498 mètres d'altitude avant une descente finale d'une vingtaine de kilomètres pour rejoindre Rubavu (nord-ouest) en face de Goma (RD Congo). Au classement général, Jhonatan Restrepo (7 h 27:22) est leader, devant le Français Axel Laurance, l'Espagnol Angel Madrazo, et l'Erythréen Natnael Tes-

fatsion. Cette édition qui se poursuivra jusqu'au 27 février enregistre la participation de 19 équipes représentant les grandes nations cyclistes du continent africain, outre des équipes réputées mondialement, parmi lesquelles des formations habituées aux épreuves les plus prestigieuses du calendrier international comme les Tours de France, d'Italie ou d'Espagne. Ces dix-neuf sélections et équipes re-

présentent une quinzaine de pays à savoir, la France, Etats Unis, l'Italie, l'Espagne, l'Afrique du Sud, l'Allemagne, la Malaisie, la Norvège, la Belgique, l'Algérie, l'Erythrée, le Maroc, la Grande-Bretagne et le Rwanda (pays organisateur). Mercredi, la quatrième étape, longue de 124 kilomètres entre Kigali et Gicumbi, dans le nord du pays, se termine par une arrivée en côte.

RUGBY À 7 - CHAMPIONNAT ARABE (MESSIEURS ET DAMES)

L'Algérie fixée sur ses adversaires

Les sélections algériennes de rugby à 7 (messieurs et dames), débuteront le Championnat arabe des nations (25-26 février) vendredi prochain au stade de Chadli Zouiten à Tunis, respectivement, devant les Emirats arabes unis et l'Egypte, selon le programme dévoilé par les organisateurs. Logée dans le groupe A, la sélection masculine enchaînera dans la même journée (vendredi) face à l'Egypte (13h25), avant de boucler la

phase de poules face à la Tunisie (2) à partir de 14h00. Le groupe B est composé de la Tunisie (1), de la Syrie, de Libye et de l'Arabie saoudite. De son côté, la sélection féminine disputera également trois matchs lors de la 1ere journée de compétition, respectivement, face à l'Egypte (10h30), aux Emirats arabes unis (13h05) et la Tunisie (15h20).

Le deuxième journée de compétition, samedi, sera consacrée aux matchs à éli-

mination directe, à savoir, les quarts de finale, les demi-finales et la finale. Composées de 24 joueurs locaux, les sélections algériennes conduites par Mohamed Aissaoui (messieurs) et Cherif Zermani (dames), rallieront la Tunisie ce mardi afin d'effectuer un stage préparatoire à Nabeul avant le début du tournoi. Il s'agit de la deuxième participation de l'équipe nationale du Rugby à 7 (messieurs) au championnat arabe, après

une première apparition lors de la 5e édition disputée en 2019 en Jordanie. Les «Verts» avaient bouclé la compétition à la 4e place, sur 6 équipes participantes, alors que le titre est revenu au pays hôte.

Le rugby à 7, discipline olympique depuis les Jeux de Rio-2016, est une variante du rugby à 15 qui se joue par équipes de sept joueurs sur le terrain plus cinq remplaçants, en deux mi-temps de 10 minutes.

BASKET - FIBA NATIONAL YOUTH CAMPS

Début du camps d'Alger à la salle de Staouéli

Le camps de basket-ball "FIBA National Youth Camps" d'Alger, qui entre dans le programme de développement de la jeunesse de la branche africaine de la Fédération internationale de la discipline (FIBA Afrique), a débuté mardi à la salle omnisport de Staouéli (Alger) avec la participation de 30 entraîneurs des jeunes catégories et les sélections nationales U18 (filles et garçons). Ce camps qui s'étalera jusqu'au 27 février sera encadré par les experts FIBA Mounir Benslimane et Amadou Keita. "Les deux premières journées (mardi et mercredi) du camps seront consacrées aux entraîneurs avec des cours théoriques la matinée et l'application pratique en journée. A partir de jeudi, le camps sera dédié aux joueurs avec la participation des sélections nationales U18 (filles et garçons), soit un total de 40 joueurs", a-t-on appris auprès de la Fédération algérienne de la discipline (FABB). Le camps d'Alger intervient après ceux de Maurice et de la Guinée (8-13 février), du Mozambique (15-20 février), de l'Ouganda (21-26 février), alors que le dernier se tiendra au Tchad (1-6 mars). "Les FIBA National Youth Camps ont pour but d'aider les fédérations nationales à détecter les nouveaux talents et à construire des programmes de développement pour les joueurs et les entraîneurs locaux", indique la FIBA Afrique sur son site officiel. Deux autres camps sont prévus en République démocratique du Congo (1-6 mars) et à Madagascar (7-12 mars), mais ils n'ont pas encore été confirmés définitivement. Le programme "FIBA National Youth Camp" fait suite aux "FIBA Africa Youth Camps" lancés en 2021 et organisés à Nairobi (Kenya), Abidjan (Côte d'Ivoire) et Saly (Sénégal). A la fin de chaque "FIBA National Youth Camp", les meilleurs joueurs seront invités à participer à un "Regional Youth Camp", qui réunira des basketteurs issus de différentes régions du continent entre mai et juin 2022. De là, certains d'entre eux seront sélectionnés pour participer au programme "Basketball Without Borders 2022".

BOXE - MÉMORIAL DE STRANDJA (BULGARIE)

L'Algérien Ben Laribi qualifié au troisième tour

Le boxeur algérien Abdel-Nacer Ben Laribi (63,5 kg) s'est qualifié au troisième tour du tournoi international «Mémorial de Strandja», qui se déroule du 20 au 27 février courant à Sofia (Bulgarie), après sa victoire contre le Moldave Stefan Vozneacovschi (4-1). L'Algérien a fait son entrée en lice directement au deuxième tour, car exempté du premier, tout comme son adversaire, qu'il a finalement assez facilement dominé aux points. Ben Laribi emboîte ainsi le pas à sa compatriote Roumaïssa Boualem (50 kg), qui était la première des quatre algériens engagés dans cette compétition à remporter son premier combat. C'était contre la Kazakh Zhazira Urakbayeva, qu'elle a également dominée et sur le même score de 4-1, se qualifiant ainsi au deuxième tour, où elle sera appelée à défier l'Indienne, Anamika, vainqueur aux dépens de la Bulgare Zlatislava Chukanova. Les deux autres pugilistes algériennes engagées dans cette 73e édition du «Mémorial de Strandja», en l'occurrence Imane Khelif et Ichrak Chaïb, feront leur entrée en lice ce mardi après-midi, respectivement dans les catégories des 63 kg et de 56 kg. Chaïb sera la première à monter sur le ring, à partir de 14h00 (Heure algérienne), face à Anna Jenni (Suisse), alors que le combat de Khelif est programmé à partir de 18h00, contre l'Italienne Miriam Tommasone. Plus de 450 boxeurs (messieurs et dames), représentant 36 pays, prennent part à ce prestigieux tournoi international, dont la première édition a été organisée en mars 1950.

ALGÉRIE

Sebgag : «Adoption prochaine du projet de révision du professionnalisme»

Le ministre de la jeunesse et des sports, Abderrezak Sebgag a annoncé, lundi à Alger, que le projet de révision des modalités d'application du professionnalisme dans le football algérien devrait être adopté prochainement.



"Nous avons soumis le projet au Gouvernement et il sera adopté durant l'une des prochaines réunions du Gouvernement. Ce projet concerne la révision du professionnalisme dans le football algérien", a déclaré M. Sebgag lors de son intervention devant la Commission des Finances et du Budget de l'Assemblée populaire nationale (APN). Les

clubs professionnels algériens sont gérés par des sociétés sportives par action, étant l'actionnaire principal au club.

"Les résolutions de la Fédération internationale de football (FIFA) et de la Confédération africaine de football (CAF) exigent de remplir les conditions financières, juridiques et administratives et ne précisent pas s'il s'agit

d'une société sportive ou autre", a précisé le ministre.

Et d'ajouter : "cette question a amené l'Etat à intervenir dans le dossier du professionnalisme, ce qui l'a exposé à des pressions de certains clubs professionnels, notamment ses supporters, d'où l'impératif de revoir une approche concernant le professionnalisme en Algérie".

Selon le premier responsable du secteur, deux comptes d'affectation spéciale ont été consacrés au secteur de la Jeunesse et des Sports, dont l'un concerne "le Fonds de soutien public de l'Etat aux clubs professionnels qui a été fermé à la fin de l'année écoulée".

"Les aides financières dédiées aux clubs professionnels s'élèvent à plus de 4 Mds Da, tandis que les dépenses ont été de l'ordre de 299 millions

Da, ce qui constitue un excédent en compte. Le reste a été versé au Trésor à la fin de l'année dernière", a expliqué le ministre. M. Sebgag a rappelé que les clubs professionnels "n'ont versé aucun centime au Trésor, que ce soit en ce qui concerne la fiscalité ou l'assurance sociale.

Par conséquent, les créances ont dépassé les 1.500 Mds Da, d'où l'impératif de revoir la loi 13-05 relative à l'éducation physique".

Le professionnalisme dans le football algérien a été lancé en 2010 avec la participation de 32 clubs répartis sur deux niveaux: la ligue 1 et 2 (16 clubs pour chaque niveau), a affirmé le ministre, ajoutant que depuis cette date, les clubs professionnels n'ont versé aucune somme au Trésor public en ce qui concerne la fiscalité et l'assurance sociale.

LIGUE DES CHAMPIONS (3E J)

Le CRB prend en charge le déplacement de l'ESS en Afrique du Sud

La direction du CR Belouizdad a décidé de prendre en charge le déplacement de l'ESS Sétif en Afrique du Sud en vue de son match contre pour le compte de la 3e journée de Ligue des champions, a annoncé mardi le club algérois de Ligue 1 de football.

"Par devoir patriotique, et par solidarité entre deux clubs de football algériens qui entretiennent des relations de fraternité, le CR Belouizdad a décidé de prendre en charge l'ensemble des frais de location d'un avion spécial qui sera affrété par l'Entente de Sétif pour Durban en Afrique du Sud" a indiqué un com-

munié du CRB publié sur page officielle facebook.

L'Entente de Sétif, club prestigieux, et déjà vainqueur de trophées majeurs de football continental, affrontera le 25 février prochain à Durban le club d'amaZulu FC, dans le cadre de la 3e journée de la champion's league africaine.

Le CRB souhaite la victoire à nos frères de l'Entente", ajoute la même source.

Pour rappel, l'ESS occupe la 2e place du groupe B en compagnie d'amaZulu avec 3 points devancées par le Raja de Casablanca (6 pts). Les Guinéens de Horoya AC sont lanternes rouges (0 pt). De

son côté, le double champion d'Algérie le CRB se déplacera au Botswana pour affronter Jwaneng Galaxy FC samedi prochain à 17h00 (heures algériennes) au stade Francistown pour le compte de la 3e journée de la Ligue des champions d'Afrique, groupe C.

A l'issue de la deuxième journée de compétition, l'ES Tunis est leader du groupe C avec 4 points devant le CR Belouizdad et l'ES Sahel (2 pts) tandis que Jwaneng Galaxy FC ferme la marche avec une seule unité. Les deux premiers à l'issue de la phase de poules se qualifient pour les quarts de finale.

LIGUE 1

Le CSA/MC Oran se désiste de 24 millions DA au profit du club professionnel

Le club sportif amateur (CSA) du MC Oran a renoncé à un montant estimé à 24 millions de dinars au profit du club professionnel pensionnaire de la Ligue 1 de football, après avoir bénéficié d'une subvention de l'ordre de 31 millions de dinars émanant du fond de la wilaya, a-t-on appris mardi de la direction du CSA/MCO.

Dans une déclaration à l'APS, le président du CSA/MCO, Chemseddine Bensenouci, a fait savoir que cette action a été entreprise après avoir reçu "le feu vert des autorités locales qui cherchent à aider le Mouloudia à surmonter la période difficile qu'il traverse à tous les niveaux".

Il a ajouté que cette somme, transférée au compte bancaire du club professionnel, a permis au nouveau président, Youcef Djebbari, de régler une partie des salaires et primes de ses joueurs, qui ont terminé, dimanche, à Mostaganem,

leur stage préparatoire hivernal. Cette subvention financière a également permis à l'administration des "Hammaraoua" d'honorer ses engagements envers le nouveau staff technique de son équipe dirigé par l'entraîneur Abdelkader Amrani, qui prépare sa première sortie avec

les gars d'El Bahia vendredi à l'occasion de la réception du CS Constantine pour le compte de la première journée de la phase retour, selon le même responsable.

Après avoir renoncé au montant précité au profit du club professionnel, le club amateur, qui dirige une

seule section, à savoir le handball et dont l'équipe première évolue dans le championnat de l'Excellence, a hérité d'un montant de 6 millions de dinars restants de la subvention du fonds de wilaya, a encore précisé Chemseddine Bensenouci.

LIGUE 1 FRANÇAISE (STADE BRESTOIS 29)

La FAF apporte son soutien à Belaïli, victime de propos xénophobes

La Fédération algérienne de football (FAF) a apporté mardi son "soutien indéfectible" à l'ailier international algérien du Stade brestois 29 Youcef Belaïli, victime dimanche de propos xénophobes, lors du match en déplacement de son équipe face au Stade de Reims (1-1), pour le compte de la 25e journée de la Ligue 1 française de football.

"La FAF apporte son soutien indéfectible à l'international des Verts Youcef Belaïli qui a fait l'objet de propos xénophobes lors du match de championnat de Ligue 1 française qui a opposé dimanche son équipe au Stade de Reims, et condamne vigoureusement ces attitudes rétrogrades et d'un autre temps qui vont à l'encontre des vertus du sport et du

fair-play", a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

Au cours de cette rencontre, Belaïli, qui a rejoint le Stade brestois cet hiver pour un contrat de six mois avec une option de deux ans supplémentaires, a été la cible de plusieurs insultes et chants à caractère raciste proférés par des supporters rémois.

Le Stade brestois 29 a de son côté réagi lundi en publiant un communiqué sur son site officiel, tout en condamnant "fermement" ces propos "inqualifiables".

"Le Stade brestois 29 et le Stade de Reims ont pris acte du témoignage sur les réseaux sociaux d'un spectateur relatant d'éventuels

propos racistes tenus à l'encontre du joueur Youcef Belaïli.

Le Stade Brestois 29 se joint au Stade de Reims pour condamner fermement les propos relayés, si toutefois ils s'avèrent avoir été proférés.

Des propos inqualifiables, qui n'ont leur place ni dans un stade de football ni dans aucun autre lieu de notre société", a écrit le club breton.

Avant d'enchaîner : "S'il n'existe, à l'heure actuelle, aucune preuve tangible (photos, vidéos, témoignages concordants) permettant de caractériser l'infraction, les deux clubs travaillent conjointement pour tenter d'identifier les auteurs de ces insultes présumées".

LIGUE 1 (MERCATO D'HIVER) Le PAC s'oppose au départ de Benbouali au MCA, Zerrouki comme alternative

Le Paradou AC (Ligue 1 algérienne de football) a refusé de libérer son meilleur buteur Nadir Benbouali, convoité par le MC Alger, lors de l'actuel mercato d'hiver, dont la clôture est fixée au jeudi 24 février, a appris l'APS lundi auprès d'une source autorisée.

A la recherche d'un buteur racé, sur demande de l'entraîneur tunisien Khaled Benyahia, le "Doyen" a jeté son dévolu sur les services de Nadir Benbouali (21 ans), qui occupe conjointement le fauteuil de meilleur buteur du championnat, en compagnie de Belaid Hamidi (JS Saoura) et Hicham Mokhtar (US Biskra), avec 9 buts chacun.

Seulement, la direction du PAC a signifié un nœud catégorique à son homologue mouloudéen, refusant de libérer son attaquant, considéré comme l'une des révélations de la phase aller.

Le "Doyen" s'est tourné ensuite vers l'autre attaquant du PAC Merouane Zerrouki, auteur de trois buts, et qui avait pris part à la dernière Coupe arabe de la Fifa 2021, remportée par l'équipe nationale A' au Qatar.

Selon la même source, le PAC a exigé "une somme astronomique" pour céder Zerrouki (21 ans) à titre de prêt.

Les pourparlers sont toujours en cours dans l'objectif de trouver un accord avant la fin du mercato d'hiver.

Par ailleurs, la direction du MCA a décidé de se séparer des services du milieu de terrain Isla Daoudi Diomande, en partance vers l'Olympique Médéa.

Le jeune attaquant Chakib Benyahia et le milieu de terrain Youcef El-Houari, convoités respectivement par le NA Hussein-Dey et le HB Chelghoum-Laïd, devraient également quitter le MCA cet hiver à titre de prêt.

L'attaquant Abdelhak Abdelhafid, qui ne fait plus l'unanimité, devrait également quitter le Mouloudia, "en cas d'une offre intéressante", conclut la même source.

Le MC Alger a bouclé la phase aller du championnat à la quatrième place au classement, en compagnie de l'ES Sétif et de l'USM Alger, avec 30 points chacun.

Les coéquipiers de Samy Frioui entameront la seconde partie de la saison en déplacement face au CR Belouizdad, à l'occasion de la 18e journée prévue vendredi.

CHAMPIONNAT DU QATAR (19E J) Al-Sadd de Bounedjah sacré champion pour la 16^e fois



Al-Sadd, large vainqueur lundi en déplacement face à Al-Ahli Doha (8-2), dans le cadre de la 19^e journée du championnat qatari de football, a remporté le titre de champion pour la 16^e fois de son histoire.

Al-Sadd a scellé sa large victoire en première période, grâce notamment au 13^e but de la saison inscrit par l'attaquant international algérien Baghdad Bounedjah peu avant la pause (43^e).

Le joueur algérien a cédé sa place au début de la seconde période (46^e) au Ghanéen André Ayew, après avoir ressenti des douleurs au niveau des adducteurs.

Il s'agit du troisième titre de championnat pour Bounedjah avec Al-Sadd, et le 10^e toutes compétitions confondues.

Le natif d'Oran avait rejoint Al-Sadd en 2015 en provenance de l'Etoile sportive du Sahel (Div.1 tunisienne).

A trois journées de la fin du championnat, Al-Sadd caracole en tête avec 52 points, à douze longueurs provisoirement de son dauphin Al-Duhail, qui joue en ce moment sur le terrain de Qatar SC du défenseur international algérien Djamel Belamri.

CHAMPIONNAT MAROCAIN (RAJA CASABLANCA)

L'Algérien Madoui dans la short-list pour la succession de Wilmots



L'entraîneur algérien Kheireddine Madoui a été retenu dans la short-list, pour succéder au Belge Marc Wilmots, limogé dimanche de la barre technique du Raja Casablanca (Div.1 marocaine de football), rapportent lundi des médias locaux.

Outre Madoui (44 ans), qui vient de démissionner d'Al-Qadsia (Div.1 koweïtienne), d'autres techniciens sont pressentis pour diriger l'actuel deuxième au classement du championnat marocain à l'image du Serbe Zoran Manojlovic (ex-CRB) ou encore l'Egyptien Houssam El-Badri.

Wilmots (52 ans) a été limogé de son poste, trois mois seulement après son arrivée à la barre technique, en remplacement du Tunisien Lasaâd Chabbi, qui avait mené le Raja à remporter la Coupe arabe des clubs et la Coupe de la Confédération africaine, remportée le 10 juillet 2021, aux dépens de la JS Kabylie (2-1) à Cotonou au Bénin.

Depuis son arrivée en novembre dernier, Marc Wilmots a dirigé l'équipe pour 10 matches seulement, toutes compétitions confondues, avec un bilan de quatre victoires, quatre nuls et deux défaites.

Il reste sur une victoire en déplacement face à l'ES Sétif, l'un des représentants algériens en phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique, vendredi face à l'ES Sétif (1-0), comptant pour la 2^e journée (Gr.B). Après 17 journées disputées, le Raja occupe la deuxième place du championnat marocain, à huit points de son rival, le Wydad Casablanca.

APS

CAN-2022 DAMES (DERNIER TOUR QUALIFICATIF/ RETOUR) ALGÉRIE-AFRIQUE DU SUD La sélection nationale poursuit sa préparation

L'équipe nationale de football (dames) a effectué, lundi au stade Omar Hamadi de Bologhine, son avant-dernière séance d'entraînement, en prévision du match retour contre l'Afrique du Sud, prévu mercredi à 18h00, pour le compte du dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) TotalEnergies - Maroc 2022.



Dans une bonne ambiance, les coéquipières de Zineb Kendouci ont débuté la séance, programmée à l'heure du match contre les Banyana Banyana (18h00).

Après les exercices d'échauffement et quelques toros et ateliers techniques, l'effectif a été scindé en deux pour des oppositions où plusieurs situations ont été travaillées, histoire de stabiliser le plan de jeu que prépare la sélection nationale, Mlle Radia Fertoul qui a insisté sur la possession du ballon et la projection vers l'avant.

La séance s'est terminée sur

une série de balles arrêtées et de pénalités, au moment où l'entraîneur des gardiennes de but, Mohamed BOULIFA, avait soumis ses protégées à un travail individualisé. Sur un autre plan, le groupe a reçu, dans la matinée au niveau du Centre technique national de Sidi Moussa, la visite du nouveau directeur technique national par intérim et responsable de la formation, Taoufik Koreichi, qui a tenu à apporter son soutien et ses encouragements en prévision de la rencontre de mercredi.

Il est à rappeler que les Vertes effectueront ce mardi 22 février

leur ultime séance d'entraînement au CTN de Sidi Moussa (18h00) pour apporter les dernières retouches, surtout sur le plan tactique et de la gestion de la motivation émotionnelle, des éléments importants dans ce type de match où les algériennes partent avec un handicap de deux buts à remonter.

Battues lors du match aller à Johannesburg (2-0), les coéquipières de la capitaine Naïma Bouheni seront dos au mur, et devront refaire leur retard face aux vice-championnes d'Afrique, pour espérer une sixième qualification pour la CAN.

Objectif "remontada" pour les Algériennes

L'équipe nationale de football (dames), dos au mur, est appelée à relever la tête pour espérer aracher sa qualification à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2022 au Maroc, à l'occasion de la réception de l'Afrique du Sud, mercredi au stade Omar-Hamadi (18h00), pour le compte du 2^e et dernier tour qualificatif.

Battues lors de la première manche, disputée vendredi dernier au stade d'Orlando à Johannesburg (2-0), les coéquipières de la capitaine Naïma Bouheni devront refaire leur retard face aux vice-championnes d'Afrique, pour espérer une sixième qualification pour la CAN.

"Le premier match a été difficile. Les joueuses ont fourni beaucoup d'efforts, notamment sur le plan physique.

Nous avons axé l'essentiel du travail sur la récupération eu égard du rapprochement entre les deux matchs.

Un travail psychologique a été également au programme pour préparer les joueuses en

vue de cette seconde manche qui s'annonce difficile", a affirmé la sélectionneuse nationale Radia Fertoul.

Qualifiée sans forcer pour ce dernier tour aux dépens du Soudan (aller : 14-0, le match retour ne s'est pas joué, ndlr), les Algériennes n'auront d'autre alternative que de refaire leur retard face à une équipe sud-africaine aguerrie à ce genre de rendez-vous.

"Nous devons effacer la déception de la défaite au premier match, qui nous a tous touchés.

Nous ne sommes pas encore éliminés, à nous de relever le défi mercredi pour tenter de renverser la vapeur chez nous.

L'adversaire n'est plus à présenter. Il avait pris part à l'ensemble des éditions de la CAN, et avait même participé au dernier Mondial 2019 en France.

Les joueuses doivent comprendre que nous avons une dernière chance, à nous de la saisir", a-t-elle ajouté.

Pour rappel, la sélectionneuse nationale a fait appel à 23

joueuses, dont 7 évoluant en championnat algérien, en vue de cette double confrontation qualificative.

De son côté, l'Afrique du Sud, à pied d'œuvre depuis dimanche à Alger, dirigée sur le banc par Desiree Ellis, aborde ce rendez-vous décisif avec l'intention de préserver son précieux avantage.

Dans les autres matchs de ce dernier tour qualificatif, le Burundi a validé lundi son billet en écrasant en déplacement le Djibouti (5-0), après avoir balayé son adversaire en match aller (6-1).

Les Burundais rejoignent ainsi le Maroc (pays hôte) et l'Ouganda, qualifiés suite au forfait du Kenya.

La phase finale de la CAN 2022 aura lieu au Maroc du 2 au 23 juillet prochain.

Les quatre premiers seront directement qualifiés pour le mondial Australie/Nouvelle-Zélande 2023, tandis que deux sélections supplémentaires disputeront le tournoi de barrage intercontinental.

ZIDANE À PARIS, C'EST FAIT ?

La presse espagnole affirme que Zinedine Zidane a donné son accord à PSG, pour la saison prochaine. Une information à prendre avec des pincettes. Dans l'émission El Chiringuito, Eduardo Inda a affirmé que l'arrivée du technicien français dans la capitale était entérinée, pour l'été prochain. - Il sera le nouvel entraîneur du PSG », a-t-il lancé. Le journaliste croit d'ailleurs savoir qu'il prépare déjà sa venue dans le club parisien. Une information qu'il est impossible de vérifier et qu'il s'agit de prendre avec de grosses pincettes. D'autant plus que le match retour entre le Real Madrid et le PSG est programmé le 9 mars et que tous les coups semblent permis, en Espagne, pour perturber la préparation des Parisiens. Plusieurs médias ont au contraire affirmé que le natif de Marseille avait refusé les propositions émanant du club parisien.



MBAPPÉ
Le Real dément toute pression

Ces derniers jours, la presse anglaise évoquait une pression du Real Madrid sur Kylian Mbappé afin de le faire venir cet été, la presse espagnole dément celle-ci. Le board madrilène reste calme. Alors que le PSG redouble d'efforts, notamment financiers, pour faire prolonger Kylian Mbappé en fin de contrat à l'issue de la saison, le Real Madrid semble totalement serein. Le club madrilène nie via la presse espagnole la prétendue « pression » mise au joueur parisien évoquée par le Times ces derniers jours. Le journal britannique écrivait que les Merengues avaient informé le Bondynoïse que son rêve de jouer pour le Real Madrid n'arrivera jamais s'il revenait sur leur accord informel de signature cet été.

Un ultimatum totalement nié par la presse espagnole. Aucun mot ou geste du Real Madrid n'a été prononcé ou fait ces derniers jours afin de mettre la pression à Kylian Mbappé malgré les récentes offensives du PSG avec une proposition de prolongation courte assortie d'offres financières que les Merengues ne pourraient suivre et assumer. « Mbappé a déjà supporté assez de pression » a soufflé une source proche de Valdebebas au quotidien espagnol. Confiants, les dirigeants madrilènes sont conscients que l'accord entre les deux parties ne peut être rendu officiel mais assurent que les dernières approches d'Erling Haaland ne représentent en rien une issue de secours au dossier Kylian Mbappé. Autorisé à négocier avec un nouveau club depuis le 1er janvier dernier comme le stipule le règlement de la FIFA, l'attaquant français de 23 ans a déjà décidé de quitter la France pour rejoindre la capitale espagnole selon Marca, ce qui n'est pas encore le cas du Norvégien.

HARRY KANE
SON DÉPART PREND FORME

Lié à Tottenham jusqu'en 2024, Harry Kane aurait repoussé la dernière offre de prolongation de Tottenham. L'international anglais a été annoncé à Manchester ces derniers mois.

Harry Kane est un élément désiré sur le marché. L'international anglais avait suscité l'intérêt de Manchester City lors du dernier mercato estival. « Tout le monde sait que nous étions intéressés par Harry Kane mais ce n'était pas une option pour nous. Oubliez cela, c'est du passé. (...) Ce n'est pas nécessaire de montrer les buts qu'il a marqués aujourd'hui pour prouver sa qualité, toute l'Angleterre la connaît » a confié Pep Guardiola. Pourtant, l'attaquant n'est pas certain de poursuivre sa carrière à Tottenham. Comme annoncé par The Athletic, Harry Kane aurait récemment repoussé une offre de prolongation transmise par ses dirigeants. Depuis les négociations sont à l'arrêt et les Spurs n'ont pas l'intention de lui offrir un nouveau contrat. Lié jusqu'en 2024 au club londonien, le joueur a été annoncé dans le viseur de Manchester United ces derniers jours.



UNE MINI SUPER LEAGUE AUX USA CET ÉTÉ ?

Selon les informations de ESPN, les matchs se joueront sur la côte ouest des États-Unis. L'AC Milan pourrait être la quatrième équipe convoquée au tournoi. Le Real Madrid, le FC Barcelone et la Juventus, les trois clubs qui restent fermes sur leur idée de lancer une Super League, envisagent d'organiser une série de matchs amicaux cet été aux États-Unis, ont indiqué des sources à ESPN. Une information relayée et confirmée par AS. Le média américain évoque ainsi la possibilité de voir les trois clubs s'affronter et ajoute que l'AC Milan pourrait être la quatrième équipe invitée pour ce petit tournoi de pré-saison, dans un pays que les participants connaissent déjà bien pour avoir participé à différentes éditions de l'International Champions Cup.

RODRYGO PERD LA BATAILLE DE L'AILE DROITE

Le bon rendement de Marco Asensio face aux cages ont vite relégué le Brésilien Rodrygo Goes au rôle de remplaçant. Marco Asensio, auteur contre Grenade puis Alavés de deux frappes décisives du gauche qui ont permis au Real Madrid de rafler 6 points, a pris les devants dans la hiérarchie de l'effectif, notamment au poste d'ailier droit, celui qu'il se dispute avec Gareth Bale, Eden Hazard, Lucas Vázquez et surtout Rodrygo. Le Brésilien a perdu de son importance ces dernières semaines et ne semble pas en mesure de renverser la tendance, puisqu'il n'a toujours pas trouvé le chemin des filets en Liga, où il a déjà disputé 20 matchs cette saison. Sur les six matchs de championnat disputés en 2022, il n'a été titularisé que lors de la défaite contre Getafe et lors de la victoire contre Grenade, où il a débuté dans le onze en raison de l'absence de Vinicius pour cause de suspension. L'élimination en Copa del Rey a aussi fortement limité son temps de jeu, puisque le jeune Rodrygo Goes avait été titularisé contre Alcoyano, Elche et l'Athletic Club. En Ligue des Champions, contre le PSG, il a joué 18 minutes en sortie de banc et tout porte à croire qu'il sera également remplaçant au match retour.



De Gea veut rester à Manchester United

David De Gea, le gardien de Manchester United, a réaffirmé son attachement au club manchesterien. Le gardien espagnol laisse entendre qu'il est encore là pour longtemps. David De Gea devrait rester à Manchester United au-delà de son contrat actuel qui court jusqu'en juin 2023 : « Maintenant, je me sens comme si je venais de Manchester; je me sens comme n'importe qui d'autre de Manchester. Là où vous êtes aimé et accueilli, c'est votre maison » a-t-il déclaré rapporte Sky Sports. David De Gea dispose d'une option pour prolonger son contrat d'une année supplémentaire et ne manquera pas de le faire : « Je suis ici depuis de nombreuses années et, évidemment, tout peut arriver dans la vie, dans le monde du football, mais honnêtement, je ne me vois pas loin de Manchester United » a-t-il ajouté.

